

DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Séance du vendredi 26 juin 2026

Commission n° 7 - Finances, Ressources Humaines et Administration générale

Commission n° 1 - Aménagement du Territoire, Tourisme, Routes, Politiques contractuelles et Agriculture

Commission n° 2 - Education et Culture

Commission n° 3 - Jeunesse et Sports

Commission n° 4 - Solidarités

Commission n° 5 - Environnement

Commission n° 6 - Transports et Mobilités

Direction des Finances
Service du Budget

RAPPORT DU PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL N° 6677

OBJET : Compte Financier Unique 2025 et affectation des résultats

CANTON(S) : Tous les cantons

Le Compte Financier Unique retrace l'exécution, en dépenses et en recettes, du budget du Département au cours d'une année civile (1er janvier au 31 décembre). Pour 2025, le compte financier unique du budget principal présente un volume total de dépenses propres à l'exercice (en mouvements réels) de 1 milliard 751 millions d'euros pour 1 milliards 766 millions d'euros en recettes propres à l'exercice (en mouvements réels). Ces opérations, propres à l'exercice 2025, se soldent par un "excédent" de 15,4 M€ constituant, le résultat de gestion 2025. Cet excédent s'ajoute au résultat reporté cumulé fin 2024 qui était excédentaire de 30,9 M€. Ce résultera financera prioritairement le déficit des reports de 2025 sur 2026 (1,1 M€). Seront repris au BS 2026, l'excédent d'investissement de 6,6 M€ et l'excédent de fonctionnement de 39,7 M€

Trois budgets annexes :

- Budget annexe Equipements culturels : excédent de fonctionnement de 1 711 851,07 €,

- Budget annexe SDAUE : excédent d'investissement de 1 010 038,73 € et excédent d'exploitation de 687 744,60 €

- Budget annexe Restauration Scolaire : excédent d'investissement de 573 416,89 € et excédent de fonctionnement de 5 459 740,11 €.

Je vous propose de débattre des six annexes qui sont jointes au projet de délibération :

- Le rapport sur le Compte Financier Unique 2025,
- Les états des Autorisations de Programme,
- Les états des Autorisations d'Engagement,
- L'état des provisions au 31 décembre 2025,
- La liste des virements sur dépenses imprévues ou entre chapitres,
- La présentation synthétique du C.F.U. 2025.

Ces documents détaillent la réalisation budgétaire des recettes et des dépenses qui figurent aux comptes financiers unique, principal et annexes, du Département de Seine-et-Marne pour l'exercice 2025.

Je vous remercie de bien vouloir vous prononcer sur ce dossier et, si vous en êtes d'accord, d'adopter le projet de délibération joint au présent rapport.

Jean-François PARIGI
Le Président du Conseil départemental
de Seine-et-Marne

DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Séance du vendredi 26 juin 2026

DÉLIBÉRATION N° CD-2026/06/26-7/01A

Commission n° 7 - Finances, Ressources Humaines et Administration générale
Rapporteur(s) : LUCZAK Daisy

OBJET : Compte Financier Unique 2025 et affectation des résultats
 Budget général

Le Compte Financier Unique retrace l'exécution, en dépenses et en recettes, du budget du Département au cours d'une année civile (1er janvier au 31 décembre). Pour 2025, le compte financier unique du budget principal présente un volume total de dépenses propres à l'exercice (en mouvements réels) de 1 milliard 751 millions d'euros pour 1 milliards 766 millions d'euros en recettes propres à l'exercice (en mouvements réels). Ces opérations, propres à l'exercice 2025, se soldent par un "excédent" de 15,4 M€ constituant, le résultat de gestion 2025. Cet excédent s'ajoute au résultat reporté cumulé fin 2024 qui était excédentaire de 30,9 M€. Ce résultera financera prioritairement le déficit des reports de 2025 sur 2026 (1,1 M€). Seront repris au BS 2026, l'excédent d'investissement de 6,6 M€ et l'excédent de fonctionnement de 39,7 M€

Trois budgets annexes :

- Budget annexe Equipements culturels : excédent de fonctionnement de 1 711 851,07€,
- Budget annexe SDAUE : excédent d'investissement de 1 010 038,73 € et excédent d'exploitation de 687 744,60€
- Budget annexe Restauration Scolaire : excédent d'investissement de 573 416,89€ et excédent de fonctionnement de 5 459 740,11€.

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

VU le Code général des Collectivités territoriales,

VU l'avis des Commissions précitées,

VU le rapport du Président du Conseil départemental,

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

Article 1 : d'approuver le Compte Financier Unique du « **Budget principal** » du Département de Seine-et-Marne pour l'exercice 2025 présentés par Monsieur le Président du Conseil départemental ;

Article 2 : de déterminer, pour le « **Budget principal** » les soldes d'exécution ainsi qu'il suit :

Budget principal	INVESTISSEMENT		FONCTIONNEMENT	
	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents
Résultat antérieur	36 618 978,16	43 217 398,25		24 305 356,56
Réalisé de l'exercice 2025	462 474 307,34	462 518 108,33	1 517 329 296,26	1 532 704 171,15
TOTAL	499 093 285,50	505 735 506,58	1 517 329 296,26	1 557 009 527,71
RESULTAT A AFFECTER		6 642 221,08		39 680 231,45
Restes à réaliser	1 077 865,50			
Résultat définitif		5 564 355,58		39 680 231,45

Article 3 : d'approuver le report de l'excédent d'investissement 2025 à hauteur de son intégralité, soit 6 642 221,08 € sur la section d'investissement du budget principal dans le cadre du BS 2026,

Article 4 : d'approuver l'affectation de l'excédent d'exploitation 2025 à hauteur de 39 680 231,45 € sur la section d'exploitation du budget principal dans le cadre du BS 2026.

Article 5 : d'acter la réalisation des dépenses et des recettes pour l'exercice 2025 comme présentée en annexe 1 de la présente délibération.

Article 6 : d'acter la réalisation des enveloppes d'autorisations de programme présentée en annexe 2 de la présente délibération.

Article 7 : d'acter la réalisation des enveloppes d'autorisations d'engagement présentée en annexe 3 de la présente délibération.

Article 8 : d'acter les constitutions et les reprises de provisions présentées en annexe 4 de la présente délibération.

Article 9 : d'acter la réalisation des virements entre chapitres et des virements de dépenses imprévues présentée en annexe 5 de la présente délibération.

Article 10 : d'acter la présentation synthétique des éléments essentiels des finances départementales de l'exercice 2025 en annexe 6 de la présente délibération.

Adopté à la majorité

Ont voté POUR : 35

Mme Emma ABREU, Mme Nathalie BEAULNES-SERENI, M. Thierry CERRI, M. Jean-Marc CHANUSSOT, M. Bernard COZIC, M. Stéphane DEVAUCHELLE, Mme Bouchra FENZAR-RIZKI, Mme Isoline GARREAU, M. Laurent GAUTIER, Mme Anne GBIORCZYK, M. Pascal GOUHOURY, M. Michel JOZON, Mme Sarah LACROIX, M. Olivier LAVENKA, Mme Nolwenn LE BOUTER, Mme Daisy LUCZAK, Mme Cindy MOUSSI-LE GUILLOU, Mme Mireille MUNCH, Mme Céline NETTHAVONGS, Mme Véronique PASQUIER, M. Vincent PAUL-PETIT, M. Ugo PEZZETTA,

M. Brice RABASTE, M. Christian ROBACHE, Mme Béatrice RUCHETON, M. Patrick SEPTIERS,
Mme Sandrine SOSINSKI, M. Jean-Louis THIERIOT, M. Xavier VANDERBISE, Mme Véronique VEAU
Mme Majdoline BOURGEAIS – EL ABIDI a donné pouvoir à Mme MOUSSI-LE GUILLOU Cindy,
Mme Sophie DELOISY a donné pouvoir à Mme MUNCH Mireille,
M. Yann DUBOSC a donné pouvoir à M. RABASTE Brice,
M. Denis JULLEMIER a donné pouvoir à M. VANDERBISE Xavier,
Mme Claudine THOMAS a donné pouvoir à M. THIERIOT Jean-Louis

Ont voté CONTRE : 10

M. Eric BAREILLE, M. Smaïl DJEBARA, Mme Julie GOBERT, M. Anthony GRATACOS,
M. Jean LAVIOLETTE, Mme Nathalie MOINE, M. Mathieu VISKOVIC

Mme Marie-Line PICHERY a donné pouvoir à M. VISKOVIC Mathieu,
Mme Sara SHORT-FERJULE a donné pouvoir à M. DJEBARA Smaïl,
Mme Virginie THOBOR a donné pouvoir à M. LAVIOLETTE Jean

Se sont ABSTENUS : 0

N'a pas pris part au débat et au vote : 1

M. Jean-François PARIGI

Etaient ABSENTS: 0



Olivier LAVENKA
Le 1er Vice-président
En charge de l'aménagement du territoire, des routes,
des politiques contractuelles et de l'agriculture

Rapport sur le

COMPTE FINANCIER UNIQUE

2025 :

- **BUDGET PRINCIPAL**
- **SERVICES À COMPTABILITÉ DISTINCTE**
- **BILAN FINANCIER DE LA POLITIQUE ENS ET AFFECTATION DE LA TAXE D'AMÉNAGEMENT**



SOMMAIRE

1-Introduction	3
2- Budget Général.....	4
2-1 - Présentation Générale	4
2-1.A - Les ouvertures de crédits.....	5
2-1.B – L'exécution du budget.....	5
2-1.C – Les résultats.....	6
2-2 - La section d'investissement	7
2-2.A - Les dépenses d'investissement.....	7
2-2.B - Gestion pluriannuelle en investissement	15
2-2.C – Les recettes d'investissement.....	15
2-3 – La section de fonctionnement	18
2-3.A – Les dépenses de fonctionnement	18
2-3.B – Gestion pluriannuelle en fonctionnement	29
2-3.C – Les recettes de fonctionnement.....	29
2-4 – La sous-compensation des trois allocations individuelles de solidarité (AIS)	39
2-5 – Situation financière	43
2-6 – Affectation du résultat.....	44
3 - Comptes administratifs des services à comptabilité distincte	44
3-1 – Equipements culturels	44
3-2 – S.D.A.U.E.	44
3-3 - Restauration scolaire.....	44
4 – Bilan financier de la politique relative aux Espaces Naturels Sensibles et de l'affectation de la taxe d'Aménagement / ENS – Exercice 2025	45

1-Introduction

Après la nette chute du taux d'épargne constatée en 2023 à 9,9 % et confirmée en 2024 (6 %), il convient de noter en 2025 une légère remontée avec un taux de 7,5 %.

En 2025, les dépenses réelles de fonctionnement présentent une augmentation de 34,5 M€ soit + 2,6 % par rapport au CA 2024, les recettes réelles de fonctionnement suivent la même tendance et augmentent cette année de 60,5 M€ (soit + 4,3 %). Dès lors, l'épargne brute dégagée sur la section de fonctionnement est portée de 85,7 M€ au CA 2024 à 111,7 M€ au CA 2025. L'évolution des grands équilibres financiers est retracée dans le tableau suivant à travers quatre indicateurs :

	Taux d'épargne brute	Endettement	Taux d'endettement	Capacité de désendettement
CA 2018	15,5%	726,1 M€	57%	3,6 ans
CA 2019	17,0%	657,4 M€	49%	2,9 ans
CA 2020	15,9%	629,7 M€	47%	2,9 ans
CA 2021	19,3%	596,6 M€	41%	2,1 ans
CA 2022	20,0%	561,9 M€	38%	1,9 ans
CA 2023	9,9%	565,5 M€	39%	3,9 ans
CA 2024	6,0%	633,5 M€	45%	7,4 ans
CA 2025	7,5%	750,6 M€	51%	6,7 ans

En mouvements réels, les dépenses de fonctionnement 2025 se sont élevées à 1 370,3 M€ et les recettes de fonctionnement à 1 482,1 M€. Le résultat de gestion 2025 est donc un excédent de 111,7 M€ en section de fonctionnement. En investissement, les dépenses 2025 se sont élevées à 380,8 M€ hors déficit, et les recettes de 284,4 M€ hors excédent, soit un besoin de financement de 96,3 M€.

Au total, l'excédent de 2025 de 15,4 M€, se cumule avec l'excédent antérieur de 30,9 M€ pour conduire au résultat net disponible repris au budget supplémentaire 2026 à hauteur de 46,3 M€, soit 45,2 M€ après couverture des reports de 1,1 M€.

Dans le même temps, le stock de dette à long terme du Département a augmenté de 117,1 M€ en 2025, les remboursements (93,4 M€) étant inférieurs aux mobilisations d'emprunts à long terme (210,5 M€). Le stock de dette à long terme s'établit à 750,6 M€ à fin 2025 (contre 633,5 M€ à fin 2024).

Avec une épargne dégagée sur la section de fonctionnement de 111,7 M€, le ratio de solvabilité (rapport entre le stock de dette à long terme et l'épargne brute dégagée par la section de fonctionnement) s'établit à 6,7 ans contre 7,4 ans en 2024.

en €	Dépenses	Recettes	Résultats
Fonctionnement	1 370 337 786,95	1 482 076 415,70	111 738 628,75
Investissement	380 769 692,68	284 449 739,81	-96 319 952,87
Résultat de la gestion 2025			15 418 675,88
Excédent cumulé à fin 2024			30 903 776,65
Excédent global cumulé à fin 2025			46 322 452,53

Le tableau des **dépenses de fonctionnement** présente, également, une progression de 2,6 % en 2025, avec des dépenses opérationnelles (hors fonds de péréquation et frais financiers) qui ont évolué de + 2,6 % (contre + 2,4 % en 2024).

La mission **Solidarité** présente une progression soutenue de ses dépenses par rapport à celles de 2024 : + 24,6 M€ pour un montant global de 780,4 M€.

Ce sont majoritairement les dépenses liées au secteur de l'autonomie qui ont progressé de 9,6 % soit + 30,2 M€. Les dépenses du secteur enfance et famille ont diminué de 3,1 % (- 6,4 M€). Par ailleurs, les dépenses réalisées dans le secteur de l'insertion sont stables (+ 0,4 %, soit + 0,9 M€). Mais les allocations RSA ont progressé de + 3,4 % (+ 7,2 M€).

Les dépenses de la mission **Aménagement** ont légèrement progressé pour atteindre le montant de 202,9 M€ soit + 0,9 % (en volume + 1,9 M€ par rapport à 2024). Un seul secteur de cette mission est en hausse, celui de la sécurité (+ 6,8 %, soit + 8 M€). Les 4 autres secteurs de cette mission sont en baisse : les routes départementales (- 13,4 % soit - 1,8 M€), le développement territorial (- 29,7, % soit - 1,8 M€), la protection de l'environnement (- 28,1 % soit - 0,9 M€) et les transports (- 2,6 % soit - 1,6 M€).

La mission du **développement socio-éducatif et culturel** est en augmentation de + 18,6 % (soit + 12,4 M€) pour un montant global de 79,2 M€, 87 % des dépenses concernent l'éducation.

On constate une diminution des dépenses de la **mission fonctionnelle à 288,3 M€**. Elle résulte d'une part des diminutions des réalisations faites au titre des ressources humaines (- 2,7 % soit - 6,4 M€), des moyens généraux (- 5,7 % soit - 1,6 M€) et d'autre part des augmentations des versements de fiscalité (+11,4 % soit + 3,3 M€).

Après plusieurs années de diminution, les **frais financiers** continuent de progresser (+ 4,1 %) pour atteindre 19,6 M€.

Après une forte progression en 2023 et 2024, les **dépenses d'équipement** marquent une pause cette année avec un montant réalisé de 284,5 M€, tout en restant bien supérieures à la moyenne constatée sur 5 ans (267,8 M€).

Les dépenses en faveur de l'éducation dans les collèges (100,9 M€) demeurent le premier poste d'investissement, avec 36,9 % des dépenses totales. Les investissements routiers se traduisent dans le compte administratif 2025 par une dépense totale de 76,3 M€ (soit 26,8 % des dépenses totales). Les réalisations en matière de développement local représentent le troisième poste pour un volume de 40,1 M€. Le secteur des transports s'élève à 23,4 M€, porté par les dépenses liées au TZEN.

2- Budget Général

2-1 - Présentation Générale

Il a été ouvert, au titre de 2025 (budget primitif et décisions modificatives ultérieures), un total de crédits de paiement de **2 522 973 941,77 €**, investissement et fonctionnement confondus, y compris les mouvements d'ordre et la reprise des résultats antérieurs qui se composaient de la façon suivante :

- Un déficit d'investissement 2024 de **36 618 978,16 €**,
- Un solde déficitaire des reports d'investissement de **6 598 420,09 €**
- Un excédent de fonctionnement 2024 disponible de **24 305 356,56 €** après affectation du résultat 2024 à la couverture, d'une part du déficit d'investissement et d'autre part, du solde déficitaire des reports d'investissement ci-dessus rappelés.

2-1.A - Les ouvertures de crédits

DEPENSES			
	Investissement	Fonctionnement	Ensemble
Dépenses réelles	756 993 978,39	1 391 561 527,79	2 148 555 506,18
Dépenses d'ordre	220 561 387,89	153 857 047,70	374 418 435,59
Total dépenses	977 555 366,28	1 545 418 575,49	2 522 973 941,77
Déficit	36 618 978,16		36 618 978,16
Autofinancement complémentaire		6 951 647,70	6 951 647,70
Crédits reportés	1 077 865,50		1 077 865,50
Total dépenses hors déficit, autofinancement complémentaire et crédits reportés	939 858 522,62	1 538 466 927,79	2 478 325 450,41
RECETTES			
	Investissement	Fonctionnement	Ensemble
Recettes réelles	663 875 601,35	1 484 679 904,83	2 148 555 506,18
Recettes d'ordre	313 679 764,93	60 738 670,66	374 418 435,59
Total recettes	977 555 366,28	1 545 418 575,49	2 522 973 941,77
Excédent	43 217 398,25	24 305 356,56	67 522 754,81
Autofinancement complémentaire	6 951 647,70		6 951 647,70
Total recettes hors excédent, autofinancement complémentaire et crédits reportés	927 386 320,33	1 521 113 218,93	2 448 499 539,26

2-1.B – L'exécution du budget

L'exécution du budget, hors reprise de l'excédent 2024 et couverture du déficit, s'est traduite par la réalisation d'un total de dépenses de **1 979 803 603,60 €**, pour des recettes de **1 995 222 279,48 €**, comme indiqué dans le tableau ci-après :

DEPENSES			
	Investissement	Fonctionnement	Ensemble
Dépenses réelles	380 769 692,68	1 370 337 786,95	1 751 107 479,63
Dépenses d'ordre	81 704 614,66	146 991 509,31	228 696 123,97
Total dépenses	462 474 307,34	1 517 329 296,26	1 979 803 603,60
RECETTES			
	Investissement	Fonctionnement	Ensemble
Recettes réelles	284 449 739,81	1 482 076 415,70	1 766 526 155,51
Recettes d'ordre	178 068 368,52	50 627 755,45	228 696 123,97
Total recettes	462 518 108,33	1 532 704 171,15	1 995 222 279,48

Les taux d'exécution du budget 2025 peuvent, dans un premier temps, être mesurés hors reprise des résultats et hors autofinancement sur les montants réels et d'ordre, périmètre qui correspond à la détermination des résultats comptables de clôture propres à l'exercice.

Montants réels et d'ordre	2025		
	Crédits ouverts	Crédits réalisés	% réalisation
Fonctionnement			
Dépenses	1 538 466 927,79	1 517 329 296,26	98,63%
Recettes	1 521 113 218,93	1 532 704 171,15	100,76%
Solde	- 17 353 708,86	15 374 874,89	
Investissement			
Dépenses	940 936 388,12	462 474 307,34	49,15%
Recettes	927 386 320,33	462 518 108,33	49,87%
Solde	- 13 550 067,79	43 800,99	

Si les taux de réalisation de la section de fonctionnement ont, d'ores et déjà, un sens en tenant compte des montants réels et d'ordre, les taux de réalisation en investissement ne sont pas significatifs : en effet, des crédits sont ouverts en dépenses et en recettes pour 350 M€ afin de comptabiliser des opérations de refinancement de dette (100 M€) ainsi que les mouvements en cours d'exercice de tirage et de remboursement sur les emprunts à encours variable du Département (250 M€). Ces crédits étant peu utilisés dans le contexte financier actuel, les taux de réalisation en investissement apparaissent faibles mais ne reflètent pas la mobilisation des crédits pour les dépenses d'équipement.

La réalisation fait ressortir en fonctionnement un solde positif (+ **15,4 M€**) supérieur de **32,7 M€** à la prévision. Cet écart se répartit entre une non réalisation de dépenses pour **21,1 M€** et un dépassement de la réalisation des recettes pour **11,6 M€**.

Dès lors, pour une approche plus fine des taux de réalisation du budget 2025 des crédits ouverts en faveur des politiques départementales, il est nécessaire de soustraire les mouvements d'ordre, ainsi que les opérations financières effectuées en fonctionnement et en investissement.

Mouvements réels et hors opérations financières en investissement et fonctionnement (comptes 76, 66 et 16)	2025			2024	2023	2022
	Crédits ouverts	Crédits réalisés	% réalisation	% réalisation	% réalisation	% réalisation
Fonctionnement						
Dépenses	1 370 191 527,79	1 350 784 149,23	98,6%	98,5%	98,3%	96,4%
Recettes (avec cessions)	1 461 407 002,04	1 481 522 997,72	101,4%	100,9%	102,9%	102,9%
Investissement						
Dépenses	287 875 000,23	284 465 566,40	98,8%	96,4%	93,0%	77,0%
Recettes (hors cessions)	72 362 254,05	71 056 198,81	98,2%	95,0%	94,2%	97,6%

En tenant compte de l'approche précitée, le taux de réalisation des dépenses de fonctionnement atteint **98,6 %**. Les recettes de fonctionnement, toujours prudemment estimées, présentent un taux de réalisation supérieur à 100 % : **101,4 %**. Par ailleurs, au niveau de l'investissement, le taux de réalisation des dépenses s'établit à **98,8 %**. En recette hors cessions, le taux de réalisation atteint **98,2 %**.

2-1.C – Les résultats

On distingue trois niveaux de résultats :

- **Le résultat propre** à l'exercice (avant intégration des résultats antérieurs),

- **Le résultat cumulé** (après intégration des résultats antérieurs et avant restes à réaliser). C'est ce résultat qui constitue le résultat « officiel » devant faire l'objet d'une affectation, pour son montant en fonctionnement, le résultat d'investissement étant considéré comme un simple solde d'exécution générant un besoin ou un surplus de financement.
- **Le résultat définitif** (après restes à réaliser).

Réel + ordre	Investissement	Fonctionnement	Ensemble
Dépenses			
Déficit reporté (1)	36 618 978,16		36 618 978,16
Réalisées (2)	462 474 307,34	1 517 329 296,26	1 979 803 603,60
Restant à réaliser (3)	1 077 865,50		1 077 865,50
Total (4) = (1) + (2) + (3)	500 171 151,00	1 517 329 296,26	2 017 500 447,26
Recettes			
Excédent reporté (5)	43 217 398,25	24 305 356,56	67 522 754,81
Réalisées (6)	462 518 108,33	1 532 704 171,15	1 995 222 279,48
Restant à réaliser (7)			0,00
Total (8) = (5) + (6) + (7)	505 735 506,58	1 557 009 527,71	2 062 745 034,29
<u>Résultat propre à 2025</u> (6) - (2)	43 800,99	15 374 874,89	15 418 675,88
<u>Résultat cumulé</u> {(5) + (6)} - {(1) + (2)}	6 642 221,08	39 680 231,45	46 322 452,53
Résultat définitif (8) - (4)	5 564 355,58	39 680 231,45	45 244 587,03

En investissement, les dépenses reportées s'élèvent à **1,1 M€** et concernent principalement les transports (**0,48 M€**), l'éducation (**0,19 M€**) les moyens généraux (**0,16 M€**) et l'environnement (**0,14 M€**).

Le résultat global comptable de clôture propre à l'exécution des seules opérations de 2025 (c'est-à-dire avant intégration des résultats antérieurs) est donc un excédent de **15,4 M€**.

2-2 - La section d'investissement

2-2.A - Les dépenses d'investissement

Le montant des dépenses réelles d'investissement s'est élevé à **380,8 M€** en diminution de **- 5,6 %** par rapport à 2024.

Ce total de **380,8 M€**, se décompose en :

- Les dépenses d'équipement proprement dites dont le montant s'élève en 2025 à **284,5 M€** et

dont le contenu est détaillé dans le paragraphe suivant pour chaque secteur d'intervention du Département. Ce montant était de **306,5 M€** au CA 2024 (soit - 7,2 %).

- Les opérations financières pour un total de **96,3 M€** en 2025 dont **93,4 M€** de remboursement d'emprunts (contre **97 M€** en 2024 soit - **0,7 %**).

Les dépenses d'équipement 2025, sont toujours portées par les politiques « Education et Formation » (**100,9 M€**) et « Routes départementales » (**76,3 M€**). Le troisième secteur est celui du développement territorial avec **40,1 M€** des dépenses d'équipement.

2-2.A 1 – Répartition des investissements 2025 par grands secteurs

Par grands secteurs, ces investissements se répartissent ainsi :

Description secteur intervention	CA 2024	Crédits inscrits 2025	CA 2025	Evolution 2025/2024
Développement territorial	34 439 784,91	40 262 051,53	40 116 343,97	16,5%
Protection de l'environnement	11 001 313,13	10 056 231,03	9 604 748,06	-12,7%
Routes départementales	83 716 496,41	76 602 838,23	76 344 086,35	-8,8%
Sécurité	5 652 867,53	6 686 673,37	6 670 100,77	18,0%
Transports	13 958 274,22	24 608 197,19	23 352 509,04	67,3%
1 - Mission aménagement et développement du territoire	148 768 736,20	158 215 991,35	156 087 788,19	4,9%
Culture et patrimoine	2 452 286,32	4 215 270,21	3 936 133,78	60,5%
Education formation	102 561 529,62	101 137 080,77	100 921 348,51	-1,6%
Jeunesse, sports et loisirs	3 131 809,71	449 487,95	239 024,00	-92,4%
2 - Mission développement socio-éducatif, culturel et sportif	108 145 625,65	105 801 838,93	105 096 506,29	-2,8%
Habitat	384 287,50	249 607,00	223 509,00	-41,8%
Personnes âgées	1 429 450,00	1 310 000,00	1 282 155,80	-10,3%
Personnes handicapées	371 250,00	463 750,00	430 950,00	16,1%
Santé publique	92 000,00	175 000,00	48 430,00	-47,4%
3 - Mission solidarité	2 276 987,50	2 198 357,00	1 985 044,80	-12,8%
Conduite des politiques départ.	77 081,60	13 218,00	12 699,75	-83,5%
Direction et animation de l'action dép.	19 947 243,30	2 000,00	2 000,00	-100,0%
Moyens généraux	27 133 700,51	21 563 094,95	21 245 176,95	-21,7%
Ressources humaines	133 012,16	80 500,00	36 350,42	-72,7%
4 - Mission fonctionnelle	47 291 037,57	21 658 812,95	21 296 227,12	-55,0%
Total dépenses d'équipement	306 482 386,92	287 875 000,23	284 465 566,40	-7,2%
Amortissement de la dette et autres engagements financiers	97 009 560,68	432 500 000,00	96 304 126,28	-0,7%
Ttoal général (hors déficit reporté)	403 491 947,60	720 375 000,23	380 769 692,68	-5,6%

MISSION AMENAGEMENT ET DEVELOPPEMENT DU TERRITOIRE 156 087 788 € (54,9 % des dépenses totales d'équipement)
--

Politique publique « Développement territorial » : 40 116 344 €

Le domaine « **Développement local** » (30,5 M€), représente 76 % de la politique développement territorial mise en œuvre dans le cadre des dispositifs contractuels (CID, FAC et FER) et du développement du réseau numérique.

Le premier type d'aides, le « **Fonds d'Aménagement Communal** » à destination des communes de plus de 2 000 habitants, a été créé en 2019 pour répondre aux besoins d'aménagement et d'équipement de ces communes. Ce contrat a bénéficié, pour un montant global de **9,7 M€**, à une soixantaine de collectivités pour plus de 231 projets dont la rénovation et l'extension d'un groupe scolaire à Melun (**0,8 M€**), la construction d'un stade omnisports avec piste d'athlétisme à Montévrain (**0,4 M€**), la réhabilitation et l'extension de l'ancienne église de Veneux-les-Sablons (**0,3 M€**) ou encore la requalification du centre-ville de Dammarie-les-Lys (**0,3 M€**).

Le deuxième type d'aides à destination des intercommunalités, dénommé « **Contrat Intercommunal de Développement** », a mobilisé **10 M€** et a concerné une vingtaine de contrats dont ceux des communautés d'agglomération de Paris Val de la Marne (**2,2 M€**), du Pays de Meaux (**1,6 M€**), de Marne-et-Gondoire (**1,6 M€**).

Le troisième type d'aides, les **contrats communaux** ont généré en 2025 une dépense de **6,2 M€**. Cette enveloppe a été répartie entre une centaine de communes ou structures intercommunales, au nombre desquelles on peut mentionner les communes de Barbizon, Bouleurs, Seine-Port, Fontaine-le-Port ou encore le SIVOM du Brasson (pour **0,2 M€** chacun).

Les « **Fonds d'Equipement Rural** » ont représenté **3,5 M€** au bénéfice de plus de 170 projets de communes ou de structures intercommunales pour des aides pouvant atteindre **134 000 €**.

Les contrats intercommunaux et le fonds d'aménagement ont mobilisé **167 447 €** et **853 893 €** en 2025.

Le domaine « **Aménagements routiers et liaisons douces** » (**4,9 M€**) comptabilise principalement les études et travaux pour les liaisons douces (**4 M€**), ainsi que des subventions pour la passerelle de Bussy-Ferrières (**0,1 M€**) et les participations financières aux liaisons du PlanVélo77 (**0,8 M€**).

Le domaine « **Promotion du territoire** », pour un montant de **0,4 M€**, a permis, au titre du fonds de développement touristique, de faire bénéficier de l'aide départementale, une vingtaine de projets.

Sur le domaine « **Agriculture** », **4,3 M€** ont été consacrés à un versement à la Chambre d'agriculture de la Région Ile-de-France, ainsi qu'un apport en compte courant en faveur de la SPL Approv'halls pour **4,1 M€**.

Politique publique « Protection de l'environnement » : 9 604 748 €

Rattachées au domaine de « **l'Eau** » (**8,7 M€**), les mesures en faveur de « **l'assainissement** » représentent une dépense de **5,1 M€**. Elles ont bénéficié à une trentaine de collectivités ou structures intercommunales notamment la Communauté d'agglomération de Roissy Pays de France (**1,7 M€**) ou la communauté Communes Brie des Rivières et Châteaux (**1,2 M€**).

L'action relative à « **l'eau potable** », pour un montant global de **3,3 M€** a concerné 25 bénéficiaires, essentiellement le syndicat de l'eau de l'est seine-et-marnais (**1,6 M€**) et le syndicat d'alimentation en eau potable de Théroutanne, Marne et Morin (**0,8 M€**). Il est à noter également l'enveloppe dédiée aux aides pour l'acquisition de matériel pour le désherbage thermique ou mécanique (**0,03 M€**).

Toujours sur ce domaine, les aides à l'aménagement des « **cours d'eau** » ont mobilisé **0,2 M€** et les dépenses liées au « **laboratoire départementale d'analyses** » ont représenté **0,05 M€**.

Sur le domaine de « **l'Environnement** » (**0,9 M€**), l'action « **Espaces Naturels Sensibles** » représente la part la plus importante (**0,8 M€**). Le Département a financé pour **0,5 M€** de nouvelles acquisitions ou de travaux de terrains et/ou de matériel, ainsi que la poursuite d'études d'aménagement de plusieurs sites. Une vingtaine d'organismes ou communes a reçu la somme totale de **0,3 M€** pour financer leurs propres projets (acquisitions, aménagements, créations de chemins de randonnées ...) dont **0,1 M€** pour l'O.N.F.

« **L'aménagement foncier** » a représenté **100 871 €** en 2025 et **12 648 €** ont été consacrés à « **l'environnement et au développement durable** ».

En annexe du présent rapport, figure le bilan financier 2025 sur les dépenses et recettes ENS.

Politique publique « Routes départementales » : 76 344 086 €

L'essentiel des dépenses de cette politique a été consacré aux « **Aménagements du réseau routier** » (**70,7 M€**) et plus particulièrement à la « **conservation, à la sécurité et l'innovation du réseau** » (**54,8 M€**), avec une dépense de **28,2 M€** pour financer les travaux sur les routes en traverses d'agglomération ou en rase campagne et **6,3 M€** pour la réhabilitation des ouvrages d'art, les études et travaux liés à la reprise des RD1004 et RD1036 (**9,1 M€**) et l'aménagement du carrefour de l'Obélisque sur la RD 1036 (**0,7 M€**). Par ailleurs, **2,7 M€** ont été consacrés aux aménagements de carrefours, **5,2 M€** aux dépenses diverses liées à la conservation, la sécurité et l'adaptation du réseau, **1,2 M€** aux travaux de réhabilitation des ponts Freyssinet sur la Marne et **0,9 M€** pour la réhabilitation des ouvrages 3U. Le reste des dépenses (**0,54 M€**) a concerné les pistes cyclables, l'innovation et l'information routière et les déclassements de voiries.

8,1 M€ ont été consacrés au « **développement économique et local** », principalement en faveur des travaux réalisés pour la déviation de Guignes (**5,2 M€**) et la passerelle piétons / cycles au-dessus de la RD 1605 au nord de Melun (**1,6 M€**).

L'action **Etudes de voirie** a permis de régler des dépenses engagées antérieurement et de poursuivre des études déjà initiées, pour un total de **1,2 M€**.

Les crédits consacrés à « **l'amélioration des liaisons entre les pôles** » se sont élevés à **4 M€** au titre de la liaison routière de l'Est Francilien (anciennement nommée liaison Meaux Roissy) tandis que « **l'aménagement pour la sécurité routière** » a nécessité **2,3 M€** de dépenses essentiellement pour les aménagements du carrefour entre la RD 1036 et la RD 57 à Crisenoy.

Sur l'action « **Raccorder les pôles** », l'enveloppe de **0,13 M€** a été consacrée à la finalisation des travaux de la liaison sud de Chelles.

Deux dernières enveloppes sont à mentionner : celle des « **acquisitions foncières** » réalisée à hauteur de **125 207 €** et celle finançant les « **plantations et paysagement** » pour **17 599 €**.

Enfin, une enveloppe globale de **5,6 M€** a permis **« l'Entretien et l'exploitation du réseau routier »**. Elle est répartie entre les **« moyens du Parc Départemental » (3,8 M€** pour l'acquisition de véhicules et engins destinés à l'accomplissement des missions d'entretien routier : véhicules de liaisons, fourgons, poids lourds, tracteurs ...), les **« aménagements extérieurs des Agences Routières Départementales » (0,5 M€)** et la **« signalisation routière » (1,4 M€)**.

Politique publique « Sécurité » : 6 670 101 €

Plusieurs opérations sont rattachées à cette politique : la première est en faveur du SDIS, conformément à la convention qui lie le Département à l'établissement public qui prévoit une aide directe, distincte de celle accordée au fonctionnement, pour les dépenses d'équipement du SDIS (**4,7 M€**). Le dispositif dédié au Bouclier sécurité a représenté une dépense de **1,4 M€** et a pu aider une soixantaine de communes dans leur achat d'équipement vidéo ou de matériel. Il faut également mentionner deux derniers dispositifs qui financent, l'un, le fonds d'aides contre les violences urbaines (**0,6 M€**), l'autre le soutien à l'équipement des associations agréées de sécurité civile (pour **19 616 €**).

Politique publique « Transports » : 23 352 509 €

Les réalisations du domaine **« Transports publics »** sont concentrées sur **« Infrastructures de transport »** dont **19 M€** au financement des travaux du TZEN, complétées des enveloppes allouées à l'électrification de la ligne Paris-Troyes (**1,2 M€**), aux études de conception détaillées liées aux transports en site propre (**1,2 M€**) ou encore à la délégation de maîtrise d'ouvrage à la Ville de Melun pour la réalisation des aménagements du Tzen2 sur la place Saint-Jean (**0,5 M€**).

Concernant le **« Plan de déplacements urbains » (1 M€)**, le Département permet aux Seine-et-Marnais de disposer d'aménagements de points de regroupement pour les covoitureurs et investit donc en études et en travaux sur les stations multimodales de covoiturage (**0,1 M€**) et participe également aux études et travaux sur les pôles gare (**0,9 M€** principalement pour celui de Melun).

Enfin, il faut mentionner les crédits alloués aux **« Points d'arrêt » (0,4 M€)** afin de mettre en accessibilité les points d'arrêt sur routes départementales hors agglomération et faire l'acquisition d'abris voyageurs.

MISSION DEVELOPPEMENT SOCIO-EDUCATIF, CULTUREL ET SPORTIF 105 096 506 € (36,9 % des dépenses totales d'équipement)

Politique publique « Culture et patrimoine » : 3 936 134 €

Les dépenses réalisées en 2025 sur le domaine « **Patrimoine** » ont représenté **1,2 M€** dont une part essentielle a été allouée au « **patrimoine monumental** » (**1,1 M€**) pour une quarantaine de bénéficiaires. Sur ce même domaine, les aménagements au Château de Blandy ont mobilisé **76 223 €** et les aides au titre des « **antiquités et objets d'art** » ont été attribuées pour un montant total de **30 262 €**. Ces dépenses sont complétées d'une dernière enveloppe de **17 464 €** pour « **valoriser le patrimoine** » et notamment pour la restauration et la création de jardins.

Le domaine « **Développement culturel** » a mobilisé **0,2 M€** en 2025, en faveur de structures culturelles telles que les Passerelles à Mitry Mory ou le théâtre Gérard Philipe à Meaux.

L'enveloppe réalisée au titre des « **Musées** » départementaux s'élève à **2,1 M€**. Elle a permis l'accroissement des collections, l'accompagnement du projet scientifique et culturel des musées ainsi qu'une subvention de **2 M€** au Musée de la grande guerre à Meaux.

Concernant le domaine « **Développement de la lecture publique** » (**0,4 M€**), l'essentiel des réalisations a concerné les achats de livres ou de CD ou les aides à l'acquisition d'équipements mobiliers et informatiques par les communes.

Les autres dépenses réalisées sur cette politique relèvent du domaine « **Archives** » (**42 211 €**).

Politique publique « Education formation » : 100 921 349 €

En 2025, le domaine « **Bâtiments des collèges** » représente **93,3 M€** de crédits de paiement. **L'entretien et les grosses réparations** dans les collèges se sont élevés à **28,6 M€** de dépenses, réparties principalement en travaux (**14,5 M€** dont **2,8 M€** de mise en sécurité), en accessibilité des collèges aux personnes à mobilité réduite (**6,1 M€**), en acquisitions de bâtiments démontables (**2,4 M€**), en actions pour l'amélioration énergétique des bâtiments et de chauffage (**3 M€**), en réalisation d'abris dans les demi-pensions (**0,9 M€**) ou encore en travaux de consolidation de remparts du collège Lorgne de Savigny à Provins (**1,2 M€**). Les études et crédits divers représentent **0,3 M€** de dépenses en 2025.

Les études et les travaux relatifs aux « **constructions, extensions et réhabilitations de collèges** » ont généré **64,6 M€** de dépenses principalement sur les constructions des collèges de Moussy-le-Neuf (**16,7 M€**), de Jouy-le-Chatel (**8,4 M€**), de Melun (**12,3 M€**) et de Saint-Fargeau-Ponthierry (**11,1 M€**). S'y ajoutent les travaux dans les demi-pensions dont celles des collèges de Dammartin (**3,1 M€**), de Donnemarie-Dontilly (**1,7 M€**) ou de Champs-sur-Marne (**3,1 M€**), ainsi que **2,1 M€** concernant le projet de mutualisation de la médiathèque du collège Villiers-Saint-Georges et **2,1 M€** pour la rénovation du collège Jean Jaurès à Brou.

Les crédits réalisés sur le domaine « **Vie des Collèges** » ont atteint **7,6 M€** en 2025. Ces crédits ont financé essentiellement les équipements en nouvelles technologies éducatives (**3,8 M€**). Les crédits consommés pour le « **matériel et mobilier des collèges** » (**1,7 M€**) concernent les dotations de premier équipement (**1,1 M€**) et le complément et le renouvellement des équipements (**0,6 M€**). Les équipements nécessaires à la « **Restauration scolaire** » ont mobilisé **1,4 M€** pour l'achat du gros matériel de cuisine et de mobilier. Il convient de noter également les aides apportées aux collèges privés pour **0,4 M€** et au fonds commun « Projets collèges » pour **0,3 M€**.

Politique publique : « Jeunesse, sports et loisirs » : 239 024 €

L'essentiel des crédits relève du Dispositif 100 terrains de basketball 3x3 avec des aides d'un montant global de **134 659 €** répartis entre une dizaine de communes. Par ailleurs, les aides au para sport ont été apportées à 7 bénéficiaires pour un montant total de **23 500 €**.

Le Département soutient également les communes et leurs groupements pour la construction, l'extension et/ou la réhabilitation d'équipements sportifs en accompagnement de collèges. Un montant de **45 698 €** a permis d'aider 3 bénéficiaires communes et communauté de communes tandis que **35 167 €** ont été consacrés à l'acquisition de matériel.

MISSION SOLIDARITE

1 985 045€ (0,7 % des dépenses totales d'équipement)

Politique publique « Habitat » : 223 509 €

Dans le cadre des « **aides apportées au parc privé** » (**0,2 M€**), les aides à l'autonomie et au maintien dans le logement ont concerné des personnes retraitées de plus de 60 ans et/ou en situation de handicap dans leur projet d'amélioration de leur habitat (installation d'un siège monte-escalier, adaptation de la salle de bain, etc...).

Politique publique « Personnes âgées » : 1 282 156 €

Les dépenses réalisées en faveur de la politique **Personnes âgées** ont concerné une dizaine de structures dont les EHPAD Costrejean à Fontainebleau (**0,3 M€**), à Rebais (**0,3 M€**) et à Provins (**0,2 M€**).

Politique publique « Personnes handicapées » : 430 950 €

Le foyer d'hébergement de Provins a bénéficié d'une participation en 2025 de **0,3 M€** tandis que 3 structures ont été aidées dans le cadre du dispositif de l'habitat inclusif (**0,1 M€**).

Politique publique « Santé » : 48 430 €

Ces crédits ont permis de financer l'achat de matériel médical spécifique et de mettre en œuvre des actions innovantes en matière de santé.

MISSION FONCTIONNELLE

21 296 227 € (7,5 % des dépenses totales d'équipement)

Politique « Conduite des politiques départementales » : 12 700 €

Cette enveloppe concerne l'acquisition de matériels photographiques.

Politique publique « Direction de l'action départementale » : 2 000 €

Cette dépense correspond à un dépôt de garanties.

Politique publique « Moyens Généraux » : 21 245 177 €

Première composante de cette politique, les « **Bâtiments départementaux** » représentent **63 %** des réalisations de dépenses (soit **13,5 M€**). Les bâtiments des services administratifs et les bâtiments sociaux ont mobilisé respectivement **4,9 M€** et **5,7 M€**. Par ailleurs, des travaux ont été réalisés sur les bâtiments affectés à la voirie (**2,6 M€**) et les bâtiments culturels (**0,3 M€**).

Pour un montant total de **6,3 M€**, la politique en faveur des « **Systèmes d'information** » a financé **3,2 M€** d'infrastructures, **1,6 M€** d'acquisition de matériels et logiciels et **1,5 M€** de projets informatiques.

Les « **Moyens logistiques** » (**1,5 M€**) ont concerné la gestion de la flotte automobile (**0,8 M€**) et l'acquisition de matériel et de mobilier (**0,7 M€**).

De plus, le domaine « **Etudes et prévention des risques** » a nécessité **29 117 €** de crédits de paiement

Politique publique « Ressources humaines » : 36 350 €

Ces crédits ont permis l'aménagement de postes de travail. Les autres dépenses financent des mesures d'hygiène et de sécurité et des prestations sociales.

2-2.A 2 – Les opérations en capital relatives à la dette



Opérations en capital : 96 304 126 €

Les opérations en capital relatives à la dette se sont élevées, en 2025, à **96,3 M€** contre 97 M€ en 2024. Elles correspondent à un remboursement contractuel de 80,8 M€ et un remboursement sur les CLTR de 15,5 M€.

2-2.B - Gestion pluriannuelle en investissement

Après le vote de la deuxième décision modificative 2025, les engagements du Département en autorisations de programme non réalisées au 31 décembre 2025 s'élevaient à **830,7 M€**, selon le détail qui figure ci-dessous :

Politique	Montant des AP actives à fin 2025	Réalisations à fin 2025	Reste à financer (au delà de 2025)
Développement territorial	233 110 441	129 899 090	103 211 351
Protection de l'environnement	90 703 124	68 773 228	21 929 897
Routes départementales	829 045 361	604 091 435	224 953 926
Sécurité	17 342 031	13 491 567	3 850 464
Transports	165 542 726	73 567 462	91 975 263
1 - Mission aménagement et développement du territoire	1 335 743 683	889 822 782	445 920 901
Culture et patrimoine	18 059 170	10 244 488	7 814 683
Education formation	983 955 065	699 383 629	284 571 436
Jeunesse, sports et loisirs	8 353 043	7 339 900	1 013 143
2 - Mission développement socio-éducatif, culturel et sportif	1 010 367 278	716 968 016	293 399 262
Habitat	1 077 434	1 001 336	76 098
Personnes âgées	7 467 500	5 359 656	2 107 844
Personnes handicapées	1 583 000	869 700	713 300
Santé publique	267 000	140 430	126 570
3 - Mission solidarité	10 394 934	7 371 122	3 023 812
Conduite des politiques départementales	413 218	410 593	2 625
Direction et animation de l'action départementale	20 947 243	19 949 243	998 000
Moyens généraux	193 169 554	105 867 513	87 302 041
Ressources humaines	311 567	267 417	44 150
4 - Mission fonctionnelle	214 841 582	126 494 767	88 346 815
total général	2 571 347 477	1 740 656 687	830 690 790

A fin 2025 le stock des autorisations de programme nécessitant des crédits de paiement représente 2,9 années de crédits de paiement (sur la base des CP consommés en 2025 **soit 284,5 M€**).

Le secteur de l'éducation représente 34 % de ce stock, les routes 27 % et le développement territorial 12 %.

2-2.C – Les recettes d'investissement

D'un montant de **284,4 M€** (contre **249,9 M€** en 2024), les recettes d'investissement 2025 se présentent de la manière suivante :

Nature de recettes	CA 2024	CA 2025	% évol.
Fonds de compensation de la TVA	37 644 161	39 438 782	4,8%
Fonds de Solidarité et d'Investissement Interdépartementale (FS2I)	30 049 369	-	-100,0%
Dotation départementale d'équipement des collèges	6 860 204	6 860 204	0,0%
DSID	268 227	2 640 695	884,5%
Fonds vert	777 733	256 101	-67,1%
Subventions et participations	7 172 305	19 775 051	175,7%
Autres recettes (amendes de radars, créances financières ...)	2 188 155	2 085 366	-4,7%
Totale des recettes définitives d'investissement	84 960 153	71 056 199	-16,4%
Emprunt	160 000 000	210 482 707	31,6%
Total recettes d'investissement (hors opérations de restructuration de dette)	244 960 153	281 538 906	14,9%

Le **Fonds de Compensation de la TVA (FCTVA)** d'un montant de **39,4 M€** en 2025 est assis sur les dépenses d'investissement éligibles réalisées en 2024, dont le montant est en augmentation par rapport à celles de 2023.

En 2025, Le Département n'a perçu aucune recette au titre du **Fonds de solidarité et d'investissement (FS2I)**. Il n'a également versé aucune participation en 2025 en raison d'une suspension du dispositif au regard des difficultés financières rencontrées par les Départements. Pour rappel, le Département avait perçu 30,0 M€ au titre du Fonds de solidarité et d'investissement (FS2I), pour une participation de 19,5 M€, soit un bénéfice net du FS2I de 10,5 M€ pour 2024.

La **Dotation Départementale d'Equipement des Collèges (DDEC)** reste gelée au montant de **6,9 M€**.

Créé en 2019 en remplacement de la dotation globale d'équipement (DGE) des départements, la **dotation de soutien à l'investissement départemental (DSID)** est constituée de deux parts :

- une première part destinée au soutien de projet d'investissement des départements (77 %),
- et une seconde part répartie selon des critères de péréquation (23 %). Afin d'harmoniser et de simplifier la gestion de la DSID, la LFI 2022 a supprimé la seconde part péréquation et privilégie un mode unique d'attribution, sur appel à projets.

La **DSID** s'est élevée en 2025 à **2,6 M€** au regard de l'avancée des projets d'investissements retenus. Ces opérations concernent principalement la construction, rénovation ou réhabilitation de collèges.

Créée en Loi de finances pour 2023, le fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires ou « fonds vert » a été pérennisé par la Loi de finances initiale pour 2024. Complémentaire aux dotations d'investissement déjà existantes, il a pour objectif d'accompagner les collectivités territoriales dans la lutte contre la crise climatique et contre l'effondrement de la biodiversité. Le Département a perçu en 2025 au titre du **fonds vert** un montant de **0,3 M€**.

L'essentiel des **autres subventions (19,8 M€)** concerne principalement les investissements routiers (**8,8 M€**) et les investissements en matière de transports (**9,5 M€**).

Le poste des autres recettes s'élève à **2,1 M€** en 2025 et comprend pour l'essentiel le produit des amendes de radars (**0,7 M€**), les avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles (**0,9**

M€), les créances détenues des particuliers et autres personnes de droit privé et autres prêts (**0,4 M€**).

En 2025, le recours à l'emprunt est en augmentation de + 31,6 % avec un volume de **210,5 M€** contre **160 M€** en 2024.

2-3 – La section de fonctionnement

2-3.A – Les dépenses de fonctionnement

Au total, les dépenses de fonctionnement sont arrêtées en 2025 à **1 370,3 M€** contre **1 335,9 M€** en 2024. La progression entre 2024 et 2025 (**+ 34,5 M€**) soit **+ 2,6 %** en masse, correspond à un taux de réalisation (rapport entre crédits ouverts et crédits réalisés) de **98,5 %**.

Hors frais financiers (qui progressent de + 4,1 %) et contributions à des fonds de péréquation (en progression de 11,4 %), les dépenses opérationnelles augmentent de 2,4 % entre 2024 et 2025, soit **+ 30,4 M€**.

Il est à souligner que les dépenses de la mission « Solidarité » (**+ 24,6 M€**) expliquent prioritairement cette hausse.

2-3.A 1 – Les dépenses opérationnelles de fonctionnement

Par secteur, ces dépenses se répartissent de la manière suivante (en euros) :

Missions / Politiques	CA 2024	Crédits inscrits 2025	CFU 2025	Taux de réalisation	Evolution 2025/ 2024	Part dépenses 2025
Développement territorial	6 198 646	4 672 385	4 357 460	93,3%	-29,7%	0,3%
Protection de l'environnement	3 030 262	2 268 009	2 177 414	96,0%	-28,1%	0,2%
Routes départementales	13 536 948	11 740 910	11 725 006	99,9%	-13,4%	0,9%
Sécurité	117 828 707	125 807 995	125 807 872	100,0%	6,8%	9,5%
Transports	60 406 529	59 397 404	58 823 094	99,0%	-2,6%	4,5%
Mission aménagement et développement du territoire	201 001 092	203 886 703	202 890 846	99,5%	0,9%	15,4%
Culture et patrimoine	7 829 826	6 106 508	5 887 752	96,4%	-24,8%	0,4%
Education formation	52 813 782	72 439 749	68 859 422	95,1%	30,4%	5,2%
Jeunesse, sports et loisirs	6 142 083	4 643 289	4 452 098	95,9%	-27,5%	0,3%
Mission développement socio-éducatif, culturel et sportif	66 785 692	83 189 546	79 199 273	95,2%	18,6%	6,0%
Enfance et famille	205 150 780	205 020 554	198 793 941	97,0%	-3,1%	15,1%
Habitat	3 526 510	3 454 110	3 454 110	100,0%	-2,1%	0,3%
Insertion	234 158 959	237 086 362	235 105 539	99,2%	0,4%	17,8%
Personnes âgées	113 317 716	121 691 613	121 660 788	100,0%	7,4%	9,2%
Personnes handicapées	199 277 088	221 097 866	221 096 062	100,0%	10,9%	16,8%
Santé publique	319 477	392 620	243 700	62,1%	-23,7%	0,0%
Mission solidarité	755 750 530	788 743 125	780 354 139	98,9%	3,3%	59,2%
Conduite des politiques départ.	1 250 635	1 459 012	1 185 611	81,3%	-5,2%	0,1%
Direction de l'action départ. (hors frais fin. et reversements de fiscalité réels ou provisionnés)	1 272 509	1 339 638	818 031	61,1%	-35,7%	0,1%
Moyens généraux	28 482 450	28 597 923	26 855 885	93,9%	-5,7%	2,0%
Ressources humaines	233 393 297	230 491 470	226 996 295	98,5%	-2,7%	17,2%
Mission fonctionnelle	264 398 890	261 888 043	255 855 822	97,7%	-3,2%	19,4%
Total dépenses opérationnelles	1 287 936 205	1 337 707 417	1 318 300 080	98,5%	2,4%	100,0%
Reversement Fonds de péréquation DMTO	23 543 063	19 507 334	19 507 334	100,0%	-17,1%	
Reversement sur autres impôts locaux	5 608 130	12 976 776	12 976 735	100,0%	131,4%	
Total des contributions à des fonds de péréquation	29 151 193	32 484 110	32 484 069	100,0%	11,4%	
Total dépenses de gestion	1 317 087 398	1 370 191 528	1 350 784 149	98,6%	2,6%	
Frais financiers	18 782 602	21 370 000	19 553 638	91,5%	4,1%	
Total Général	1 335 869 999	1 391 561 528	1 370 337 787	98,5%	2,6%	

MISSION AMENAGEMENT ET DEVELOPPEMENT DU TERRITOIRE 202 890 846 € (15,4 % des dépenses opérationnelles de fonctionnement)

Politique publique « Développement territorial » : 4 357 460 €

Premier poste des dépenses réalisées au titre du développement territorial, la « **Promotion du territoire** » a mobilisé en 2025, **2,7 M€** dont **2,3 M€** destinés au financement des missions de service public conduites par Seine-et-Marne Attractivité, conformément au contrat d'objectifs et de moyens signé avec le Département. Les subventions et autres dépenses s'élèvent à **0,31 M€** et concernent la mission Seine-et-Marne 2040 (**0,15 M€**), la mission marketing territorial (**0,09 M€**) et le GIP Emploi Roissy (**0,06 M€**). Le dernier poste rattaché à ce domaine correspond à l'enveloppe ouverte au titre du marathon médiéval pour **0,05 M€**.

Le domaine du « **Développement local** » est le deuxième poste de dépenses de cette politique (**1 M€**). En 2025, **0,5 M€** de taxe d'aménagement ont été reversés au CAUE. De plus, l'enveloppe ouverte au titre du développement du réseau est liée au fonctionnement du Syndicat Mixte « Seine-et-Marne Numérique » (**0,2 M€**). Les contrats intercommunaux ont généré une dépense de **0,09 M€**, pour le Parc Naturel Régional du Gâtinais Français. Enfin, le soutien au développement local à travers divers partenariats a représenté **0,2 M€**.

L'« **Agriculture** », représente **0,6 M€** de dépenses en 2025, réparties entre divers partenariats, agricoles et forestiers. Tandis que les « **Affaires internationales et européennes** » ont mobilisé **0,04 M€**.

Politique publique « Protection de l'environnement » : 2 177 414 €

Les « **espaces naturels sensibles** » représentent au sein du domaine « **Environnement** » (**1,4 M€**), une dépense de **1 M€** en 2025, **0,4 M€** en subventions, (dont **0,1 M€** à Seine-et-Marne Environnement) et **0,5 M€** en frais d'entretien et de fonctionnement. S'y ajoutent les crédits de l'action « **environnement et développement durable** » (**0,4 M€**) avec les services d'accompagnement à la rénovation énergétique (SARE) de **0,1 M€** et une subvention de **0,2 M€** versée à Seine-et-Marne Environnement.

Sur le domaine de « **l'Eau** », une enveloppe de **0,8 M€** a été réalisée en 2025 consacrée majoritairement au fonctionnement du « **laboratoire Départemental d'Analyses** » (**0,5 M€**). Les autres dépenses du domaine concernent les « **cours d'eau** » (**0,15 M€**), « **l'eau potable** » (**0,08 M€**) et les frais d'analyses et le petit matériel du SATESE (**7 564 €**).

Politique publique « Routes départementales » : 11 725 006 €

L'essentiel des dépenses de cette politique concerne l'action « **Entretien du réseau départemental** » qui a mobilisé **10,5 M€** en 2025. Il s'agit essentiellement de l'achat de fournitures de voirie (sel de déneigement, peintures...), de carburant, de prestations d'entretien et de réparations. A cette action s'ajoutent l'entretien des plantations (**1,1 M€**), les études de voirie (**0,05 M€**) ou encore les aménagements extérieurs des ARD (**0,05 €**) et l'aménagement du réseau routier (**0,09 M€**).

Politique publique « Sécurité » : 125 807 872 €

La participation départementale au budget de fonctionnement du SDIS, fixée par la convention, s'est élevée en 2025 à **123,6 M€** complétée de **25 000 €** pour la section des jeunes sapeurs-pompiers. De plus la somme de **2,1 M€** a été versée pour combler le déficit du compte d'ajustement du BEA des gendarmeries.

Enfin, les autres dépenses de cette politique concernent les « **opérations de sensibilisation à la sécurité routière** » (**0,08 M€**).

Politique publique « Transports » : 58 823 094 €

Le 1^{er} domaine de cette politique concerne les « **Transports scolaires** » avec **38,7 M€** de crédits consommés en 2025.

En 2025, des dépenses à hauteur de **9,7 M€** ont été consacrés aux circuits spéciaux. L'aide au forfait Imagine R pour les élèves de primaire et les collégiens, l'aide pour les élèves seine-et-marnais scolarisés en internat et l'aide au salaire des accompagnateurs scolaires ont mobilisé **12,3 M€**. Pour le « **transport des élèves et étudiants handicapés** », le Département a dépensé **16,7 M€** en 2025.

Les réalisations du 2^{ème} domaine de cette politique, les « **Transports publics** », s'élèvent à **20,2 M€**. Le premier poste de dépenses en volume reste la « **participation au fonctionnement d'Ile-de-France Mobilités** » (**10 M€**). Une enveloppe de **4,2 M€** a été nécessaire au fonctionnement du dispositif « **améthyste et autres** ». Le troisième poste concerne les « **lignes express** » pour **2,3 M€**. Par ailleurs, les versements effectués à Ile-de de France Mobilités pour l'animation du réseau « **PAM77** » ont représenté **2 M€**. Les dépenses réalisées au titre du « **transport à la demande** » (**1,2 M€**) ont permis de financer notre soutien aux collectivités pour le fonctionnement des services de transport à la demande délégués et labélisés, notamment la ligne Filéo, tandis qu'une enveloppe de **0,5 M€** a été dédiée aux « **points d'arrêt** » c'est-à-dire à la maintenance des abris voyageurs, à la conception des supports de communication et à leur affichage.

Enfin, diverses opérations « **d'infrastructures de transport** », de communication autour du projet TZEN ont nécessité **0,04 €** de crédits en 2025.

MISSION DEVELOPPEMENT SOCIO-EDUCATIF, CULTUREL ET SPORTIF 79 199 273 € (6 % des dépenses opérationnelles de fonctionnement)
--

Politique publique « Culture et Patrimoine » : 5 887 752 €

Représentant **70 %** des dépenses de cette politique, le « **Développement culturel** » a mobilisé **4,1 M€** en 2025. Une enveloppe de **0,5 M€** a été allouée à Act'Art. Les subventions versées en matière « **d'actions culturelles** » ont représenté **2,3 M€**. Au sein de cette enveloppe, les scènes nationales ont mobilisé **0,6 M€**, les aides aux équipements culturels **1,7 M€**, la Ferme du Buisson à Noisiel **0,1 M€** et le théâtre de Chelles **0,1 M€**. « **L'enseignement artistique et les pratiques amateurs** » ont mobilisé quant à eux, un montant global de **0,6 M€** tandis qu'une enveloppe de **0,1 M€** a permis de soutenir les « **compagnies professionnelles** ». Pour un montant de **0,5 M€**, des crédits ont financé les « **festivals et manifestations culturelles** ». Pour le reste, les dépenses relevant du domaine développement culturel ont été consacrées principalement aux « **contrats triennaux de développement culturel** » (**40 000 €**) et aux « **anciens combattants** » (**15 912 €**).

Le domaine « **Patrimoine** » a mobilisé **0,7 M€** dont **0,5 M€** pour le **Château de Blandy-les-Tours** (spectacle nocturne estival et Noël à Blandy) et un montant global de **0,2 M€** pour la valorisation du patrimoine ou encore pour les fouilles archéologiques.

Les actions en faveur du « **Développement de la lecture publique** » (**0,5 M€**) se sont essentiellement traduites par le « **développement culturel** » avec les actions culturelles pour la lecture ou encore le prix départemental de la nouvelle policière (**0,2 M€**) et par le « **développement de l'offre documentaire** » (**0,1 M€**). Enfin, l'enveloppe consacrée à diverses animations dans les médiathèques, à des formations ou encore à des éditions a représenté **0,1 M€**.

Les crédits alloués aux autres domaines ont permis de poursuivre la valorisation des collections départementales en matière « **d'Archives** » (**0,2 M€**) et en faveur des « **Musées** » (**0,3 M€**).

Politique publique « Education et formation » : 68 859 422 €

L'enveloppe consacrée à la « **Vie des collèges** » représente **87 %** de la politique de l'EDUCATION ET LA FORMATION, soit un montant global de **59,8 M€**. Au premier rang de ces dépenses, la « **restauration scolaire** » avec un montant global de **28,7 M€** dont **27,8 M€** pour la participation au budget annexe « Restauration scolaire », complétée de **0,5 M€** pour la gestion des biodéchets. Viennent ensuite les enveloppes dédiées aux « **budgets des collèges publics et privés** » (respectivement **23,7 M€** et **5,9 M€** intégrant le forfait d'externat versé aux collèges privés). Au sein de cette enveloppe, **8,9 M€** sont consacrés aux dépenses d'énergie et de fluides des collèges publics. L'action « **équipements et matériel TICE** » complète cette enveloppe pour un montant global de **1,3 M€**. S'y ajoutent les dépenses d'équipement et de suppléance des personnels ATTEE (**0,2 M€**) et les « **autres dépenses** » liées à la vie des collèges pour **0,08 M€** (AMO de la direction, événements liés à l'éducation).

Au sein du domaine « **Bâtiments des collèges** » (**8,1 M€**), « **l'entretien et les grosses réparations** » ont mobilisé une enveloppe de **7,5 M€**. La « **construction, l'extension et la réhabilitation** » des collèges nécessitent **0,7 M€** pour la location de bâtiments démontables, les dépenses d'assurances et les sinistres.

Les « **Actions éducatives et d'appui à la scolarité** » ont mobilisé **0,6 M€** dont **0,3 M€** en « **aides à la restauration scolaire** ». Il faut y ajouter les aides aux projets éducatifs (**0,3 M€**), notamment les actions d'orientation et de découverte des métiers.

Enfin l'« **Enseignement supérieur** » a représenté **0,3 M€** en 2025 notamment au titre du Campus digital des formations et des universités Paris-Est-Créteil et Gustave Eiffel.

Politique publique « Jeunesse et sport » : 4 452 098 €

Une part essentielle des dépenses relatives aux « **Activités sportives** » (**4,3 M€**) a concerné le « **soutien au sport civil** » (**2,3 M€**). Sur ce montant, **1,2 M€** a bénéficié à des associations sportives civiles tandis que les aides apportées aux manifestations sportives s'élevaient à **0,3 M€**. Des soutiens ont été répartis en faveur du sport civil, des écoles multisports (**0,2 M€**), des comités départementaux et leurs projets sportifs (**0,4 M€**) et du dispositif para-sport (**0,2 M€**). L'aide au « **sport scolaire** » (**0,7 M€**) s'est traduite en dotations au bénéfice de 160 collèges et en subventions pour 180 associations. Parallèlement, le « **sport de haut niveau** » a représenté une dépense de **0,9 M€**, essentiellement dans le cadre de contrats d'objectifs et d'aides directes à des clubs de très haut niveau. S'y ajoute une enveloppe de **0,2 M€** concernant les « **sports nature** » et plus particulièrement les Iles de loisirs. Enfin, la **Rando des 3 châteaux** et les **autres événements sportifs** ont mobilisé **0,3 M€** en 2025.

Les actions du Département en direction de la « **Jeunesse** » (0,1 M€) visent à faciliter et soutenir l'autonomie des jeunes. Une première enveloppe a été consacrée aux « **aides aux associations de jeunesse et d'éducation populaire** » (0,1 M€). Elle a permis de verser des aides à une dizaine d'organismes ou fédérations de jeunesse et d'éducation populaire. Ces actions sont complétées par les « **aides aux projets et initiatives jeunes** » (14 000 €) qui ont soutenu une dizaine de jeunes par le biais du dispositif « prix des jeunes talents ».

MISSION SOLIDARITE

780 354 139 € (59,2 % des dépenses opérationnelles de fonctionnement)

Politique publique « Enfance et famille » : 198 793 941 €

Représentant 83 % des dépenses de cette politique, les « **Frais d'hébergement des enfants** » ont mobilisé 164,5 M€. Ces frais sont répartis entre « **l'accueil en établissement** » (124,4 M€), « **l'accueil familial** » (35,8 M€) et les « **prestations en faveur des enfants** » (4,3 M€). Sur ce dernier poste, les dépenses correspondent principalement aux prestations destinées aux enfants accueillis (2,2 M€), aux dépenses relatives aux visites médiatisées permettant de maintenir les liens parents-enfants (1,4 M€) et aux frais divers (0,7 M€).

Les dépenses de « **Protection et de prévention des enfants à domicile** » ont représenté 30 M€, dont la « **protection en milieu ouvert** » (19,5 M€) qui regroupe les crédits relatifs aux Aides Educatives en Milieu Ouvert (AEMO), aux Aides Educatives en Milieu Ouvert Renforcées (AEMO R) ainsi que l'allocation « Contrat Autonomie Jeunes Majeurs » (CAJM), et la « **prévention spécialisée** » (5 M€). A cela s'ajoutent, au titre du « **soutien et de la prévention en milieu ouvert** », l'action éducative à domicile et l'action éducative à domicile renforcée (5 M€), les allocations d'aides aux familles (0,4 M€) et les subventions et participations (0,1 M€).

Le dernier domaine de cette politique concerne les « **Aides à la fonction parentale et à l'enfant** ». Ces dépenses d'un montant global de 4,3 M€ se déclinent principalement en subventions pour le « **fonctionnement des modes d'accueil de la petite enfance** » (1,5 M€). Par ailleurs, 1,8 M€ a été consacré aux « **actions de PMI** ». A ce domaine sont rattachés, les frais de « **soutien à la petite enfance et à la parentalité** » (0,4 M€) finançant principalement la formation des assistants maternels, les participations au fonctionnement des centres de « **planification familiale** » (0,3 M€) ainsi que des versements effectués aux associations œuvrant dans le « **soutien à la parentalité** » (0,2 M€).

Politique publique « Habitat » : 3 454 110 €

La part essentielle des dépenses liées à l'habitat correspond à la participation du Département au « **Fonds de Solidarité Logement** » (2,6 M€). Cette dernière permet de financer notamment des aides individuelles, sous forme de prêts remboursables ou de secours, pour l'accès ou le maintien dans le logement, la résorption des dettes liées aux fluides (eau, gaz, électricité) ainsi que certaines mesures d'accompagnement social.

Les « **autres actions d'insertion par le logement** » (0,8 M€) participent au financement des missions de nos partenaires, tels que INITIATIVES77, Relais Jeunes 77, ADIL 77 ou la gestion des aires de grands passages des gens du voyage.

Politique publique « Insertion » : 235 105 539 €

Les allocations RSA représentent **92 %** des dépenses de cette politique et augmentent de **3,4 %** par rapport à 2024 soit un montant réalisé de **216,6 M€**. Toujours au sein du domaine « **Dispositif RSA** », il est à noter trois autres actions : les « **cofinancements des dispositifs emplois** » (**2 M€**), « **l'accompagnement des bénéficiaires du RSA** » pour **2,2 M€** et les mesures « **d'insertion par l'activité économique** » (**1,7 M€**) ou par « **l'emploi** » (**5,1 M€**).

Le domaine des « **Autres dispositifs d'insertion** » a représenté **5 M€** de dépenses en 2025. Il regroupe le **fonds départemental de solidarité (1,4 M€)**, les **actions d'insertion sociale et médico-sociale (2,4 M€** principalement en faveur des secteurs caritatif ou humanitaire et des mesures d'accompagnement social personnalisé), ainsi que les **dispositifs d'insertion des jeunes (0,7 M€)**. Les dépenses restantes concernent les **Plans Locaux d'Insertion pour l'Emploi (0,2 M€** cofinancés par le FSE), les services en prestations juridiques, accompagnement et soutien (**0,02 M€**) et les dépenses liées au soutien des MDS (**0,4 €**).

Politique publique « Personnes âgées » : 121 660 788 €

« **L'hébergement des Personnes âgées** » (**53 M€**), se répartit entre les frais d'hébergement proprement dits (**23,3 M€**) et l'Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA), versée aux établissements ou aux bénéficiaires (**29,7 M€**).

Les dépenses liées au « **Maintien à domicile des personnes âgées** » ont représenté **68,7 M€** dont **57,4 M€** destinés à l'Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA). Par ailleurs, les participations liées aux Pôles Autonomie Territoriaux et aux accords cadre passés avec la CNSA s'élèvent à **8,3 M€** et les actions extra légales menées en faveur des personnes âgées à **0,4 M€**.

Politique publique « Personnes handicapées » : 221 096 062 €

« **L'hébergement des personnes handicapées** » s'élève à **152,5 M€** dont **133,2 M€** pour les frais liés à l'hébergement proprement dit, **10,6 M€** pour le financement des services d'accompagnement et **2,3 M€** pour les frais liés à la dépendance répartis entre la Prestation de Compensation du Handicap (**2 M€**) et l'Allocation Compensatrice pour Tierce Personne (**0,3 M€**). Le coût des services dans le cadre de la Loi SEGUR qui favorisent le maintien des personnes handicapées dans leur domicile ont représenté **5,2 M€**. « **L'accueil familial** » a mobilisé, quant à lui, **0,8 M€**.

Les aides au « **Maintien à domicile** » se sont élevées à **68,6 M€**. La Prestation de Compensation du Handicap (P.C.H.) a représenté **60,6 M€** et l'Allocation Compensatrice pour Tierce Personne (A.C.T.P.) **5,3 M€**. La « **maison départementale des personnes handicapées (MDPH)** » a perçu **2,1 M€** pour son fonctionnement. Les crédits restants ont permis de financer des « **actions extra-légales** » (**0,2 M€**).

Politique publique « Santé publique » : 243 700 €

L'action « **démographie médicale** » qui est dédiée à la poursuite des engagements du Département à destination des étudiants par le financement des bourses aux étudiants en professions de santé, et à l'aide au fonctionnement des maisons de santé pluri professionnelles et universitaires.

MISSION FONCTIONNELLE

255 855 822 € (19,4 % des dépenses opérationnelles de fonctionnement)

Politique publique « Conduite des politiques départementales » : 1 185 611 €

Les dépenses de cette politique concernent principalement le domaine de la « **Communication** » avec une enveloppe consommée de **1 M€**. Elle finance d'une part, les éditions de « Seine et Marne Magazine » et d'autres documents d'information locale plus ciblée ainsi que les achats d'espaces dans la presse locale, le fonctionnement du site internet, les relations de presse ou encore la communication interne. D'autre part, l'enveloppe communication prend en charge le versement de subventions (**30 600 €**).

Au domaine « **Présidence et cabinet** » (**0,2 M€**) sont rattachées plusieurs cotisations et subventions à des associations d'élus locaux (Assemblée des Départements de France, Association des Maires de Seine-et-Marne ou Association des maires ruraux de Seine-et-Marne).

Politique publique « Direction et animation de l'action départementale » : 818 031 €

La première enveloppe de cette politique concerne l'ensemble des dépenses financières autres que les frais financiers comme les services bancaires et les prestations de conseils (**0,5 M€**). La seconde enveloppe (**0,3 M€**) finance les « **études diverses** » dont la signalétique de certaines opérations de travaux mais aussi les dépenses liées à la « **documentation** » (documentation générale et technique, documentation informatisée, gestion de documents « presse », droits de copiage...).

Politique publique « Moyens généraux » : 26 855 885 €

Premier poste de dépense de cette politique, les « **Systèmes d'information** » ont représenté une dépense de **8,5 M€** répartie en entretien et maintenance (**2,5 M€**), en frais d'infrastructures téléphoniques (**0,8 M€**) et en prestations et fournitures (**5,2 M€**).

La « **Logistique** » représente le 2^{ème} poste de dépenses avec **5,8 M€** de dépenses dont les fournitures et services divers (**2,2 M€**), l'entretien des locaux (**1,8 M€**), la gestion de la flotte automobile (**1,6 M€**) et le matériel et mobilier (**0,1 M€**).

La « **Gestion du patrimoine immobilier** » a mobilisé **5,7 M€** de dépenses principalement sur les fluides (**3,2 M€**), les loyers et charges locatives (**1 M€**), les impôts et taxes foncières (**1,1 M€**) et le gardiennage (**0,4 M€**).

Enfin, il convient de mentionner, les « **Etudes et la prévention des risques** », dépenses liées aux primes d'assurance, aux sinistres et aux conseils juridiques (**3,7 M€**) et les dépenses d'entretien et de réparations des « **Bâtiments départementaux** » (**3,3 M€**) dont **1,5 M€** au titre des bâtiments sociaux, **1,2 M€** pour l'Hôtel du Département et ses annexes et **0,5 M€** pour les Agences Routières Territoriales.

Politique publique « Ressources humaines » : 226 996 295 €

L'ensemble des dépenses de cette politique atteint **227 M€** dont **94 %** concernent la « **masse salariale** » (**213,3 M€**).

Par ailleurs, une enveloppe de **7,9 M€** a été consacrée aux actions en faveur du personnel : elle finance notamment la subvention au COS (1,3 M€) et les prestations sociales diverses (4,2 M€). Viennent s'y ajouter les « **frais de formation** » et de « **recrutement** » (**1,4 M€** et **0,2 M€**) ainsi que les frais liés aux déplacements (**0,8 M€**), aux assurances (**1,7 M€**) et à l'intérim (**1,7 M€**).

2-3.A 2 – Les frais financiers et les prélèvements sur les recettes fiscales

Frais financiers : 19 553 638 €

En 2025, les frais financiers ont représenté une charge de 19,6 M€ pour le Département qui se décompose de la façon suivante :

- Les intérêts résultant de la dette à long terme pour **17,8 M€**,
- Les charges financières liées aux instruments de couverture ou « swaps » pour **0,41 M€** soit un montant légèrement inférieur à 2024 dû à l'amortissement progressif du capital couvert par ce contrat,
- Les intérêts résultant de l'utilisation des lignes de trésorerie pour **0,28 M€**,
- L'augmentation des intérêts courus non échus (+ **1,1 M€**) de **6,4 M€** en 2024 à **7,5 M€** en 2025.

L'augmentation des frais financiers de **1,4 M€** (hors indemnité de remboursement anticipé, à caractère ponctuel) entre le CA 2024 et le CA 2025 est due d'une part au contexte financier de 2025 qui s'est caractérisé par des taux restés haut durant l'année 2025 et d'autre part, à la diversification de la structure de dette départementale où plus de 50% des emprunts conclus disposent d'un taux variable.

Dans un contexte où les taux sont demeurés hauts en 2025, la stratégie portée par le Département a consisté à favoriser les taux variables avec 5 emprunts d'un montant global de 170 M€, puisque à terme les taux variables ne peuvent que diminuer lorsqu'ils ont été conclus en période où ils étaient hauts (contrairement à un taux fixe élevé qui le reste durant toute la durée du contrat).

En 2025, le taux moyen de la dette long terme du Département après couverture ressort à 2,70 % contre 3,06 % en 2024 et 2,85 % en 2023.

Prélèvements du fonds national de péréquation des DMTO : 19 507 334 €

Depuis 2020, un seul fonds national de péréquation des droits de mutation à titre onéreux a remplacé les trois anciens fonds de péréquation basés sur les DMTO : le fonds national de péréquation sur les DMTO (FNPDMTO) créé en 2011, le fonds de solidarité sur les DMTO (FSDMTO) créé en 2014 et le fonds de solidarité interdépartemental (FSID) créé en 2019.

Ce fonds est alimenté par deux prélèvements :

- Le premier prélèvement est égal à 0,34 % du montant de l'assiette des DMTO de droit commun n-1 de l'ensemble des Départements (et de la Ville de Paris et de la Métropole de Lyon),
- Le second prélèvement, d'un montant de 750 M€, concerne les départements, dont l'assiette par habitant des DMTO est supérieure à 75 % de l'assiette par habitant de l'ensemble des départements. Ce second prélèvement est réparti en trois tranches. Le montant prélevé au titre de ce second prélèvement ne peut excéder 12 % du produit des DMTO n-1 du Département.

Lorsque le montant total des deux prélèvements est supérieur à 1,6 Md€, le Comité des finances locales peut décider de mettre en réserve, dans un fonds de garantie départemental des corrections conjoncturelles, tout ou partie de l'excédent.

En 2025, le montant total du prélèvement s'est élevé à 1 519,2 M€ contre 1 639,6 M€ en 2024. Le Comité des finances locales a décidé de ne constituer aucune nouvelle mise en réserve et n'a pu libérer aucun montant en 2025, l'intégralité du montant disponible ayant été libéré en 2024. Le Département a subi en 2025 un prélèvement de 19,5 M€ en faveur du fonds national de péréquation des droits de mutation (FNPDMTO) contre 23,5 M€ en 2024. Ce prélèvement enregistre une baisse de - 17,1 % entre 2024 et 2025 en raison d'une diminution du produit des DMTO du Département (- 17,4 %) plus importante que celle de l'ensemble des Départements (- 13,6 %).

 Reversement des indus de taxe d'aménagement : 93 965 €

Le reversement des indus de taxe d'aménagement s'est élevé à 93 965 € en 2025.

 Dispositif de lissage conjoncturel des recettes fiscales des collectivités territoriales (DILICO) : 12 856 711 €

Crée par l'article 186 de la Loi de finances pour 2025, le dispositif de lissage conjoncturel des recettes fiscales des collectivités territoriales (DILICO) repose sur trois contributions prélevées sur les ressources fiscales du bloc communal à hauteur de 500 M€ pour la première, des départements à hauteur de 220 M€ pour la seconde et des régions à hauteur de 280 M€ pour la troisième.

Pour les Départements, sont éligibles à ce dispositif les départements dont l'indice de fragilité sociale est inférieur ou égal à l'indice de fragilité sociale médian. La contribution est répartie entre les départements éligibles en fonction de leur population multipliée par l'écart relatif entre l'indice de fragilité sociale médian de l'ensemble des collectivités et leur indice de fragilité sociale. Le plafond de contribution s'élève à 2 % des recettes réelles de fonctionnement de son budget principal.

Le Département de Seine-et-Marne figure parmi les 50 départements contributeurs au dispositif de lissage conjoncturel des recettes fiscales des collectivités territoriales. Sa contribution s'est élevée à 12,9 M€ en 2025 pour une contribution de l'échelon départemental de 220 M€, soit 5,8 % du dispositif.

2-3.B – Gestion pluriannuelle en fonctionnement

Les engagements pris en termes d'autorisations d'engagement non réalisées s'élevaient au 31 décembre 2025 à **14,2 M€**. Ce montant reste marginal par rapport au volume des crédits de paiement consommés en 2025 en fonctionnement.

Missions / Politiques	Montant des AE actives à fin 2025	Réalisations à fin 2025	Reste à financer (au delà de 2025)
Développement territorial	629 810	277 801	352 009
Protection de l'environnement	691 171	643 209	47 962
Sécurité	69 948	50 625	19 323
Transports	1 618 869	991 085	627 785
1 - Mission aménagement et développement du territoire	3 009 798	1 962 719	1 047 079
Culture et patrimoine	1 163 900	940 700	223 200
Education formation	3 565 288	3 299 288	266 000
Jeunesse, sports et loisirs	145 965	145 965	0
2 - Mission développement socio-éducatif, culturel et sportif	4 875 153	4 385 953	489 200
Enfance et famille	471 000	0	471 000
Habitat	17 290	17 290	0
Insertion	52 865 270	42 700 285	10 164 985
3 - Mission solidarité	53 353 560	42 717 575	10 635 985
Direction et animation de l'action départementale	2 000 000	0	2 000 000
Moyens généraux	392 948	392 948	0
4 - Mission fonctionnelle	2 392 948	392 948	2 000 000
total général	63 631 460	49 459 196	14 172 264

Ce faible montant en engagements pluriannuels en fonctionnement est la conséquence d'un recours restreint à la procédure des autorisations d'engagement en fonctionnement, presque toutes les dépenses ayant un caractère annuel. Le recours aux AE est réservé aux seuls engagements dont l'exécution excède très largement l'exercice budgétaire, au-delà du simple glissement d'exécution.

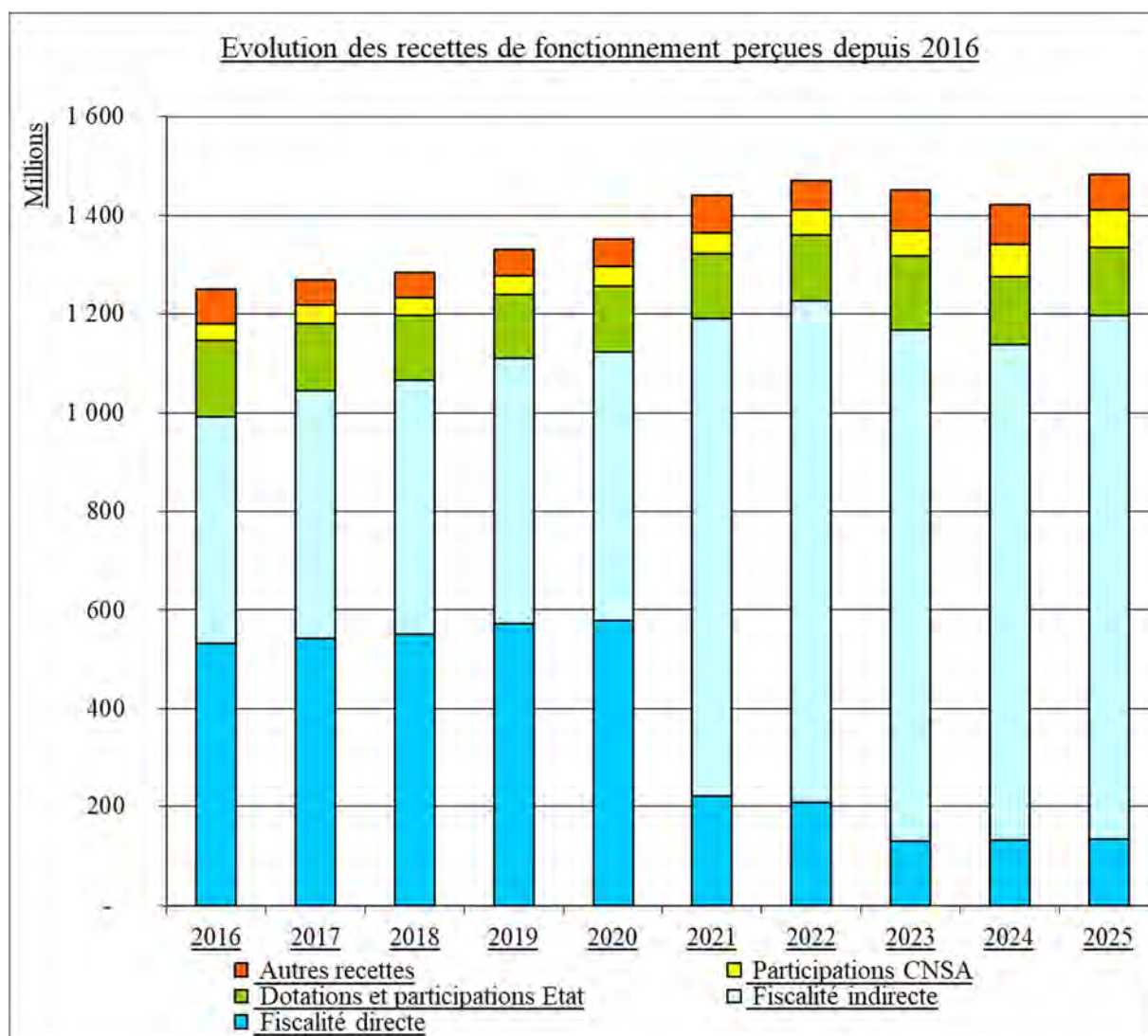
Il concerne principalement le domaine de l'insertion (**10,2 M€**) avec des projets qui dépassent, lorsqu'ils sont engagés, le cadre de l'année civile.

2-3.C – Les recettes de fonctionnement

S'agissant des recettes propres à chaque exercice (c'est-à-dire hors excédents antérieurs reportés), leur montant s'élève à **1 482,1 M€** au CA 2025 contre **1 421,6 M€** en 2024, soit une augmentation de **+ 4,3 %**.

Les principales recettes se ventilent de la façon suivante :

Nature de recettes	CA 2024	Crédits inscrits 2025	CA 2025	Taux de réalisation	% évol
Reversement part régionale CVAE	85 671 811	85 671 811	85 671 811	100,0%	0,0%
Imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux	4 638 227	4 847 130	5 155 983	106,4%	11,2%
Fonds national de garantie individuelle des ressources	17 925 606	17 925 606	17 925 606	100,0%	0,0%
Reversement du Fonds de solidarité des Départements de la Région IDF	8 407 711	7 820 763	7 820 763	100,0%	-7,0%
Frais de gestion de la Taxe foncière sur les propriétés bâties	16 312 282	17 491 486	17 491 486	100,0%	7,2%
Fiscalité directe	132 955 637	133 756 796	134 065 649	100,2%	0,8%
Droits de mutation à titre onéreux	203 219 911	242 670 877	249 161 540	102,7%	22,6%
Reversement du Fonds national de péréquation des DMTO	19 570 248	14 830 656	14 830 656	100,0%	-24,2%
TVA	497 087 659	505 798 134	505 603 257	100,0%	1,7%
<i>dont part reçue en compensation de la TFPB</i>	<i>404 851 408</i>	<i>407 025 702</i>	<i>407 025 702</i>	<i>100,0%</i>	<i>0,5%</i>
<i>dont part reçue en compensation de la CVAE</i>	<i>92 236 251</i>	<i>92 731 615</i>	<i>92 731 615</i>	<i>100,0%</i>	<i>0,5%</i>
<i>dont part supplémentaire de 250M€</i>		<i>6 040 817</i>	<i>5 845 940</i>		
Taxe d'aménagement	10 326 246	7 000 000	5 731 238	81,9%	-44,5%
Taxe spéciale sur les conventions d'assurance	172 248 433	191 727 457	185 125 239	96,6%	7,5%
Taxe intérieure sur la consommation finale d'électricité	16 546 574	16 363 975	16 083 267	98,3%	-2,8%
Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques	81 611 515	69 151 415	81 965 171	118,5%	0,4%
Redevances des mines	2 179 357	2 100 000	2 062 357	98,2%	-5,4%
Taxe sur l'exploitation des infrastructures de longue distance			542 510		
Taxe additionnelle à la taxe de séjour	1 722 916	1 600 000	1 955 714	122,2%	13,5%
Fiscalité indirecte	1 004 512 859	1 051 242 514	1 063 060 950	101,1%	5,8%
Dotation globale de fonctionnement	93 122 069	94 363 723	94 363 723	100,0%	1,3%
Allocations compensatrices	21 082 435	20 303 823	20 303 823	100,0%	-3,7%
Dotation générale de décentralisation	4 120 007	4 120 007	4 147 820	100,7%	0,7%
Fonds de mobilisation départemental pour l'insertion	10 469 234	10 000 000	10 204 756	102,0%	-2,5%
FCTVA (Part.fonc.)	1 900 288	2 078 410	2 078 410	100,0%	9,4%
Autres participations de l'Etat	7 541 505	4 218 541	5 591 892	132,6%	-25,9%
<i>sous-total Etat</i>	<i>138 235 538</i>	<i>135 084 504</i>	<i>136 690 425</i>	<i>101,2%</i>	<i>-1,1%</i>
Participation versée au titre de l'APA 1	27 303 029	28 393 000	39 872 676	140,4%	46,0%
Participation versée au titre de l'APA 2 (Loi ASV)	7 294 109	6 661 200		0,0%	-100,0%
Participation versée au titre de l'APA 2 (Conférence des financeurs)	1 998 181	1 938 888	2 111 938	108,9%	5,7%
Participation versée au titre de la PCH	19 048 400	21 200 000	21 073 008	99,4%	10,6%
Autres participations CNSA (accord cadre, Ségur, habitats partagés, soutien aux professionnels)	9 883 612	18 424 100	14 677 172	79,7%	48,5%
<i>sous-total CNSA</i>	<i>65 527 330</i>	<i>76 617 188</i>	<i>77 734 794</i>	<i>101,5%</i>	<i>18,6%</i>
Autres participations	45 323 959	36 151 686	35 563 935	98,4%	-21,5%
Dotations et participations	249 086 827	247 853 379	249 989 153	100,9%	0,4%
Produits du domaine et gestion courante	19 536 861	14 346 097	17 270 211	120,4%	-11,6%
Recouvrtés dép. aide sociale et indus	12 696 309	8 840 580	11 374 354	128,7%	-10,4%
Produits financiers	640 494	638 025	553 418	86,7%	-13,6%
Produits exceptionnels	2 145 538	727 410	2 792 933	384,0%	30,2%
Reprises sur provisions	0	2 969 748	2 969 748	100,0%	
Autres recettes	35 019 202	27 521 860	34 960 664	127,0%	-0,2%
Total Recettes de fonctionnement	1 421 574 525	1 460 374 548	1 482 076 416	101,5%	4,3%



Suite à la mise en œuvre de la réforme fiscale induite par la suppression de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises pour les collectivités territoriales en 2023, le panier de ressources du Département est désormais composé à 71,7 % de produits de fiscalité indirecte en 2025. Il est devenu, à l'issue des réformes, plus dépendant à la conjoncture économique et plus déconnecté du territoire et de ses évolutions.

L'année 2025 est marquée par la hausse du produit des droits de mutation résultant en partie par la hausse du taux, la croissance de la taxe spéciale sur les conventions d'assurance et par la perception d'une part du produit supplémentaire de Taxe sur la valeur ajoutée des entreprises.

Les recettes réelles de fonctionnement présentent, entre 2024 et 2025, une hausse globale de + **60,5 M€** succédant à une diminution de – 29,6 M€ entre 2024 et 2025. Cette hausse provient, pour l'essentiel de l'évolution du produit des droits de mutation qui a enregistré une croissance de +**22,6 %** entre 2024 et 2025.

Les **produits de la fiscalité directe** ont augmenté en 2025 de + **0,8 %** par rapport à 2024, passant de **133 M€** à **134,1 M€**.

L'augmentation du poste « fiscalité directe » résulte de la hausse de + 7,2 % du **versement du produit des frais de gestion de la TFPB** au Département de Seine-et-Marne qui s'est élevé en 2025 à **17,5 M€** contre 16,3 M€ en 2024. Les Départements se sont vus transférer, depuis 2014, le produit des frais de

gestion de la TFPB en vue d'un meilleur financement des allocations individuelles de solidarité. Ce produit (1 230 M€ en 2025), est réparti entre les Départements en deux parts, l'une de 70 % sur la base des restes à charge des Départements au titre des trois AIS et l'autre de 30 % en fonction d'un indice synthétique de ressources et de charges. Le produit de ces deux parts est ensuite pondéré par le revenu par habitant.

La Loi de finances pour 2016 a réduit la part départementale de la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE) de 48,5 % à 23,5 %, celle des Régions passant de 25 % à 50 % à compter de 2017. Cette nouvelle répartition de la CVAE entre Régions et Départements visait à compenser aux Régions les charges nouvelles résultant du transfert de compétences en matière de transports interurbains routiers de voyageurs et de transports scolaires opéré par l'article 15 de la Loi NOTRe du 7 août 2015.

En Île-de-France, ces compétences relevaient déjà de l'échelon régional à travers le Syndicat des transports d'Île-de-France (STIF), en application des dispositions de l'ordonnance du 7 janvier 1959, modifiée, relative à l'organisation des transports de voyageurs en Île-de-France.

La Région Île-de-France doit, par conséquent, reverser au Département de Seine-et-Marne une attribution de compensation financière égale à 51,5 % (25/48,5èmes) du montant de la cotisation sur la valeur ajoutée perçue par le Département en 2016 et ce montant est figé dans le temps selon les termes de la Loi de finances pour 2016.

Le reversement de la Région au Département n'a pas été modifié malgré la suppression de la part régionale de la CVAE (50 % de la CVAE) à compter de 2021, et son remplacement pour les Régions par une part de TVA égale à la CVAE 2020 d'une part et la suppression de la part départementale de la CVAE à compter de 2023 d'autre part.

Le **reversement de la part de CVAE transférée à la Région** s'est ainsi élevé en 2025 au montant figé de **85,7 M€**.

Le rendement de l'**Imposition Forfaitaire sur les Entreprises de Réseau (IFER)** s'est élevé à **5,2 M€** en 2025 enregistrant une progression de + 11,2 %. Cet impôt concerne essentiellement les centrales électriques et les stations radio-électriques.

Comptabilisé dans une subdivision de la fiscalité directe (puisque'il est alimenté par un prélèvement sur les produits fiscaux des collectivités locales qui ont bénéficié d'un gain dans le cadre de la réforme de 2010), le **Fonds National de Garantie Individuelle des Ressources (FNGIR)** s'est élevé au montant désormais figé de **17,9 M€** en 2025.

Créé à compter de 2014, le fonds de solidarité des Départements de la Région Ile-de-France dispose d'un montant global de 60 M€. Son fonctionnement repose sur un indice synthétique de ressources et de charges. Bénéficiaire du **Fonds de solidarité des Départements de la Région Ile-de-France (FSDRIF)**, le Département de Seine-et-Marne a reçu une attribution d'un montant de **7,8 M€** en 2025 contre 8,4 M€ en 2024.

Les **recettes de fiscalité indirecte** ont augmenté en 2025 de + **5,8 %** par rapport à 2024 passant de **1 004,5 M€** à **1 063,1 M€**. Cette augmentation provient pour l'essentiel de la forte hausse constatée du produit des droits de mutation et, dans une moindre mesure, de l'augmentation du produit de la taxe spéciale sur les conventions d'assurance.

Face aux difficultés financières rencontrées par les Départements, le taux plafond des droits de mutation a été augmenté à deux reprises en 2014 et en 2025.

En complément du transfert du produit des frais de gestion de la TFPB pour permettre aux Départements de financer leur reste à charge sur les allocations individuelles de solidarité, l'Etat les a autorisés à relever le taux plafond des droits de mutation à compter du 1^{er} mars 2014 de 3,80 % à 4,50 %. Par une délibération du 13 janvier 2014, le Département a adopté l'augmentation du taux des DMTO à 4,50 % pour les actes passés et les conventions conclues depuis le 1^{er} mars 2014 en Seine-et-Marne.

Dans le contexte de contribution des collectivités territoriales au redressement des finances publiques et face à la situation financière fragile des Départements, la Loi de finances pour 2025 a relevé le taux

plafond des DMTO des Départements de 0,5 point le portant de 4,50 % à 5,0 % du 1^{er} avril 2025 au 31 mars 2028. Par une délibération en date du 14 février 2025, le Conseil départemental a relevé le taux de 4,50 % à 5,0 % pour les actes passés et les conventions conclues entre le 1er avril 2025 et le 31 mars 2028 en Seine-et-Marne. Cette hausse de 0,5 point du taux ne s'applique pas aux biens destinés à l'usage de sa résidence principale acquis par les acquéreurs en première propriété.

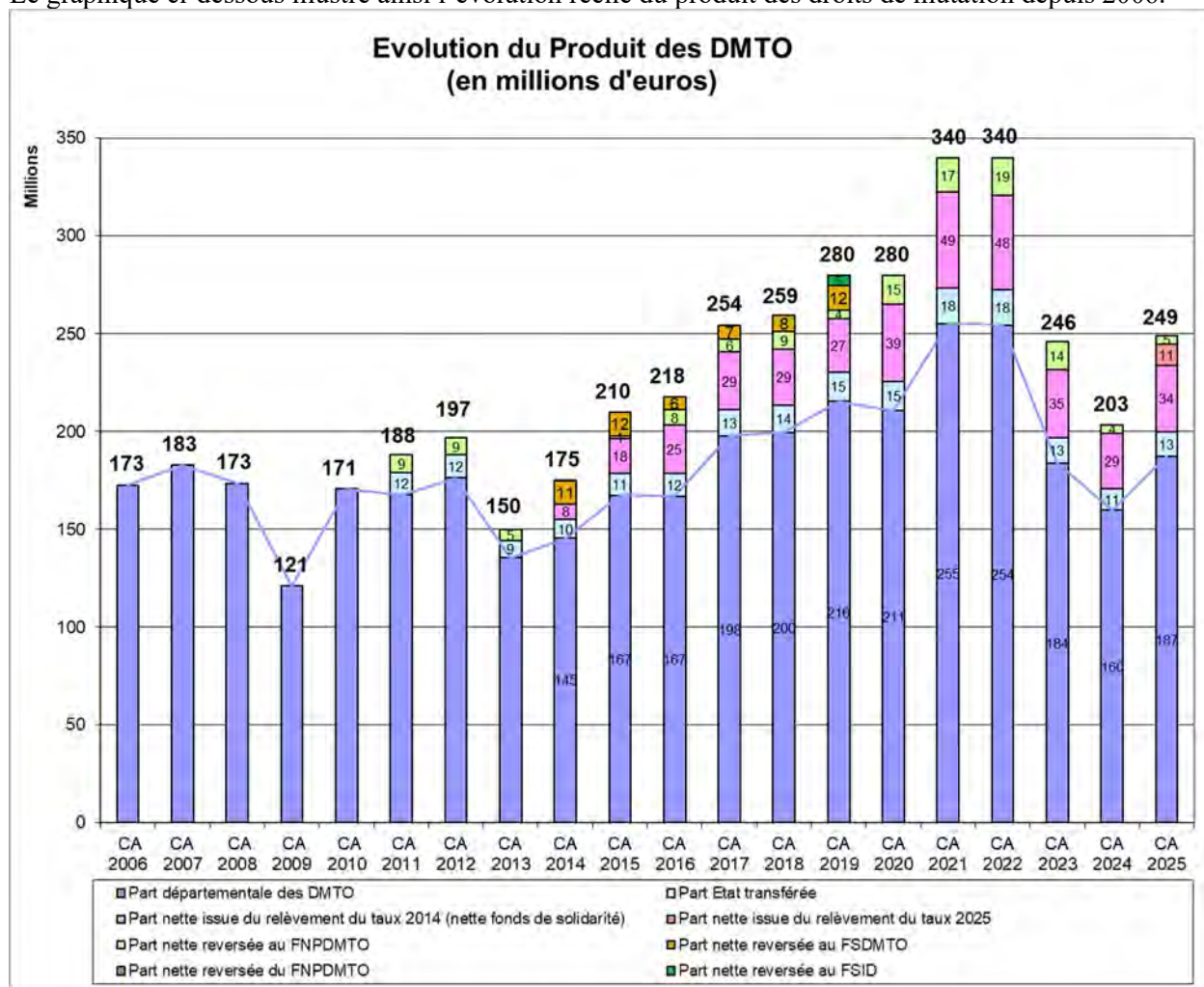
Le produit des Droits de Mutation à Titre Onéreux (DMTO) a augmenté de + 22,6 % en 2025 passant de 203,2 M€ à **249,2 M€**. Cette augmentation provient de la croissance de l'assiette estimée à + 17,5 % et de l'impact du relèvement du taux estimé à 10,9 M€ en 2025. Cette estimation du produit supplémentaire généré par la hausse de 0,5 point du taux tient compte :

- D'une application du relèvement du taux au 1^{er} avril 2025,
- De l'exonération des biens acquis par les acquéreurs en première propriété et destinés à l'usage de sa résidence principale évaluée à 34,2 % de l'assiette,
- Et du délai d'un mois dont disposent les notaires pour déposer les actes de vente à la conservation des hypothèques.

Pour comparer le produit des DMTO depuis 2006, le produit 2025 doit être corrigé :

- De la part Etat transférée pour compenser une partie de la suppression de la taxe professionnelle (évaluée à 12,7 M€),
- Du produit issu de la hausse du taux 2014 de 0,70 points (évalué à 33,5 M€),
- Du produit issu de la hausse du taux 2025 de 0,50 points (évalué à 10,9 M€),
- De la contribution nette au fonds national de péréquation des DMTO (4,7 M€).

Le graphique ci-dessous illustre ainsi l'évolution réelle du produit des droits de mutation depuis 2006.



Sur proposition de Départements de France, la péréquation horizontale sur les DMTO a été réformée en Loi de finances pour 2020. Depuis 2020, le fonds national de péréquation des droits de mutation à titre onéreux a remplacé les trois fonds de péréquation existants basés sur les DMTO : le fonds national de péréquation sur les DMTO (FNPDMTO) créé en 2011, le fonds de solidarité sur les DMTO (FSDMTO) créé en 2014 et le fonds de solidarité interdépartemental (FSID) créé en 2019.

Les ressources du fonds de péréquation sont réparties en trois enveloppes :

- La première enveloppe, égale à 250 M€, est répartie entre les Départements selon les mêmes modalités que celle du FSID actuel
- La deuxième enveloppe, égale à 52 % du solde, est répartie entre les Départements selon des modalités analogues à celles du FNPDMTO.
- La troisième enveloppe, égale à 48 % du solde, est répartie entre les Départements selon les mêmes modalités que celle du FSDMTO.

Le montant total mis en répartition en 2025 s'est élevé à 1,5 Md€ contre 1,9 Md€ en 2024.

Pour le Département de Seine-et-Marne, le **versement du fonds national de péréquation des droits de mutation** a atteint un montant de **14,8 M€** en 2025 contre 19,6 M€ en 2024. Le Département a bénéficié d'une attribution au titre de la deuxième et troisième enveloppe en raison de son potentiel financier par habitant inférieur au potentiel financier moyen des Départements. Parallèlement, le Département a contribué au fonds de péréquation des droits de mutation à hauteur de **19,5 M€** ce qui aboutit à une contribution nette du Département au fonds de **4,7 M€** en 2025 contre 4,0 M€ en 2024.

En compensation de la perte de deux recettes de fiscalité directe, le Département s'est vu attribué successivement deux parts de Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) évoluant de façon uniforme sur le territoire :

- La première compensant, depuis 2021, la perte de la part départementale de taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) dans le cadre de la réforme fiscale supprimant la taxe d'habitation sur les résidences principales
- Et la seconde compensant, depuis 2023, la part départementale de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) dans le cadre de la suppression progressive de la CVAE.

Au titre de la contribution au redressement des finances publiques, l'article 109 de la Loi de finances pour 2025 a stabilisé, exceptionnellement en 2025, les recettes de TVA affectées aux collectivités. Les modalités d'indexation de la TVA reversée aux collectivités ont également été modifiées. Elle est désormais indexée sur l'évolution de la TVA de l'année passée. La perte de recettes de ce dispositif visant à contribuer au redressement des finances publiques est estimée à 2,5 M€ pour le Département de Seine-et-Marne en 2025.

Malgré cette stabilisation, le produit des deux fractions de TVA perçu en 2025 a augmenté de + 0,5 % par rapport au produit perçu au titre de 2024 grâce aux reliquats de TVA perçus au titre de 2024. Le produit définitif 2024 s'est révélé supérieur au montant encaissé sur la base des prévisions de l'Etat en 2024.

La fraction de taxe sur la valeur ajoutée (TVA) compensant la part départementale de la TFPB du Département s'est élevée à **407,0 M€** en 2025 contre 404,9 M€ en 2024. Cette fraction comprend le produit de TVA perçu au titre de l'année 2025 égal au montant définitif 2024 pour 405,9 M€ et un reliquat de produit perçu au titre de 2024 pour 1,1 M€.

La fraction de taxe sur la valeur ajoutée (TVA) compensant la part départementale de CVAE perçue par le Département en 2025 s'est élevée à **92,7 M€** contre 92,2 M€ en 2024. Cette fraction comprend le produit de TVA perçu au titre de l'année 2025 égal au montant définitif 2024 pour 92,5 M€ et un reliquat de produit perçu au titre de 2024 pour 0,2 M€.

Parallèlement à ces deux fractions de TVA transférées en vue de compenser la perte de deux recettes fiscales directes, une fraction supplémentaire de TVA de 250 M€ a été accordée aux Départements qui cumulent fragilité sociale et insuffisance de ressources. Inéligible à cette fraction depuis son attribution

en 2022, le Département est devenu éligible en 2025 à la première part figée à 250 M€ en raison de son niveau de DMTO par habitant inférieur à la moyenne et de son taux de pauvreté supérieur à 12 %. Le Département a perçu un montant **5,8 M€** en 2025 au titre de la **première part de la fraction supplémentaire de TVA**.

Au total, le Département de Seine-et-Marne a perçu en 2025 un montant de TVA de 505,6 M€.

Instituée en remplacement de la Taxe Départementale des Espaces Naturels Sensibles (TDENS) et la Taxe destinée au financement des CAUE (TDCAUE) depuis le 1^{er} mars 2012, le produit de la **Taxe d'aménagement** (TA) a enregistré une baisse de - 44,5 %, passant de 10,3 M€ en 2024 à **5,7 M€** en 2025. Le produit de taxe d'aménagement a diminué de - 67,0 % entre 2023 et 2025. Cette chute du produit résulte de la combinaison de trois facteurs :

- L'atonie de la construction entraînant une baisse du nombre d'autorisations d'urbanisme,
- L'application de la réforme adoptée en Loi de finances pour 2021 opérant, depuis le 1^{er} septembre 2022,
 - o D'une part, un transfert de la gestion des taxes d'urbanisme des Directions Départementales des Territoires (DDT) à la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP) qui n'en assurait jusqu'alors que le recouvrement
 - o Et d'autre part, un report de la date d'exigibilité et du délai de versement de la taxe d'aménagement.

La taxe d'aménagement est désormais versée en un versement unique, si le montant est inférieur à 1 500 €, trois mois après la date d'achèvement des travaux ou en deux versements trois et six mois après la date d'achèvement des travaux. Pour rappel, le délai de versement de la TA et la date d'exigibilité en vigueur jusqu'au 31 août 2022 étaient de 12 et 24 mois après la date de délivrance de l'autorisation de construire ou d'aménager.

- Et les dysfonctionnements dans la collecte de la taxe liés à l'outil informatique et à la faiblesse de ses moyens humains.

Conformément à la répartition du taux adoptée par l'Assemblée départementale entre la politique des espaces naturels sensibles et le financement du CAUE, 0,2 % du taux voté de 2,2 % de la taxe d'aménagement est reversé au CAUE au cours de l'exercice d'encaissement.

La Taxe Spéciale sur les Conventions d'Assurance (TSCA) destinée à couvrir, d'une part, les charges relatives au SDIS et, d'autre part, les transferts de compétences intervenus en 2004, s'élève pour chacune de ces parts respectivement à **30,5 M€** (+ 10,1 % par rapport à 2024), et à **73,9 M€** en 2025 (+ 8,7 % par rapport à 2024).

Depuis 2011, la TSCA comprend également une nouvelle part accordée dans le cadre de la réforme de la fiscalité locale pour compenser, en partie, la suppression de la taxe professionnelle. Cette part a atteint en 2025 le montant de **80,7 M€** enregistrant une hausse de + **5,5 %** par rapport à 2024. Au total, le produit 2025 de la TSCA a été de **185,1 M€**.

La TSCA s'étant révélée insuffisante à couvrir l'intégralité des charges induites par les transferts de compétences intervenus en 2004, une part complémentaire de TICPE est affectée aux Départements depuis 2008. Cette part s'est élevée à **12,5 M€** en 2025 comme en 2024 et porte la compensation des transferts de compétences de 2004 à **86,4 M€** (+ 7,3 % par rapport à 2024).

Le produit de la **Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (TICPE)** s'est élevé au montant total à **82,0 M€** en 2025, enregistrant une hausse de + 0,4 % entre 2024 et 2025. Cette croissance est la conséquence directe de la progression de la nouvelle part de Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (TICPE) perçue par le Département en compensation du transfert de deux routes nationales depuis le 1^{er} janvier 2024. Cette nouvelle part de TICPE s'est élevée en 2025 au montant de **6,4 M€**.

Les autres parts de TICPE sont restées globalement stables entre 2024 et 2025. Outre la part complémentaire à la compensation des charges induites par les transferts de compétences intervenus en 2004 (**12,5 M€**), cet impôt indirect vise à compenser également à hauteur de **63,1 M€** pour 2025 les charges du Département au titre du RSA. Ce montant de compensation du RSA de 63,1 M€ est figé depuis 2014.

Le produit de la **Taxe intérieure sur la consommation finale d'Électricité** perçu par le Département en 2025 a atteint le montant de **16,1 M€** contre 16,5 M€ en 2024 enregistrant une évolution de - 2,8 %. La diminution de la part départementale de TICFE résulte de la baisse des quantités d'électricité fournies atténuée par les effets de l'inflation et s'explique par la mise en place de la réforme introduite par la Loi de finances initiale pour 2021. Dans un double objectif de simplification et d'harmonisation, la Loi de finances initiale pour 2021 a fusionné les taxes sur la consommation finale d'électricité et nationalisé leur gestion. Cette fusion des taxes opérant un élargissement de l'assiette a modifié de fait la dynamique de la recette qui est devenue plus sensible à l'activité économique du territoire, la consommation n'étant plus ciblée sur les petits et moyens consommateurs.

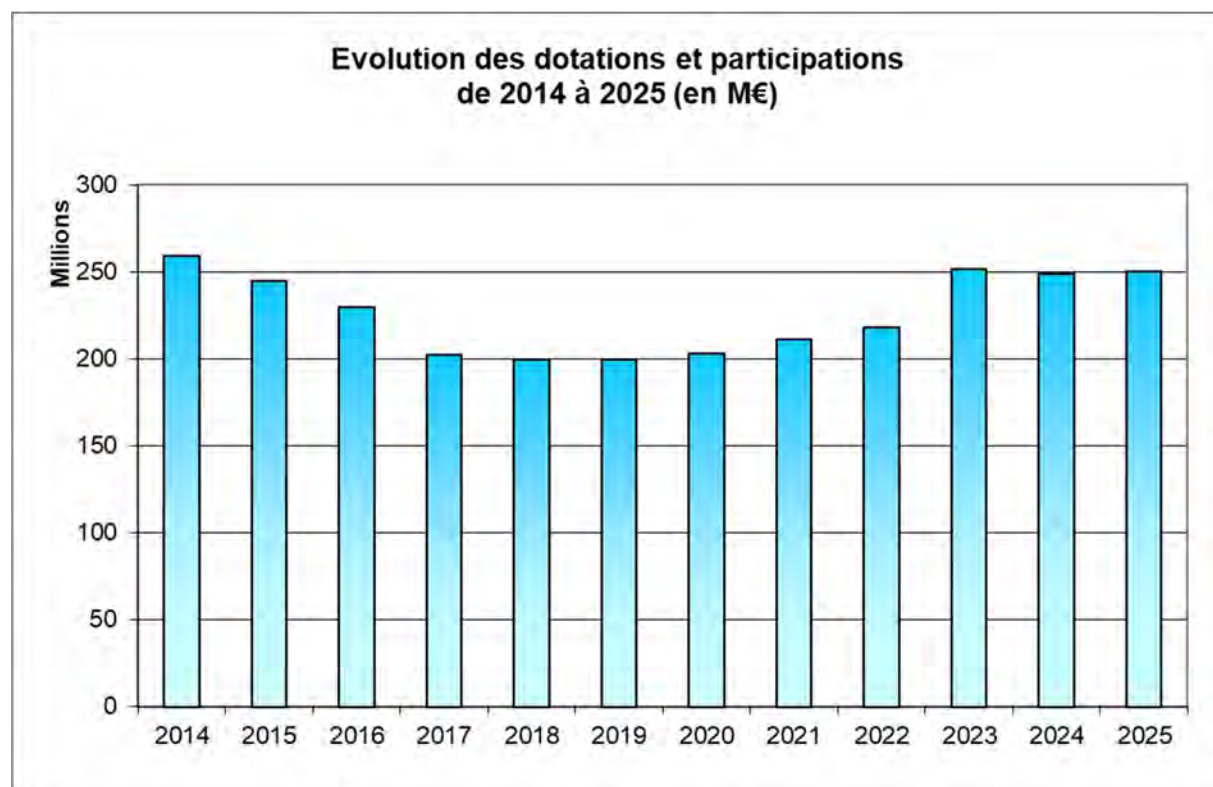
Le produit de la **redevance des mines** s'est élevé en 2025 à **2,1 M€** contre 2,2 M€ en 2024. La baisse du produit résulte de la diminution des tonnages extraits atténuée par la hausse des tarifs.

La Loi de finances pour 2024 a institué, à compter du 1er janvier 2024, une taxe sur l'exploitation des infrastructures de transport de longue distance (transports non urbains). Son produit est affecté, en majorité, à l'Agence de financement des infrastructures de transport de France et, en vue de contribuer au financement de l'entretien des voiries départementales et communales, en deux fractions représentant un douzième chacune, aux départements, aux communes et établissements de coopération intercommunale qui exercent la compétence voirie.

La répartition de ces fractions entre les affectataires est déterminée en fonction de la longueur de voirie en gestion selon des modalités définies par décret. Le Département a perçu, en 2025, un montant de **0,5 M€** au titre de la **Taxe sur l'exploitation des infrastructures de transport de longue distance (TEITLD)**, soit 114,2 € par km de voirie recensée.

Le produit de la **taxe additionnelle à la taxe de séjour** a augmenté de + **13,5 %** en 2025 pour atteindre près de **2,0 M€**.

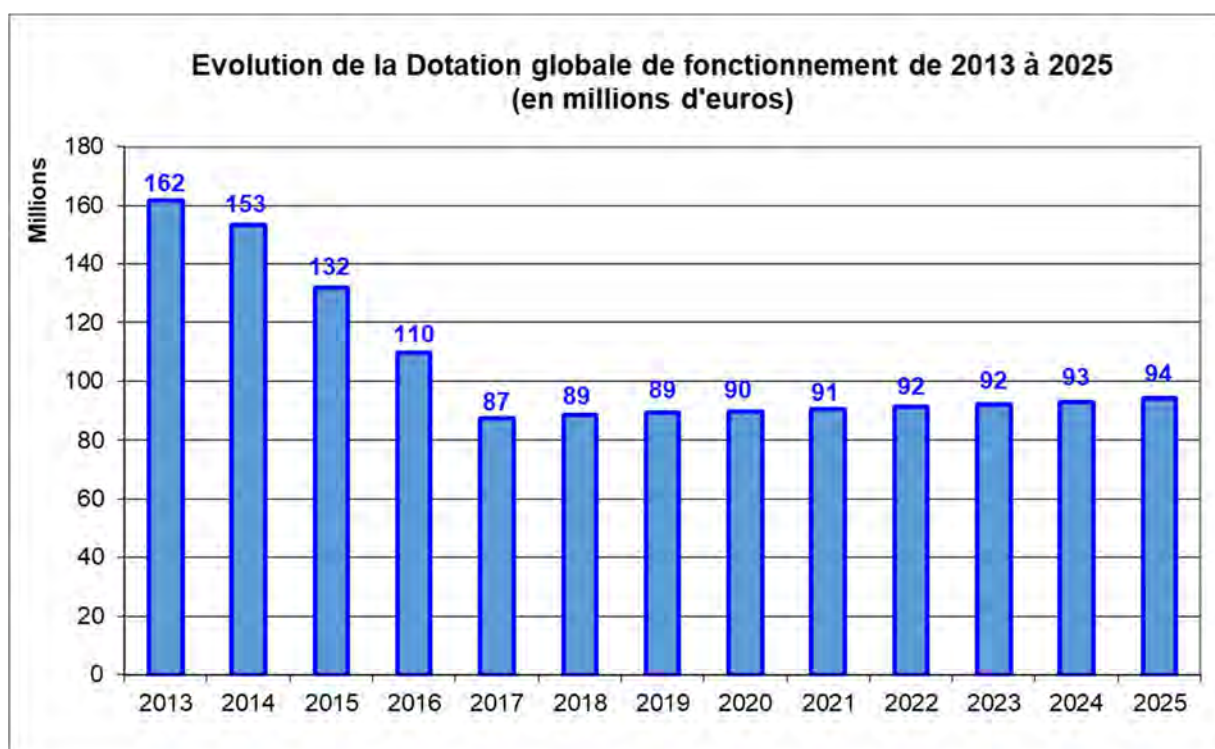
Les recettes liées aux dotations et participations augmentent de + **0,4 %** entre 2024 et 2025. Elles se sont élevées à **250,0 M€** en 2025 contre **249,1 M€** en 2024.



Le montant global de la **Dotation Globale de Fonctionnement** du Département de Seine-et-Marne a enregistré en 2025 une croissance de + 1,3 %, contre + 1,0 % en 2024, après de faibles progressions annuelles depuis 2018 (+ 0,7 % en 2023 et + 0,8 % en 2022). Ces faibles évolutions font suite à quatre années de baisses successives dues aux contributions au redressement des finances publiques appliquées de 2014 à 2017. La DGF du Département a été réduite sur la période de 79,2 M€.

Cette croissance de la DGF en 2025 résulte de la progression de + 1,1 M€ de la part dynamique de la population et de l'augmentation de + 0,1 M€ de la dotation de péréquation urbaine. La LFI pour 2025 avait prévu une augmentation des dotations de péréquation de la DGF des Départements de + 10 M€ comme chaque année depuis 2018.

Le montant global de la DGF s'est ainsi élevé en 2025 à **94,4 M€** contre **93,1 M€** en 2024 (soit + 1,2 M€ entre 2024 et 2025).



Pour respecter le maintien en valeur de l'enveloppe normée des dotations de l'Etat aux collectivités territoriales, les allocations compensatrices de fiscalité directe servent de variables d'ajustement. Depuis 2017, la Loi de finances a intégré la Dotation de Compensation de la Réforme de la Taxe Professionnelle (DCRTP) des Départements et des Régions, les allocations compensatrices de TH et les Fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle.

En 2025, la DCRTP du bloc communal, des Départements et des Régions ainsi que le FDPTP font l'objet d'une minoration. Les autres variables d'ajustement sont maintenues à leur niveau antérieur. La minoration des variables d'ajustement a été effectuée au prorata des recettes réelles de fonctionnement des bénéficiaires.

Le poste des **allocations compensatrices** du Département de Seine-et-Marne (dont la DCRTP) s'est élevé au montant global de 20,3 M€ en 2025 contre 21,1 M€ en 2024.

Après un montant diminué de - 2,2 % en 2024, la **Dotation de Compensation de la Réforme de la Taxe Professionnelle (DCRTP)** a diminué de - 4,3 % en 2025 et s'est élevée au montant de **17,5 M€**. Les **allocations compensatrices de fiscalité directe** sont restées stables au montant de **2,8 M€** en 2025.

La Dotation Générale de Décentralisation (DGD) enregistre une légère augmentation provenant de la DGD bibliothèques obtenue en 2025 pour 0,03 M€ et qui s'ajoute au montant figé de **4,1 M€**.

Créé en 2006 en vue de réduire l'écart entre la compensation et les charges induites par le RSA, le Fonds de Mobilisation Départemental pour l'Insertion (FMDI) a été pérennisé par la LFI pour 2017. Les attributions à la Seine-et-Marne du **Fonds de Mobilisation Départemental pour l'Insertion (FMDI)** se sont élevées au montant global de **10,2 M€** en 2025 contre 10,5 M€ en 2024.

Versée pour la première fois en 2017 par l'Etat, le Département a perçu en 2025 une **part de FCTVA en section de fonctionnement** d'un montant de **2,1 M€**. La LFI 2016 et la LFR 2015 ont élargi l'assiette des dépenses éligibles aux dépenses d'entretien des bâtiments publics et de la voirie à compter du 1^{er} janvier 2016.

Les autres participations de l'Etat passent de 7,5 M€ en 2024 à **5,6 M€** en 2025.

En 2025, les autres participations de l'Etat sont fléchées vers l'enfance pour **2,9 M€**, et vers l'insertion, pour **1,6 M€**. Les recettes de personnel se sont élevées en 2025 à **0,9 M€**, alors que dans le secteur culturel, musées et lecture publique, les aides de l'Etat ont représenté **0,2 M€**.

Les recettes de la CNSA enregistrent en 2025 une croissance globale de **+18,6 %** pour atteindre le montant de **77,7 M€** contre **65,5 M€** en 2024. Cette progression provient pour l'essentiel de la hausse de la participation de la CNSA au titre des personnes âgées (39,9 M€ soit +15,2 % par rapport à 2024) et de la participation au titre des personnes handicapées (21,1 M€ soit +10,6 % par rapport à 2024). 2025 est la première année d'application de la réforme introduite par la Loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 qui a procédé à la fusion de cinq des douze concours de la CNSA en deux principaux concours. Les participations CNSA comprennent également les participations au titre de la conférence des financeurs pour 2,1 M€ ainsi que d'autres participations CNSA au titre de la dotation complémentaire, du Ségur ou du fonds de soutien mobilité notamment.

Les autres participations diminuent de **-21,5 %** de 2024 à 2025 et s'élèvent en 2025 à **35,6 M€** contre 45,3 M€ en 2024.

Elles comprennent les participations **d'Ile-de-France Mobilités (IDFM)** en faveur des transports scolaires d'un montant de **25 M€** en 2025. Cette participation se décompose entre celle au titre des **circuits spéciaux scolaires** pour **8,1 M€** et celle en faveur des **transports des élèves et étudiants handicapés** pour **16,9 M€**. Figurent également dans ce poste la **participation des familles à la restauration scolaire** pour **0,4 M€** ainsi que les participations du **FSE (9,4 M€)**.

Le poste des **autres recettes** diminue de **-0,2 %** pour un volume de **34,96 M€** en 2025 contre **35,0 M€** en 2024.

Cette légère diminution s'explique pour l'essentiel par les diminutions du poste des **produits du domaine et de gestion courante** dont le montant a atteint **17,3 M€** en 2025 contre 19,5 M€ en 2024 et du poste des **recouvrements sur les dépenses d'aides sociales** qui sont passés de 12,7 M€ en 2024 à 11,4 M€ en 2025. De même, mais dans une moindre mesure, le montant des **produits financiers** est passé de 0,6 M€ en 2024 à **0,55 M€** en 2025.

Ces diminutions ont été pour l'essentiel compensées par le poste des reprises sur provisions qui s'est élevé en 2025 à près de 3,0 M€ alors qu'il n'enregistrait aucune reprise sur provisions en 2024.

Le montant des **produits exceptionnels** a également augmenté de **+30,2 %** en 2025 et s'est élevé à **2,8 M€** en 2025 contre 2,1 M€ en 2024.

2-4 – La sous-compensation des trois allocations individuelles de solidarité

(AIS)

A l'issue de l'exécution 2025, il vous est rendu compte de la situation du financement pour le Département de Seine-et-Marne des trois allocations individuelles de solidarité que sont :

- L'allocation personnalisée d'autonomie (APA),
- Le revenu de solidarité active (RSA),
- Et la prestation de compensation du handicap (PCH).

Pour respecter les principes constitutionnels en cas de transferts de charges, l'Etat a attribué des **recettes de compensation pour chacune des trois allocations individuelles de solidarités**.

Pour le RMI confié aux Départements en 2003 devenu RSA Socle en 2009, l'Etat a compensé ces dépenses avec le transfert :

- D'une fraction de la Taxe Intérieure sur les Produits Pétroliers renommée Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (TICPE),
- Complétée, à partir de 2009, suite au transfert aux Départements de la charge de l'API (allocation de parent isolé) dans le RSA, par une fraction supplémentaire de TICPE.

Dans l'objectif d'améliorer le financement des dépenses d'insertion, l'Etat a créé, en 2006, le Fonds de Mobilisation Départemental pour l'Insertion (FMDI). Ce fonds a été reconduit chaque année depuis 2006 puis pérennisé en Loi de finances initiale pour 2017.

Pour l'APA versé depuis 2002, les dépenses n'ont pas été accompagnées d'un droit à compensation mais d'un financement apporté pour 1/3 par la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie (CNSA) et pour les 2/3 par les Départements. Le concours de la CNSA de la part d'APA historique dite « APA 1 » est complétée en 2016 par un concours de la CNSA « APA 2 » suite à la création de la seconde part d'APA créée par la loi d'adaptation de la société au vieillissement.

Enfin, s'agissant de la PCH, créée en 2005, elle a donné lieu à la mise en place d'un concours financier versé par la CNSA aux Départements.

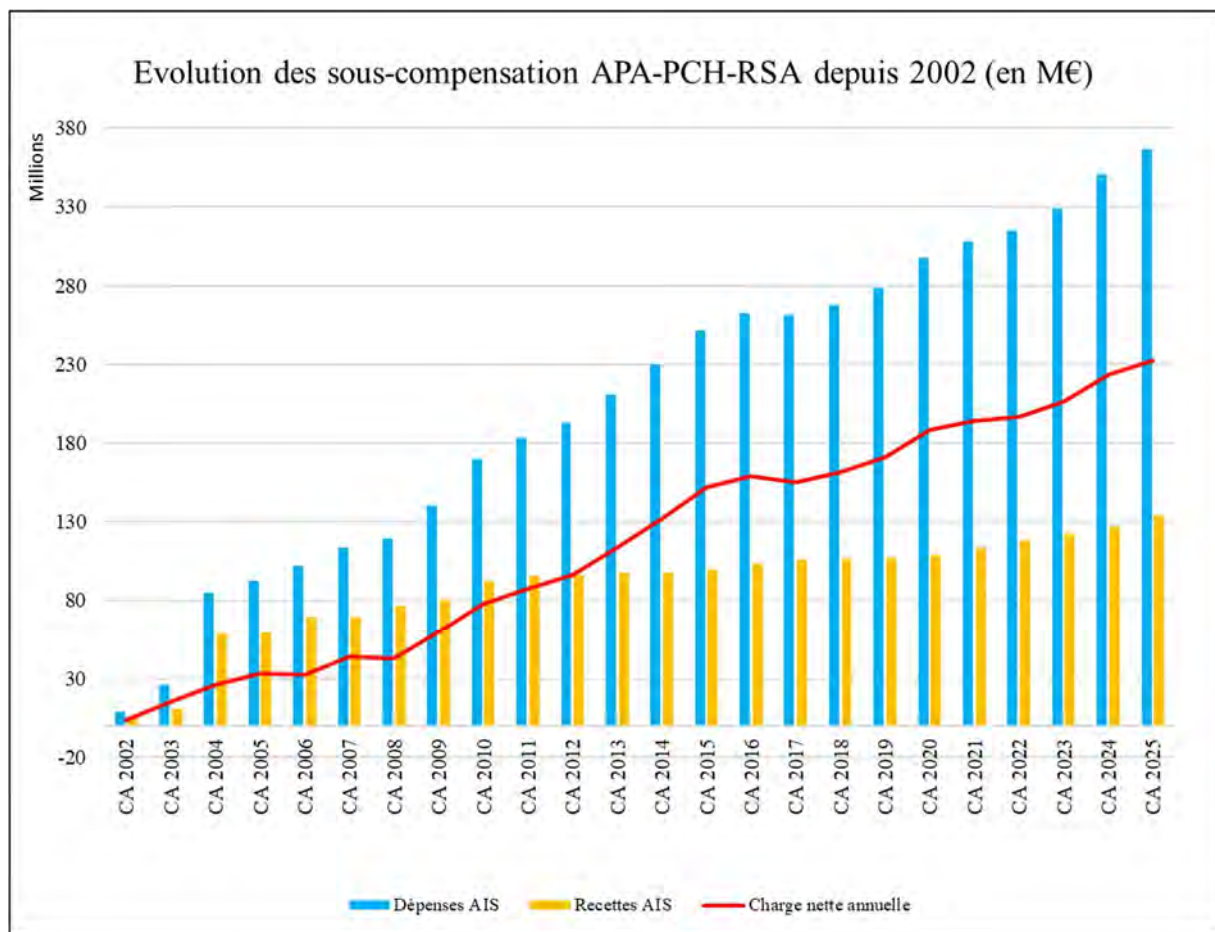
Depuis 2002, le Département est confronté à un reste à charge croissant résultant, d'une part, de la croissance continue de ses dépenses consacrées aux trois allocations individuelles de solidarité et, d'une part, des compensations insuffisantes.

En 2025, les compensations accordées par l'Etat au titre des trois allocations couvrent 36,6 % du coût des allocations. La charge nette pour le Département atteint 232,2 M€ au titre de la seule année 2025.

En euros	Charge	Compensation	Taux de couverture (%)	Charge nette pour le Département
APA	87 178 692	39 872 676	45,7%	47 306 016
PCH	62 697 204	21 073 008	33,6%	41 624 197
RMI/RSA	216 589 811	73 303 858	33,8%	143 285 953
Total	366 465 708	134 249 542	36,6%	232 216 166

En cumulé pour le Département de Seine-et-Marne depuis 2002, le reste à charge des trois AIS atteint le montant de 2 803,4 M€ en 2025, impactant lourdement les équilibres financiers de notre Département à l'instar de ce que subissent tous les Départements.

Le graphique ci-dessous montre l'évolution des restes charges depuis 2002.



Face à ses restes à charges croissants pour l'ensemble des Départements, l'Etat a accordé aux Départements des **recettes complémentaires**.

Suite au Pacte de confiance et de responsabilité du 16 juillet 2013 et dans l'objectif d'assurer un meilleur financement des allocations individuelles de solidarité, la Loi de finances pour 2014 a allouée aux Départements, à compter de 2014, deux nouvelles recettes départementales :

- Le produit des frais de gestion de la taxe foncière sur les propriétés bâties,
- Et le relèvement du taux plafond des DMTO de 3,8 % à 4,5 % offrant la possibilité aux Départements d'augmenter leurs recettes. Par une délibération du 13 janvier 2014, le Département a adopté l'augmentation du taux des DMTO à 4,50 % pour les actes passés et les conventions conclues à compter du 1^{er} mars 2014 en Seine-et-Marne.

Parallèlement, la LFI pour 2014 a augmenté la péréquation horizontale entre Départements en créant le fonds de solidarité sur les DMTO à compter de 2014.

En 2020, deux modifications législatives notables ont été introduites.

En premier lieu, la LFI pour 2020 a réformé la péréquation horizontale sur les DMTO. Le FSDMTO a fait l'objet en 2020 d'une fusion avec les deux autres fonds de péréquation existants sur les DMTO. Son suivi au sein des compensations des AIS n'est ainsi plus possible à compter de 2020.

En second lieu, sous couvert de « clarifier l'intention initiale du législateur » lors du « Plan pluriannuel contre la pauvreté et pour l'inclusion » adopté le 21 janvier 2013, la Loi de finances pour 2020 a codifié en tant que mécanismes de compensations allouées au seul financement des revalorisations exceptionnelles de RSA, les recettes allouées aux Départements en 2014 dans le cadre du Pacte de confiance et de responsabilité. Cette disposition a été adoptée dans le contexte du contentieux relatif à

la compensation des décrets de revalorisation du RSA engagé par trois départements, de la reprise en charge par l'Etat du financement des dépenses de RSA en Outre-Mer ainsi que dans l'optique d'une éventuelle recentralisation du RSA.

Ces recettes complémentaires ont représenté, en 2025, pour le Département un montant de 51,0 M€ réduisant le reste à charge au titre des trois AIS à **181,2 M€** en 2025 et portant le taux de couverture à 50,6 %. En cumulé sur la période 2002 – 2025, le reste à charge atteint, avec ces recettes complémentaires, le montant de **2 280,1 M€** portant le taux de couverture à 54,0 %.

Confronté à des restes à charges croissants pour l'ensemble des Départements, la question de la **recentralisation du RSA** s'est posée.

En 2015 et 2016, en réponse à la demande des Départements, le Gouvernement avait proposé à l'Assemblée des Départements de France (ADF), une reprise en charge par l'Etat du financement du RSA, à condition que les départements s'engagent à renforcer l'accompagnement de ses bénéficiaires vers l'insertion et l'emploi. Les négociations s'étaient achevées sur un désaccord entre l'Etat et l'ADF. L'ADF avait refusé l'année de référence proposée par le Gouvernement particulièrement défavorable aux Départements.

Financé à l'origine par l'ensemble des Départements qui attribuent le droit au RSA, le revenu de solidarité active (RSA) ou le revenu de solidarité (RSO) a été recentralisé dans les Départements ou collectivités d'Outre-Mer :

- À compter du 1er janvier 2019 pour le RSA de la collectivité territoriale de Guyane et le Département de Mayotte.
- À compter du 1er janvier 2020 pour le RSA et le RSO du Département de la Réunion pour le RSO de la Guyane.

A la faveur de la crise sanitaire et économique et de la croissance du nombre des allocataires et des dépenses de RSA en résultant, l'Etat a proposé en octobre 2020 au Département de Seine-Saint-Denis d'expérimenter la reprise en charge du financement du RSA et d'ouvrir des négociations pour en déterminer les modalités financières notamment. Le Département de Seine-Saint-Denis et l'Etat ont signé le 19 octobre 2021 un protocole d'accord prévoyant son expérimentation à partir de 2022. En contrepartie de la recentralisation, le Département s'est engagé à doubler les crédits consacrés à l'insertion des allocataires.

Traduisant l'engagement de l'Etat, la Loi de finances pour 2022 a offert la **possibilité** aux Départements et collectivités à statut particulier **d'expérimenter**, dès le 1^{er} janvier 2022, le transfert à l'Etat de l'instruction administrative, de la décision d'attribution, du contrôle administratif et du financement de ces allocations. Il précise que « cette expérimentation doit concourir au renforcement des politiques d'insertion des conseils départementaux qui s'engageraient dans cette voie ». L'expérimentation prendra fin au plus tard le 31 décembre 2026.

Pour compenser la recentralisation de ces dépenses de RSA estimées sur la base de leur moyenne annuelle sur trois ans (2018-2020), la LFI pour 2022 dispose que l'Etat procèdera, parallèlement à la reprise des ressources suivantes :

- Des financements historiques tels que les fractions de TICPE socle et API,
- Et des recettes d'accompagnement que sont le fonds de mobilisation départementale pour l'insertion (FMDI) et le dispositif de compensation péréquée (DCP ou frais de gestion de la TFPB).

Au nom du principe de neutralité financière des transferts, le solde non couvert par les recettes historiques et les recettes d'accompagnement est compensé par la reprise complémentaire, dans l'ordre :

- D'une fraction maximum de 20 % du produit des DMTO,
- D'un montant fixe prélevé sur la dotation de compensation de la DGF,
- D'un montant fixe prélevé sur la dotation forfaitaire de la DGF,
- Et, en dernier ressort, d'un montant fixe prélevé sur le produit de la TVA.

Le décret du 26 octobre 2022 est venu préciser les trois critères cumulatifs d'éligibilité à l'expérimentation du RSA suivants :

- Un reste à charge par habitant du Département supérieur à 1,2 fois le reste à charge national moyen par habitant,
- Une proportion de bénéficiaires du RSA dans la population du département supérieure à 1,2 fois cette même proportion dans l'ensemble des départements,
- Et un revenu moyen par habitant du département inférieur à 0,9 fois le revenu moyen par habitant de l'ensemble des départements.

Au regard, de ces critères, le Département de Seine-et-Marne n'est pas éligible à ce dispositif.

Trois Départements participent à l'expérimentation de la recentralisation du RSA : le Département de Seine-Saint-Denis et le Département des Pyrénées Orientales depuis le 1^{er} janvier 2022 et le Département de l'Ariège depuis le 1^{er} janvier 2023.

Si le Département de Seine-et-Marne ne participe pas à l'expérimentation, il en subit, au même titre que les autres Départements non expérimentateurs, les impacts indirects sur les potentiels financiers, les dotations et la péréquation de l'ensemble des départements.

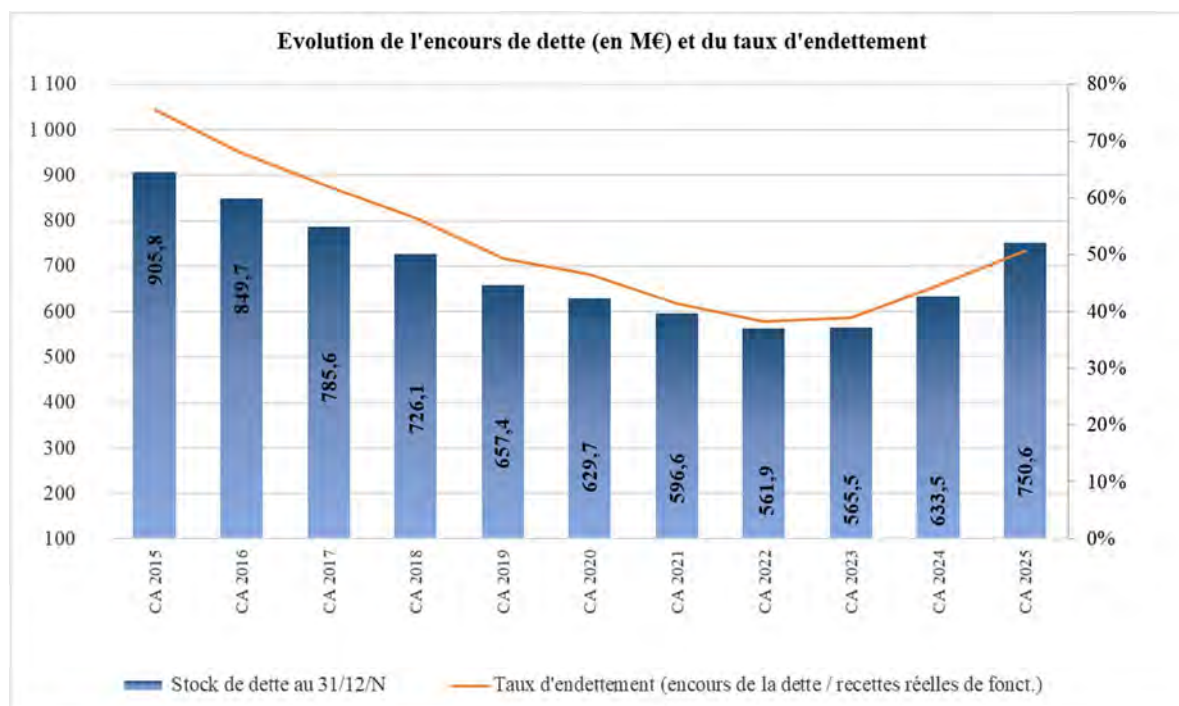
Cette expérimentation et les reprises de ressources correspondantes posent des questions d'égalité entre les Départements expérimentateurs et les autres en matière de potentiel financier notamment et, par suite, dans la répartition des dotations et des fonds de péréquation. Le produit des DMTO (moyenne sur 5 ans), les dotations de compensation et forfaitaire de la DGF sont des composantes du calcul du potentiel financier. Par conséquent, le potentiel financier des Départements expérimentateurs est considérablement réduit au détriment des autres Départements, qui peuvent alors voir leurs versements aux fonds de péréquation diminuer, voire perdre leur éligibilité à certains fonds.

Le potentiel fiscal ou financier est utilisé dans la répartition de nombreuses dotations ou fonds de péréquation tels que la DGF (écrêtement et dotation de péréquation), le FMDI, le Fonds National de Péréquation sur les DMTO (FNPDMTO), le Fonds de Solidarité des Départements d'Île-de-France (FSDRIF), le Fonds National de Péréquation de la CVAE (FNPCVAE) ou les concours APA, PCH et MDPH.

Par ailleurs, la LFI pour 2022 a modifié la répartition du FNPDMTO dans un objectif affiché de neutralisation des effets de la recentralisation du RSA. Elle prévoit que, pour les Départements expérimentant la recentralisation du RSA, l'assiette des DMTO utilisée pour le calcul des prélèvements est minorée du pourcentage des DMTO repris dans le cadre de la recentralisation au motif qu'ils ne perçoivent pas ce produit. Le prélèvement des Départements expérimentateurs est ainsi diminué et leur versement augmenté.

L'expérimentation de la recentralisation du RSA et ses conséquences indirectes apparaît en effet particulièrement injuste pour les Départements qui n'expérimentent pas la recentralisation du RSA, et qui doivent par ailleurs continuer à assumer les dépenses de RSA sous compensées.

2-5 – Situation financière



Le stock de dette long terme du Département au 31/12/2025 s'établit à 750,5 M€, soit en augmentation par rapport à 2024. Le taux d'endettement (correspondant à l'encours de dette divisé par les recettes réelles de fonctionnement) s'élève au 31/12/2025 à 50,6 %. Ce niveau est ainsi en dégradation par rapport à celui de 2024 (44,5 %) suite à une hausse du numérateur, ce qui indique une dégradation de la capacité de désendettement du Département.

En 2025, le Département de Seine-et-Marne a procédé au remboursement de 93,4 M€ d'emprunt et a souscrit un montant de 210,5 M€ de dette nouvelle. Cela représente une augmentation de son encours de dette de 117,1 M€ (soit + 15,6%).

La capacité de désendettement (c'est-à-dire le nombre d'années dont aurait besoin le Département pour rembourser intégralement son stock de dette s'il y consacrait l'ensemble de l'épargne dégagée par la section de fonctionnement), représente 6,7 années d'épargne brute. Ce niveau est en amélioration par rapport à l'exercice précédent 2024 (7,4 années).

Début 2025, le Département disposait d'un encours de tirage de 50 M€ sur le contrat pluriannuel d'emprunt signé en décembre 2020 avec la Banque Européenne d'Investissement (BEI). Aucune mobilisation n'a été effectuée en 2025.

A cela s'ajoutait, une disponibilité de 16,9 M€ sur les 2 contrats dit « revolving » (ou à encours variable) remboursés au cours de l'exercice 2025. Ces contrats permettent de réaliser des mobilisations et des remboursements de dette de long terme dans la limite d'un plafond annuel. A fin 2025, il ne reste qu'un emprunt « revolving » avec un encours de 12,6 M€.

Le besoin de financement long terme a été couvert à hauteur de 107 % grâce aux emprunts bancaires (170 M€) et aux émissions obligataires (25 M€).

2-6 – Affectation du résultat

Il convient enfin de procéder à l'affectation du résultat de fonctionnement. Je vous en rappelle ci-après le montant :

Résultat propre à la gestion 2023	Résultat antérieur	Résultat à affecter
15 418 675,88	30 903 776,65	46 322 452,53

Au budget supplémentaire 2026, les restes à réaliser d'un montant de **1 077 865,50 €**, seront couverts par la reprise de l'excédent d'investissement du budget principal qui s'établit à **6 642 211,08 €** et l'excédent de fonctionnement de **39 680 231,45 €** sera repris en section de fonctionnement.

3 - Comptes administratifs des services à comptabilité distincte

3-1 – Equipements culturels

Ce budget annexe a été créé en 2005, à l'occasion de la reprise par le Département du Musée de l'Ecole de Barbizon dont les activités commerciales sont assujetties à la TVA. Il enregistre, en 2025, pour l'ensemble des boutiques des musées départementaux et du Château de Blandy-les-Tours, un excédent d'exploitation de **1 711 851,07 €**. Je vous propose de reporter l'intégralité de cet excédent lors du budget supplémentaire 2026.

3-2 – S.D.A.U.E.

Ce budget annexe a été créé en 2023 par l'unification et la reprise en régie de l'activité de deux foyers publics autonomes : Alizé et le Foyer de Meaux. Cette décision montre l'engagement du Département et sa volonté de s'impliquer encore plus fortement et directement au cœur de la politique de prévention et de protection de l'enfance.

L'excédent 2025 à affecter lors du budget supplémentaire 2026 s'élève à **1 689 950,50 €** et se décompose entre un excédent d'investissement de **1 002 205,90 €** et un excédent de fonctionnement de **687 744,60 €** après couverture des reports de **7 832,83 €**.

3-3 - Restauration scolaire

Ce budget annexe créé en 2024 présente fin 2025 un excédent de **5 928 909,19 €** qui se décompte en un excédent d'investissement de **469 169,08 €** et un excédent de fonctionnement de **5 459 740,11 €**, suite au versement de la participation départementale à hauteur de **27 793 118,62 €** et après couverture des reports de **104 247,81 €**.

4 – Bilan financier de la politique relative aux Espaces Naturels Sensibles et de l'affectation de la taxe d'Aménagement / ENS – Exercice 2025

La loi du 18 juillet 1985 a donné la possibilité aux Départements d'exercer une compétence volontaire pour « la préservation de la qualité des sites, paysages et milieux naturels » situés sur leur territoire. En Seine-et-Marne, la politique relative aux Espaces Naturels Sensibles (ENS) est mise en œuvre depuis 1991 grâce à deux outils :

- foncier avec la création de périmètres, dans lesquels le Département exerce un droit de préemption,
- financier avec la mise en place et la perception de la Taxe d'Aménagement (TA) anciennement Taxe Départementale des Espaces Naturels Sensibles (TDENS). Cette taxe a été décidée par l'Assemblée départementale le 17 octobre 2011, et son taux a été fixé à 2 % pour les ENS.

Le présent rapport rend compte, pour l'année 2025, de l'utilisation de la Taxe d'Aménagement, pour sa part dédiée aux ENS.

A - BILAN FONCIER 2025

La maîtrise foncière, par acquisition à l'amiable ou par droit de préemption d'espaces naturels, permet au Département et aux Collectivités territoriales partenaires, d'engager les mesures nécessaires à leur préservation, tout en garantissant leur accès au public.

LES SITES CLASSÉS ESPACES NATURELS SENSIBLES

La surface totale de sites classés en ENS est de 7 346,57 ha, répartis sur 102 sites au 31 décembre 2025.

Au sein de ces sites classés, la surface soumise au droit de préemption des ENS est de 6 072,6 ha. Elle se répartit de la façon suivante :

- 2 897,67 ha avec un droit de préemption départemental,
- 858,51 ha avec un droit de préemption communal,
- 26,1 ha avec un droit de préemption intercommunal,
- 2 196,42 ha avec un droit de préemption régional,
- 93,9 ha avec un droit de préemption revenant à l'État.

Parmi les 7 346,57 ha de sites classés en ENS, la surface restante non soumise au droit de préemption des ENS, acquise par procédure d'acquisition amiable, est de 1 273,97ha. Elle se répartit de la façon suivante :

- 1 188,26 ha acquis par le Département,
- 85,71 ha acquis par des Communes.

LE FONCIER DÉPARTEMENTAL ESPACES NATURELS SENSIBLES

Les acquisitions départementales par voie de préemption, d'expropriation ou par voie amiable :

Au cours de la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2025, quatre dossiers d'acquisition par préemption, pour un total de 6001 m² dans les ENS départementaux « La butte et le marais de Flagy », « Le marais du Lutin », « Le marais tourbeux », « La basse vallée de l'Aubetin » et « Les îles de l'Orvanne » et, six dossiers d'acquisition par expropriation, pour un total de 22 857 m² dans l'ENS « Le marais du Lutin », ont abouti.

BILAN

Au 31 décembre 2024, le Département était propriétaire de 1 777,69 ha de terrains au titre des ENS.

Ainsi, au 31 décembre 2025, le Département est propriétaire de 1 780,57 ha répartis de la façon suivante :

- 592,31 ha dans les périmètres de préemption ;
- 1 188,26 ha acquis hors périmètre de préemption.

Les Espaces Naturels Sensibles départementaux ouverts au public

On compte à ce jour 22 ENS départementaux ouverts au public, soit environ 1 170 ha.

CONCLUSION

La surface totale concernée par la politique ENS sous maîtrise d'ouvrage départementale (périmètres de préemption départementaux et acquisitions amiables départementales) couvre près de 0,70 % du territoire seine-et-marnais et les propriétés départementales au titre des ENS (actes notariés signés et promesses de vente confondues) couvrent 0,29% du territoire seine-et-marnais.

B - BILAN D'UTILISATION DE LA TAXE DEPARTEMENTALE DES ENS / TAXE D'AMÉNAGEMENT

Le tableau ci-après fait apparaître, par année, depuis l'instauration de la Taxe Départementale des Espaces Naturels Sensibles en 1992, et de la Taxe d'Aménagement dédiée aux ENS depuis mars 2012, l'ensemble des dépenses réalisées et des recettes effectivement perçues (décompte arrêté au 31 décembre 2025).

	Dépenses	Dépenses de	Total	Recettes	Disponible	Autres
Année	d'Investissement	Fonctionnement	des dépenses	TDENS/TA	TDENS/TA	recettes
	en €	en €	en €	en €		en €
1992	109 001,05	26 651,54	135 652,59	111 065,49	-24 587,10	0
1993	395 640,92	159 615,56	555 256,48	851 567,90	296 311,42	32 776,54
1994	1 323 040,29	481 787,51	1 804 827,80	1 498 656,84	-306 170,96	50 765,52
1995	402 224,01	492 870,90	895 094,91	1 380 774,11	485 679,20	119 367,58
1996	238 221,44	466 782,14	705 003,58	1 369 598,69	664 595,11	170 819,43
1997	1 641 873,21	685 748,33	2 327 621,54	1 615 845,26	-711 776,28	160 071,47

	Dépenses	Dépenses de	Total	Recettes	Disponible	Autres
Année	d'Investissement	Fonctionnement	des dépenses	TDENS/TA	TDENS/TA	recettes
	en €	en €	en €	en €		en €
1998	2 021 276,98	788 043,81	2 809 320,79	2 273 174,46	-536 146,33	40 094,09
1999	2 220 707,97	1 436 177,60	3 656 885,57	3 886 714,07	229 828,50	0
2000	3 314 275,81	2 854 959,00	6 169 234,81	4 592 538,23	-1 576 696,58	112 293,95
2001	2 037 614,21	1 918 488,64	3 956 102,85	4 601 300,54	645 197,69	78 732,29
2002	2 529 624,59	2 009 137,65	4 538 762,24	5 186 000,48	647 238,24	6 562,25
2003	2 632 231,27	3 392 005,65	6 024 236,92	5 302 670,17	-721 566,75	123 417,52
2004	4 256 305,12	3 046 833,50	7 303 138,62	6 192 545,22	-1 110 593,40	214 187,25
2005	4 656 396,76	3 657 048,55	8 313 445,31	3 966 086,17	-4 347 359,14	21 177,80
2006	3 359 361,70	3 479 397,31	6 838 759,01	4 512 232,83	-2 326 526,18	54 243,72
2007	6 114 413,98	4 151 397,42	10 265 811,40	4 934 683,10	-5 331 128,30	61 650,00
2008	7 578 373,92	4 310 158,01	11 888 531,93	6 249 701,00	-5 638 830,93	770 371,23
2009	4 962 953,60	3 321 072,31	8 284 025,91	6 465 856,81	-1 818 169,10	435 463,94
2010	3 266 030,18	3 035 618,43	6 301 648,61	5 905 211,00	-396 437,61	46 108,38
2011	12 316 110,78	3 122 021,07	15 438 131,85	9 797 823,00	-5 640 308,85	441 263,79
2012	10 342 112,76	3 006 431,73	13 348 544,49	9 748 386,00	-3 600 158,49	204 902,92
2013	10 937 124,56	3 219 716,95	14 156 841,51	9 873 354,38	-4 283 487,13	87 373,76
2014	8 278 243,89	2 886 310,66	11 164 554,55	7 824 947,29	-3 339 607,26	127 346,48
2015	8 861 496,17	2 898 260,01	11 759 756,18	12 477 731,31	717 975,13	326 002,65
2016	7 562 341,92	2 805 981,07	10 368 322,99	14 259 225,51	3 890 902,52	135 642,12
2017	5 256 702,07	2 725 292,03	7 981 994,10	15 282 285,80	7 300 291,70	21 419,32
2018	4 802 970,59	3 086 528,96	7 889 499,55	16 727 181,02	8 837 681,47	55 782,72
2019	4 983 350,48	2 977 996,39	7 961 346,87	15 927 037,20	7 965 690,33	33 989,49
2020	10 169 835,34	3 423 890,24	13 593 725,58	15 696 412,87	2 102 687,29	7 413,17
2021	12 839 635,23	3 482 921,28	16 322 556,51	13343 230,62	-2 979 325,89	59 831,20
2022	8 896 181,37	3 631 704,02	12 527 885,39	15 923 697,51	3 395 812,12	1 161 660,22
2023	14 983 667,65	4 048 733,11	19 032 400,76	15 443 442,50	-3 588 958,26	475 289,00
2024	10 885 609,76	3 912 080,62	14 797 690,38	8 227 717,20	-6 569 973,18	569 869,85
Sous-totaux	184 174 949,58	84 941 662,00	269 116 611,58	251 448 694,58	-17 667 917,00	6 205 889,65
2025	9 513 730,22	3 497 940,68	13 011 670,90	5 124 793,66	-7 886 877,24	223 888,91
TOTAL	193 688 679,80	88 439 602,68	282 128 282,48	256 573 488,24	-25 554 794,24	6 429 778,56

1 - Les recettes

La Taxe d'Aménagement instituée depuis le 1^{er} mars 2012 en remplacement de la Taxe Départementale des Espaces Naturels Sensibles (TDENS) et de la Taxe Départementale destinée au financement du CAUE (TDCAUE), s'élève en 2025 à 5 731 238,40 €. Ce produit diminué des indus de taxe d'aménagement restitués en 2025 atteint le montant de 5 637 273,01. Conformément à la répartition du taux adoptée par l'Assemblée départementale entre la politique des ENS et le financement du CAUE, une première part est reversée au CAUE pour un montant de 512 479,35 €. Le montant restant est affecté aux ENS, soit 5 124 793,66 €.

A ces recettes issues de la fiscalité sur les autorisations d'urbanisme s'ajoutent 61 388,91 € de recettes issues de la section de Fonctionnement et 162 500 € de recettes issues de la section d'investissement.

De 1992 à 2025, les recettes liées seulement à la TDENS/TA se sont élevées à 256 573 488,24 €, les autres recettes représentant un peu plus de 6,42 millions d'euros.

2 - Les dépenses de fonctionnement

La part des dépenses de fonctionnement s'élève au total pour l'année 2025 à **3 497 940,68 €**. Elle représente à la fois des dépenses directes (travaux d'entretien, études, subventions, cotisations) et indirectes (moyens de fonctionnement, frais de personnel).

La dépense directe concernant l'entretien courant des ENS départementaux (hors frais de personnel) est à hauteur de 358 643,13 €. S'ajoutent des frais d'études pour un total de 96 273 € pour des inventaires intégrés dans les plans de gestion.

Le Département participe également à l'accueil du public dans les forêts domaniales et communales, à la gestion des espaces naturels communaux et intercommunaux pour un montant global de 5 819 €. Ces aides sont accordées sous forme de subventions prélevées sur les crédits des Espaces Naturels Sensibles.

Enfin, divers partenariats relatifs à l'animation des ENS et ceux participant à la valorisation du territoire représentent une dépense d'un montant de 379 025,50 €.

Les dépenses indirectes concernent d'une part les frais de personnel qui correspondent aux postes rattachés à cette politique, soit 1 127 306,21 € en 2025 (20 agents, 2 apprentis et 2 stagiaires), et d'autre part les dépenses de fonctionnement pour 289 105,66 € (acquisition de petit matériel, prestations, frais de communication, frais de véhicules, fluides ou carburants, habillement, fournitures diverses).

Les dépenses directes et indirectes relatives à la préservation de la ressource en eau s'élèvent à 239 681,16 €. Celles liées aux arbres d'alignement contribuant à la mise en œuvre de la trame verte et bleue seine-et-marnaise s'élèvent à 1 002 087,02 €.

3 - Les dépenses d'investissement

La part des dépenses d'investissement s'élève au total pour l'année 2025 à 9 513 730,22 € et concerne en partie :

- des études pour les ENS : « Le marais du Lutin » (poursuite des études de maîtrise d'œuvre), « Le marais du Refuge » (poursuite des études de maîtrise d'œuvre), ENS « Le marais de Cercanceaux », « La prairie Clemenceau » et « la frayère du marais » (conception de panneaux), « Les Olivettes » (audio description handicap), « La prairie Malécot » (inspection d'ouvrage) ; « La Basse Vallée de l'Aubetin » (plan de gestion), « La Plaine de Sorques » (étude de la flore, des habitats naturels et des insectes), « La Butte et le Marais de Flagy » (bilan des indicateurs sur la flore, les habitats naturels et les insectes) et des inspections détaillées sur certains ouvrages d'art du « Val du Haut Morin.

Pour un total de 60 982,18 €.

- des travaux pour les ENS : pose de mobiliers et impression de panneaux d'orientation ou d'interprétation pour la revalorisation des ENS « Le marais de Cercanceaux » et « La prairie Clemenceau », réalisation de sculptures et pose d'une barrière et supports vélos sur « La prairie Clemenceau », construction d'une plateforme en bois sur l'ENS « La frayère du marais ». Il est dénombré également en matière de travaux : sur « La Plaine de Sorques » le remplacement de la clôture de l'entrée principale du site jusqu'à l'observatoire ornithologique et la pose de blocs de roche pour sécuriser l'accès au site ; sur « La Prairie Malécot » la réfection de clôtures ; sur « Les Olivettes », des travaux de remplacement d'une palissade en bois au premier observatoire ; sur « La Prairie Clemenceau »

l'installation d'une barrière métallique à l'entrée du site ; sur « Le Chemin des Roses » la pose de blocs de roche pour sécuriser plusieurs accès au site et l'étanchéification de deux mares ; sur « le Bois de Doue » la réfection d'une buse au niveau d'un chemin et l'exploitation de quelques chênes rouges pour les besoins de la menuiserie des ateliers techniques ENS ; sur « Le val du Haut Morin », la poursuite de la restauration de deux ouvrages d'art a été nécessaire ; et sur « le Bois des Palis » des travaux de jalonnements de futurs cloisonnements et vue d'une exploitation forestière.

Pour un total de 366 640,30 €.

- Le paiement des acquisitions s'élève à 46 023,92 € pour les parcelles dans les ENS départementaux, « La butte et le marais de Flagy », « Le marais du Lutin », « Le marais tourbeux », « La basse vallée de l'Aubetin » et « Les îles de l'Orvanne ».

Des aides aux collectivités territoriales sont également versées pour l'acquisition, l'aménagement et la gestion d'ENS mais aussi de chemins de randonnée dans le cadre de la politique du Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée (PDIPR). En 2025, leur montant atteint (214 151 €). S'ajoutent les dépenses d'aménagement en forêts domaniales et autre subvention exceptionnelle (131 192,53 €), l'achat de matériels, outillage technique (58 215,76 €). Enfin, les dépenses relatives à la préservation de la ressource en eau s'élèvent à 8 636 524,53 €. Les arbres d'alignement contribuant à la mise en œuvre de la trame verte et bleue seine-et-marnaise n'ont pas fait l'objet de dépense d'investissement en 2025.

C – CONCLUSION

L'année 2025 présente des recettes qui ont chuté de -39,20 %. Par différence entre les recettes relevant spécifiquement de la TA (5 124 793,66 €) et la somme des dépenses réalisées (13 011 670,90 €), il se dégage un solde négatif d'un montant de -7 886 877,24 € par rapport au bilan de l'année précédente.

Globalement pour l'année 2025, les dépenses dédiées aux ENS (hors trame verte et bleue) représentent 3 133 378,19 € soit 24,08% du montant total de la dépense, celles dédiées à la protection de la ressource en eau (8 876 205,69 €) représentent 68,22 %, celles dédiées à la trame verte et bleue (1 002 087,02 €) représentent 7,70 %.

Les dépenses relatives aux ENS, connaissent une baisse de -25,30 % et celles concernant la protection de la ressource en eau traduisent une baisse de -10,07 %.

Enfin, le bilan global entre 1992 et 2025 pour la TDENS/TA s'élève à un déficit de - 25 554 794,24 €.

CA 2025 - Récapitulatif par mission du montant cumulé des Autorisations de Programme et des crédits de paiement afférents (investissement)

Mission	Politique	Domaine	Programme	Millésime	Code AP/EPCP	Stock AP disponible pour affectation 1erJanvier	Mouvements d'AP votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 1er janvier	Flux d'AP affectées dans l'année	AP affectées annulées dans l'année	Stock d'AP affectées restant à financer	CP mandatés au budget de l'année	Reste à financer au titre des AP affectées au 31 déc.	
1 - Mission aménagement et développement du territoire	Développement territorial	Agriculture	Agriculture	2019	2010P059E67	0,60	0,00	116 564,00			116 564,00	0,00	116 564,00	
				2020	2010P059E73	0,00		0,00			0,00	0,00	0,00	
				2022	2010P059E77	378 637,00	0,00	0,00			0,00	0,00	0,00	
				2024	2010P059E96	300 000,00	0,00	0,00			0,00	0,00	0,00	
				2025	2010P059E100	0,00	4 400 000,00	0,00	4 300 000,00		4 300 000,00	4 300 000,00	0,00	
				Agriculture	678 637,60	4 400 000,00	116 564,00	4 300 000,00		4 416 564,00	4 300 000,00	116 564,00		
				Domaine Agriculture	678 637,60	4 400 000,00	116 564,00	4 300 000,00		4 416 564,00	4 300 000,00	116 564,00		
		Aménagements routiers et liaisons douces	Liaisons douces	2014	2010P026E19	0,00	0,00	2 819,21			2 819,21	0,00	2 819,21	
				2015	2010P026E21	0,00	0,00	1 249,11			1 249,11	0,00	1 249,11	
				2016	2010P026E26	0,00	0,00	1 337,71			1 337,71	0,00	1 337,71	
				2017	2010P026E28	0,00	0,00	25 612,10	5 000,00	-20 000,00	10 612,10	2 511,38	8 100,72	
				2018	2010P026E29	0,00	0,00	387 268,65			387 268,65	31 756,20	355 512,45	
				2019	2010P026E32	6 812,21	0,00	535 000,00			535 000,00	0,00	535 000,00	
				2020	2010P026E34	970,98	0,00	490 045,06	10 650,98	-9 777,85	490 918,19	11 700,00	479 218,19	
				2021	2010P026E36	11 673,94	0,00	543 785,64	266 631,42	-255 000,00	555 417,06	257 778,52	297 638,54	
				2022	2010P026E37	140 451,33	0,00	213 173,75	53 326,33	-52 000,00	214 500,08	138 539,30	75 960,78	
				2023	2010P026E39	435 601,20	0,00	1 201 156,92	1 711 269,60	-1 283 388,50	1 629 038,02	658 340,59	970 697,43	
				2024	2010P026E41	2 442 764,60	0,60	1 149 948,20	3 759 889,39	-1 513 965,35	3 395 872,24	2 185 860,28	1 210 011,96	
				2025	2010P026E42	0,00	4 750 000,00	0,00	3 607 641,73	-358 208,32	3 249 433,41	1 649 811,92	1 599 621,49	
						Liaisons douces	3 038 274,26	4 750 000,60	4 551 396,35	9 414 409,45	-3 492 340,02	10 473 465,78	4 936 298,19	5 537 167,59
				Domaine Aménagements routiers et liaisons douces	3 038 274,26	4 750 000,60	4 551 396,35	9 414 409,45	-3 492 340,02	10 473 465,78	4 936 298,19	5 537 167,59		
		Développement local	Contrat Intercommunal de Développement	2018	2015P003E03	21 782,09	-21 782,09	770 720,00			770 720,00	89 280,00	681 440,00	
				2019	2015P003E04	0,00	0,00	1 012 140,45	75 456,63	-75 456,63	1 012 140,45	145 822,21	866 318,24	
				2020	2015P003E05	0,00	0,00	917 728,79			917 728,79	738 590,15	179 138,64	
				2021	2015P003E08	41 503,10	-41 503,10	1 661 473,60			1 661 473,60	0,00	1 661 473,60	
				2022	2015P003E12	0,00	0,00	4 148 230,15			4 148 230,15	2 369 070,67	1 779 159,48	
				2023	2015P003E16	3 321 889,65	-3 404 917,94	12 041 023,33		-83 028,39	11 957 994,94	4 842 848,31	7 115 146,63	
				2024	2015P003E17	11 422 660,00	-4 924 691,00	2 749 371,78	1 620 174,70		4 369 546,48	1 277 741,84	3 091 804,64	
				2025	2015P003E18	0,00	14 000 000,00	0,00	6 393 485,82		6 393 485,82	563 027,58	5 830 458,24	
						Contrat Intercommunal de Développement	14 807 834,84	5 607 105,87	23 300 688,10	8 089 117,15	-158 485,02	31 231 320,23	10 026 380,76	21 204 939,47
			Contrats communaux		2019	2010P001E72	10 413,12	-10 413,12	133 200,00			133 200,00	87 840,46	45 359,54
					2020	2010P001E74	0,00	0,00	112 054,52	13 974,98	-62 550,85	63 478,65	63 478,65	0,00
					2021	2010P001E75	39 053,38	-55 081,66	437 562,20		-40 433,09	397 129,11	307 636,11	89 493,00
					2022	2010P001E76	42 243,54	-51 187,68	2 458 599,85	83 400,00	-117 926,72	2 424 073,13	1 678 496,40	745 576,73
					2023	2010P001E80	12 903,19	-15 685,66	5 535 970,85	6 996,89	-48 494,52	5 494 473,22	2 255 679,84	3 238 793,38
					2024	2010P001E83	1 383 791,66	0,00	4 674 454,92	1 383 126,01	-56 068,17	6 001 512,76	1 848 678,66	4 152 834,10
					2025	2010P001E86	0,00	4 650 000,00	0,00	4 237 568,13		4 237 568,13	0,00	4 237 568,13
					Contrats communaux	1 488 404,89	4 469 056,01	13 351 842,34	5 725 066,01	-325 473,35	18 751 435,00	6 241 810,12	12 509 624,88	
			Contrats intercommunaux		2021	2010P002E70	0,00	0,00	0,00			0,00	0,00	0,00
					2022	2010P002E74	0,00	-1 463,91	63 394,91		-1 463,91	61 931,00	61 931,00	0,00
					2023	2010P002E80	0,00	0,00	100 029,36			100 029,36	78 886,34	21 143,02
					2024	2010P002E86	0,00	0,00	143 000,00			143 000,00	26 630,14	116 369,86
					2025	2010P002E89	0,00	143 000,00	0,00	143 000,00		143 000,00	0,00	143 000,00
					Contrats intercommunaux	0,00	141 536,09	306 424,27	143 000,00	-1 463,91	447 960,36	167 447,48	280 512,88	
		Développement du réseau		2023	2010P020E72	0,00	0,00	854 699,03			854 699,03	0,00	854 699,03	
				2024	2010P020E76	0,00	0,00	2 000 000,00			2 000 000,00	0,00	2 000 000,00	
				2025	2010P020E80	0,00	2 000 000,00	0,00	2 000 000,00		2 000 000,00	0,00	2 000 000,00	
				Développement du réseau	0,00	2 000 000,00	2 854 699,03	2 000 000,00		4 854 699,03	0,00	4 854 699,03		
		Fonds Aménagement Communal		2020	2019P002E02	0,00	-275 608,96	529 236,77		-275 608,96	253 627,81	253 627,81	0,00	
				2021	2019P002E03	76 834,86	-76 834,86	2 314 845,77		-26 665,96	2 288 179,81	1 184 824,76	1 103 355,05	
				2022	2019P002E04	0,00	-1 109 755,79	5 844 666,61	8 289,20	-1 118 044,99	4 734 910,82	2 375 974,67	2 358 936,15	
				2023	2019P002E06	0,00	0,00	9 540 801,33			9 540 801,33	2 424 961,58	7 115 839,75	
				2024	2019P002E07	1 817 825,28	-99 987,08	9 106 047,59	2 333 003,18	-641 218,38	10 797 832,39	2 549 784,55	8 248 047,84	
				2025	2019P002E08	0,00	12 979 043,81	0,00	12 535 800,84		12 535 800,84	871 334,69	11 664 466,15	
				Fonds Aménagement Communal	1 894 660,14	11 416 857,12	27 335 598,07	14 877 093,22	-2 061 538,29	40 151 153,00	9 660 508,06	30 490 644,94		

Mission	Politique	Domaine	Programme	Millésime	Code AP/EPCP	Stock AP disponible pour affectation 1erJanvier	Mouvements d'AP votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 1er janvier	Flux d'AP affectées dans l'année	AP affectées annulées dans l'année	Stock d'AP affectées restant à financer	CP mandatés au budget de l'année	Reste à financer au titre des AP affectées au 31 déc.
			Fonds d'aménagement	2019	2018P005E01	0,00	0,00	239 904,00			239 904,00	53 312,00	186 592,00
				2021	2018P005E03	0,00	0,00	700 000,00		-353 979,31	346 020,69	346 020,69	0,00
				2022	2018P005E05	0,00	0,00	782 180,00			782 180,00	34 560,00	747 620,00
				2023	2018P005E04	0,00	0,00	420 000,00			420 000,00	420 000,00	0,00
				2024	2018P005E06	1 100 000,00	-772 000,00	0,00	328 000,00		328 000,00	0,00	328 000,00
				2025	2018P005E07	0,00	400 000,00	0,00			0,00	0,00	0,00
			Fonds d'aménagement			1 100 000,00	-372 000,00	2 142 084,00	328 000,00	-353 979,31	2 116 104,69	853 892,69	1 262 212,00
			Fonds d'Equipement Rural	2020	2015P004E05	1 216,34	-39 805,73	38 589,39		-38 589,39	0,00	0,00	0,00
				2021	2015P004E07	57 087,25	-94 508,69	148 857,12		-37 421,44	111 435,68	104 552,24	6 883,44
				2022	2015P004E09	45 950,23	-98 031,80	608 981,81		-92 832,13	516 149,68	395 861,50	120 288,18
				2023	2015P004E10	49 905,46	-78 832,63	1 782 975,48	778,46	-114 945,54	1 668 808,40	1 158 062,68	510 745,72
				2024	2015P004E11	1 791 584,50	-850 329,94	2 923 849,56	1 021 558,75	-179 907,44	3 765 500,87	1 658 828,56	2 106 672,31
				2025	2015P004E12	0,00	4 600 000,00	0,00	3 680 542,94	-11 453,45	3 669 089,49	212 788,48	3 456 301,01
			Fonds d'Equipement Rural			1 945 743,78	3 438 491,21	5 503 253,36	4 702 880,15	-475 149,39	9 730 984,12	3 530 093,46	6 200 890,66
			Soutien au développement local - divers	2021	2010P003E59	0,00	0,00	173 085,18			173 085,18	0,00	173 085,18
			Soutien au développement local - divers partenariats			0,00	0,00	173 085,18			173 085,18	0,00	173 085,18
			Domaine Développement local			21 236 643,65	26 701 046,30	74 967 674,35	35 865 156,53	-3 376 089,27	107 456 741,61	30 480 132,57	76 976 609,04
		Promotion du territoire	Attractivité du territoire	2019	2010P027E92	27 133,90	0,00	151 481,41			151 481,41	62 741,71	88 739,70
				2020	2010P027E94	0,00	0,00	440 940,90			440 940,90	81 974,00	358 966,90
				2021	2010P027E98	2 250,06	0,00	1 603 672,07			1 603 672,07	166 626,00	1 437 046,07
				2022	2010P027E118	97 136,72	0,00	564 843,00	62 000,00	-4 947,00	621 896,00	88 571,50	533 324,50
			Attractivité du territoire			126 520,68	0,00	2 760 937,38	62 000,00	-4 947,00	2 817 990,38	399 913,21	2 418 077,17
			Domaine Promotion du territoire			126 520,68	0,00	2 760 937,38	62 000,00	-4 947,00	2 817 990,38	399 913,21	2 418 077,17
			Politique Développement territorial			25 080 076,19	35 851 046,90	82 396 572,08	49 641 565,98	-6 873 376,29	125 164 761,77	40 116 343,97	85 048 417,80
Protection de l'environnement	Eau	Assainissement		2017	2010P051E75	38,10	-38,10	0,00			0,00	0,00	0,00
				2018	2010P051E80	81 429,06	-144 188,11	91 269,17		-63 613,15	27 656,02	11 766,00	15 890,02
				2019	2010P051E84	8 430,75	-33 040,12	92 404,69		-44 959,57	47 445,12	25 142,52	22 302,60
				2020	2010P051E88	30 009,35	-32 029,86	654 483,42	205 674,25	-207 943,75	652 213,92	106 886,20	545 327,72
				2021	2010P051E92	33 343,49	-171 886,73	618 233,41		-138 543,44	479 689,97	195 683,55	284 006,42
				2022	2010P051E95	15 850,82	-77 930,25	2 258 488,95		-66 443,29	2 192 045,66	1 199 783,19	992 262,47
				2023	2010P051E99	10 683,83	-45 980,45	3 409 344,09	105,39	-40 201,96	3 369 247,52	1 544 104,78	1 825 142,74
				2024	2010P051E105	299,04	-1 048,38	5 401 509,65	19 800,83	-32 107,60	5 389 202,88	1 955 182,52	3 434 020,36
				2025	2010P051E111	0,00	4 135 000,00	0,00	4 134 831,94		4 134 831,94	38 685,58	4 096 146,36
					Assainissement	180 084,44	3 628 858,00	12 525 733,38	4 360 412,41	-593 812,76	16 292 333,03	5 077 234,34	11 215 098,69
		Cours d'eau		2017	2010P052E97	0,00	-6 520,80	6 520,80		-6 520,80	0,00	0,00	0,00
				2019	2010P052E106	0,00	0,00	14 067,00	14 067,00	-28 134,00	0,00	0,00	0,00
				2020	2010P052E114	0,00	0,00	79 829,59		-2 131,40	77 698,19	24 837,80	52 860,39
				2022	2010P052E124	1 389,14	-1 389,14	18 149,46		-377,66	17 771,80	434,34	17 337,46
				2023	2010P052E128	4 369,00	0,00	301 424,65	455,00		301 879,65	42 909,73	258 969,92
				2024	2010P052E131	0,00	0,00	310 633,15			310 633,15	104 741,06	205 892,09
				2025	2010P052E136	0,00	850 000,00	0,00	847 906,00	-20 338,89	827 567,11	62 128,73	765 438,38
			Cours d'eau			5 758,14	842 090,00	730 624,65	862 428,00	-57 502,75	1 535 549,90	235 051,66	1 300 498,24
		Eau potable		2015	2010P053E90	0,00	0,00	20 650,00		-3 735,00	16 915,00	16 915,00	0,00
				2017	2010P053E99	0,96	-1 940,96	27 743,60		-1 940,00	25 803,60	25 803,60	0,00
				2018	2010P053E103	0,00	0,00	562 158,42			562 158,42	300 627,46	261 530,96
				2019	2010P053E107	0,00	0,00	13 581,67			13 581,67	9 703,00	3 878,67
				2020	2010P053E111	10 494,40	-10 494,40	18 766,30			18 766,30	15 379,60	3 386,70
				2021	2010P053E118	6 590,12	-27 171,22	617 272,82		-21 181,16	596 091,66	506 481,17	89 610,49
				2022	2010P053E122	3 762,50	-24 730,99	1 033 560,34		-21 990,00	1 011 570,34	956 418,79	55 151,55
				2023	2010P053E131	3 904,00	-3 843,42	1 357 548,17	48 826,45	-59 283,31	1 347 091,31	664 504,64	682 586,67
				2024	2010P053E137	50 679,10	0,00	2 827 855,39	11 326,00		2 839 181,39	810 070,46	2 029 110,93
				2025	2010P053E147	0,00	1 704 000,00	0,00	1 337 895,81		1 337 895,81	18 334,81	1 319 561,00
			Eau potable			75 431,08	1 635 819,01	6 479 136,71	1 398 048,26	-108 129,47	7 769 055,50	3 324 238,53	4 444 816,97
		Laboratoire dép. d'analyses - non assujetti		2023	2010P057E73	0,00	0,00	31 609,20		-31 979,96	31 238,44	31 238,44	0,00
				2024	2010P057E78	0,00	0,00	3 522,27	3 522,27	-3 522,27	3 522,27	2 384,70	1 137,57
				2025	2010P057E83	0,00	20 000,00	0,00	20 000,00		20 000,00	19 650,62	349,38
			Laboratoire dép. d'analyses - non assujetti			0,00	20 000,00	35 131,47	55 131,47	-35 502,23	54 760,71	53 273,76	1 486,95
			Domaine Eau			261 273,66	6 126 767,07	19 770 626,21	6 676 020,14	-794 947,21	25 651 699,14	8 689 798,29	16 961 900,85

Mission	Politique	Domaine	Programme	Millésime	Code AP/EPCP	Stock AP disponible pour affectation 1erJanvier	Mouvements d'AP votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 1er janvier	Flux d'AP affectées dans l'année	AP affectées annulées dans l'année	Stock d'AP affectées restant à financer	CP mandatés au budget de l'année	Reste à financer au titre des AP affectées au 31 déc.
		Environnement	Aménagement foncier	2019	2010P068E41	39 613,40	0,00	106 340,00	6 553,00	-6 836,00	106 057,00	28 669,00	77 388,00
				2020	2010P068E42	86,55	-186,20	22 500,00		-100,00	22 400,00	0,00	22 400,00
				2022	2010P068E47	408 099,52	-250 016,00	41 916,48	5 361,00	-14 400,00	32 877,48	32 877,48	0,00
				2023	2010P068E53	160 114,00	-160 000,00	3 300,00			3 300,00	0,00	3 300,00
				2024	2010P068E54	398 887,27	-688,56	1 080,56		-1 123,12	37 972,49	37 972,49	0,00
				2025	2010P068E55	0,00	313 000,00	0,00			3 000,00	1 351,72	1 648,28
			Aménagement foncier			1 006 800,74	-97 890,76	175 137,04	52 929,05	-22 459,12	205 606,97	100 870,69	104 736,28
			Environnement et développement durable	2019	2016P001E23	0,00		0,00			0,00	0,00	0,00
				2022	2016P001E42	1 972,16	0,00	29 682,00	9 600,00	-26 634,00	12 648,00	12 648,00	0,00
				2023	2016P001E47	7 500,00	0,00	0,00			0,00	0,00	0,00
				2024	2016P001E54	55 500,00	0,00	0,00			0,00	0,00	0,00
				2025	2016P001E61	0,00	20 000,00	0,00			0,00	0,00	0,00
			Environnement et développement durable			64 972,16	20 000,00	29 682,00	9 600,00	-26 634,00	12 648,00	12 648,00	0,00
			Espaces naturels sensibles - autres	2018	2010P067E68	0,00	0,00	8 125,96			8 125,96	0,00	8 125,96
				2019	2010P067E72	0,00	-1 888,40	20 907,47		-1 888,40	19 019,07	14 035,00	4 984,07
				2020	2010P067E76	0,00	0,00	8 000,00			8 000,00	0,00	8 000,00
				2021	2010P067E79	940,57	-940,57	21 851,00			21 851,00	3 313,00	18 538,00
				2022	2010P067E81	616,00	-909,00	145 827,00		-1 164,00	144 663,00	61 518,00	83 145,00
				2023	2010P067E86	115 848,00	-116 044,00	80 134,92		-494,94	79 639,98	61 003,59	18 636,39
				2024	2010P067E89	98 506,00	0,00	293 513,76	36 363,00	-89,00	329 787,76	148 484,87	181 302,89
				2025	2010P067E92	0,00	390 000,00	0,00	153 320,00		153 320,00	56 853,00	96 467,00
						215 910,57	270 218,03	578 360,11	189 683,00	-3 636,34	764 406,77	345 207,46	419 199,31
			Espaces naturels sensibles - Département	2020	2010P062E131	98 687,64	-31 716,80	0,00			0,00	0,00	0,00
				2021	2010P062E134	0,00	0,00	4 632,80			4 632,80	2 241,00	2 391,80
				2022	2010P062E140	376 470,96	-74 473,76	5 441,50	81 662,93	-3 860,80	83 243,63	36 892,73	46 350,90
				2023	2010P062E151	531 727,46	-69 355,51	135 999,20	114 540,00	-13 151,29	237 387,91	188 401,82	48 986,09
				2024	2010P062E157	674 028,23	-50 208,90	43 793,35	76 351,34	-9 942,59	110 202,10	85 212,32	24 989,78
				2025	2010P062E164	0,00	1 500 000,00	0,00	171 811,88	-9 100,00	162 711,88	143 475,75	19 236,13
			Espaces naturels sensibles - Département			1 680 914,29	1 274 245,03	189 866,85	444 366,15	-36 054,68	598 178,32	456 223,62	141 954,70
			Domaine Environnement			2 968 597,76	1 466 572,30	973 046,00	696 578,20	-88 784,14	1 580 840,06	914 949,77	665 890,29
			Politique Protection de l'environnement			3 229 871,42	7 593 339,37	20 743 672,21	7 372 598,34	-883 731,35	27 232 539,20	9 604 748,06	17 627 791,14
Routes départementales	Aménagement du réseau routier	Acquisitions foncières.		2011	2010P071E06	0,00	0,00	2 115,88			2 115,88	654,00	1 461,88
				2012	2010P071E07	0,00	0,00	1 636,60			1 636,60	0,00	1 636,60
				2014	2010P071E46	152,92	0,00	80 907,89	2 152,00	-3 306,50	79 753,39	2 208,00	77 545,39
				2015	2010P071E52	0,00	0,00	74 599,31			74 599,31	0,00	74 599,31
				2016	2010P071E60	0,00	0,00	316 099,39			316 099,39	0,00	316 099,39
				2017	2010P071E63	0,00	0,00	0,00			0,00	0,00	0,00
				2018	2010P071E67	0,00	0,00	61 489,50	37 000,00	-37 000,00	61 489,50	36 686,55	24 802,95
				2019	2010P071E77	0,00	0,00	193 814,38	20 300,00	-20 300,00	193 814,38	23 159,16	170 655,22
				2020	2010P071E82	0,00	0,00	58 630,50			58 630,50	0,00	58 630,50
				2021	2010P071E85	0,00	0,00	0,00			0,00	0,00	0,00
				2022	2010P071E89	0,00	0,00	776 775,82	510,00	-510,00	776 775,82	3 933,76	772 842,06
				2023	2010P071E97	0,00	0,00	787 314,63			787 314,63	0,00	787 314,63
				2024	2010P071E102	5 786 400,78	0,00	370 815,48	44 000,00		414 815,48	58 565,97	356 249,51
				2025	2010P071E106	0,00	500 000,00	0,00			0,00	0,00	0,00
						5 786 553,70	500 000,00	2 724 199,38	103 962,00	-61 116,50	2 767 044,88	125 207,44	2 641 837,44
			Améliorer les liaisons entre les pôles	2006	2010P072E09	25 831,48	0,00	61 932,89	87 764,37	-61 932,89	87 764,37	8 726,40	79 037,97
				2013	2010P072E24	0,00	0,00	139,15			139,15	0,00	139,15
				2017	2010P072E32	13 255,21	0,00	522 719,46	401 498,26	-388 243,05	535 974,67	501 146,76	34 827,91
				2020	2010P072E36	13 705 000,00	0,00	2 477 801,07	2 050 762,26		4 528 563,33	2 791 039,85	1 737 523,48
				2021	2010P072E38	2 300 000,00	0,00	3 597 767,75	325 000,00	-25 000,00	3 897 767,75	578 407,38	3 319 360,37
				2022	2010P072E40	17 000 000,00	0,00	1 830 677,10	500 000,00		2 330 677,10	214 507,04	2 116 170,06
				2023	2010P072E41	13 500 000,00	0,00	911 540,23	1 000 000,00		1 911 540,23	5 448,00	1 906 092,23
				2024	2010P072E42	15 579 000,00	1 000,00	1 208 364,95	270 200,00	-63 000,00	1 415 564,95	37 554,89	1 378 010,06
				2025	2010P072E44	0,00	27 880 000,00	0,00	27 000 000,00		27 000 000,00	12 677,94	26 987 322,06
						62 123 086,69	27 881 000,00	10 610 942,60	31 635 224,89	-538 175,94	41 707 991,55	4 049 508,26	37 658 483,29
			Aménagements pour la sécurité routière	2013	2010P073E36	0,00	0,00	364,80			364,80	0,00	364,80
				2014	2010P073E42	5 108,71	0,00	16 513,47	15 565,24	-10 456,53	21 622,18	0,00	21 622,18
				2015	2010P073E49	8 461,19	0,00	0,00			0,00	0,00	0,00
				2016	2010P073E53	0,00	0,00	56 075,01			56 075,01	38 090,51	17 984,50
				2017	2010P073E55	3 124,32	0,00	233 878,20	42 000,00	-42 202,22	233 675,98	50 063,76	183 612,22
				2018	2010P073E57	82 000,00	0,00	1 514 168,83	107 402,30	-25 402,30	1 596 168,83	1 312 108,89	284 059,94
				2019	2010P073E60	207 411,15	0,00	347 928,19	685 823,32	-478 447,45	555 304,06	518 026,76	37 277,30
				2020	2010P073E62	0,00	0,00	662 346,15	50 308,78	-55 308,78	657 346,15	357 040,91	300 305,24
						306 105,37	0,00	2 831 274,65	901 099,64	-611 817,28	3 120 557,01	2 275 330,83	845 226,18

Mission	Politique	Domaine	Programme	Millésime	Code AP/EPCP	Stock AP disponible pour affectation 1erJanvier	Mouvements d'AP votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 1er janvier	Flux d'AP affectées dans l'année	AP affectées annulées dans l'année	Stock d'AP affectées restant à financer	CP mandatés au budget de l'année	Reste à financer au titre des AP affectées au 31 déc.
			Conservation Sécurité et Innovation du réseau routier	2017	2010P074E66	0,00	0,00	232,66			232,66	0,00	232,66
				2018	2010P074E69	500 174,47	0,00	1,46			1,46	0,00	1,46
				2019	2010P074E74	1 205,74	0,00	0,00			0,00	0,00	0,00
				2020	2010P074E77	38 000,00	0,00	113 770,54			113 770,54	3 488,18	110 282,36
				2021	2010P074E82	464 019,50	0,00	1 706 403,46	1 433 106,88	-1 188 952,51	1 950 557,83	1 235 726,10	714 831,73
				2022	2010P074E87	1 376 891,60	0,00	4 274 540,38	1 257 014,60	-811 240,02	4 720 314,96	2 329 301,02	2 391 013,94
				2023	2010P074E95	940 465,47	0,75	5 450 376,87	2 100 334,96	-1 768 770,75	5 781 941,08	910 692,88	4 871 248,20
				2024	2010P074E100	7 828 244,29	0,00	22 721 015,79	20 042 868,94	-12 971 392,54	29 792 492,19	18 636 156,18	11 156 336,01
				2025	2010P074E104	0,00	62 752 388,70	0,00	47 628 348,11	-3 391 365,22	44 236 982,89	31 723 139,42	12 513 843,47
				Conservation Sécurité et Innovation du réseau routier		11 149 001,07	62 752 389,45	34 266 341,16	72 461 673,49	-20 131 721,04	86 596 293,61	54 838 503,78	31 757 789,83
			Etudes voirie.	2014	2010P075E35	35 969,80	0,00	2 916,66			2 916,66	0,00	2 916,66
				2016	2010P075E39	53,81	0,00	346,60			346,60	0,00	346,60
				2017	2010P075E40	573,12	0,00	1 198,27			1 198,27	404,95	793,32
				2018	2010P075E47	0,00	0,00	226 947,03			226 947,03	7 774,20	219 172,83
				2019	2010P075E48	1 219,54	0,00	0,00			0,00	0,00	0,00
				2020	2010P075E50	1 071 775,72	0,00	202 113,74	164 991,32	-14 520,60	352 584,46	29 866,11	322 718,35
				2021	2010P075E52	0,00	0,00	12 736,69			12 736,69	0,00	12 736,69
				2022	2010P075E54	40 018,52	0,00	1 408,67			1 408,67	0,00	1 408,67
				2023	2010P075E55	399,16	0,00	297 732,88	230 421,38	-230 118,79	298 035,47	255 399,23	42 636,24
				2024	2010P075E56	30 321,70	0,00	562 853,18	158 574,33	-128 827,83	592 599,68	527 511,59	65 088,09
			Favoriser le développement économique et local	2025	2010P075E58	0,00	1 000 000,00	0,00	870 060,00		870 060,00	395 809,39	474 250,61
				Etudes voirie.		1 180 331,37	1 000 000,00	1 308 253,72	1 424 047,03	-373 467,22	2 358 833,53	1 216 765,47	1 142 068,06
				2003	2010P076E35	0,00	0,00	30 840,94			30 840,94	0,00	30 840,94
				2007	2010P076E08	118,62	0,00	1 857 461,97	20 000,00	-20 000,00	1 857 461,97	43 144,16	1 814 317,81
				2008	2010P076E09	28 382,25	0,00	1 566 191,88	28 382,25		1 594 574,13	216 285,40	1 378 288,73
				2009	2010P076E10	700 000,00	0,00	456 912,54	700 000,00		1 156 912,54	48 000,00	1 108 912,54
				2010	2010P076E11	243 263,39	0,00	702 479,50			702 479,50	0,00	702 479,50
				2011	2010P076E16	230 000,00	0,00	5 970 000,00			5 970 000,00	0,00	5 970 000,00
				2013	2010P076E39	0,00	0,00	925,67			925,67	0,00	925,67
				2014	2010P076E41	733 283,35	0,00	306 421,39			306 421,39	0,00	306 421,39
			Paysage et environnement - Aménagement	2016	2010P076E43	0,00	0,00	766 374,61			766 374,61	721 878,74	44 495,87
				2017	2010P076E44	0,00	0,00	38 947,24			38 947,24	2 520,00	36 427,24
				2018	2010P076E45	948 161,16	0,00	34 221,14			34 221,14	0,00	34 221,14
				2019	2010P076E49	12 227 524,29	-0,60	2 132 895,08			2 132 895,08	533 333,41	1 599 561,67
				2020	2010P076E51	0,00	72 000,00	11 238 754,89	20 000,00	-20 000,00	11 238 754,89	4 507 303,49	6 731 451,40
				2021	2010P076E53	1 280,88	-140 385,00	139 104,12		-139 104,12	0,00	0,00	0,00
				2022	2010P076E55	1 404 779,29	79 462,90	5 039 275,59	580 000,00		5 619 275,59	1 093 852,04	4 525 423,55
				2023	2010P076E57	8 700 000,00	0,00	1 080 344,30			1 080 344,30	876 036,24	204 308,06
				2024	2010P076E63	5 275 000,00	140 385,00	250 000,00	40 000,00	-40 000,00	250 000,00	10 518,28	239 481,72
				2025	2010P076E64	0,00	1 885 000,00	0,00			0,00	0,00	0,00
			Paysage et environnement - Aménagement	Favoriser le développement économique et local		30 491 793,23	2 036 462,30	31 611 150,86	1 388 382,25	-219 104,12	32 780 428,99	8 052 871,76	24 727 557,23
				2013	2010P077E19	0,00	0,00	665,67			665,67	0,00	665,67
				2014	2010P077E21	0,00	0,00	16 725,77			16 725,77	4 155,00	12 570,77
				2019	2010P077E24	154,65	0,00	7 322,42			7 322,42	0,00	7 322,42
				2020	2010P077E25	392,40	0,00	44 898,99	20 800,00	-20 421,14	45 277,85	10 477,35	34 800,50
				2021	2010P077E27	1 414,50	0,00	59 426,15	40 313,05	-40 000,00	59 739,20	2 516,05	57 223,15
				2022	2010P077E29	165 822,79	0,00	173 507,30			173 507,30	450,79	173 056,51
				2023	2010P077E30	500 000,00	0,00	0,00			0,00	0,00	0,00
				2024	2010P077E31	300 000,00	0,00	0,00	30 000,00		30 000,00	0,00	30 000,00
				Paysage et environnement - Aménagement		967 784,34	0,00	302 546,30	91 113,05	-60 421,14	333 238,21	17 599,19	315 639,02
			Raccorder les pôles.	2002	2010P078E12	0,00	0,00	21 291,95			21 291,95	14 248,36	7 043,59
				2021	2010P078E25	0,00	0,00	98 014,70			98 014,70	63 183,63	34 831,07
				2022	2010P078E29	50 000,00	0,00	778 493,91			778 493,91	53 031,20	725 462,71
				Raccorder les pôles.		50 000,00	0,00	897 800,56			897 800,56	130 463,19	767 337,37
			Domaine Aménagement du réseau routier	Domaine Aménagement du réseau routier		112 054 655,77	94 169 851,75	84 552 509,23	108 005 502,35	-21 995 823,24	170 562 188,34	70 706 249,92	99 855 938,42
				2020	2010P080E37	0,00	0,00	14 334,27			14 334,27	0,00	14 334,27
				2021	2010P080E39	0,00	0,00	1 289,02			1 289,02	0,00	1 289,02
				2022	2010P080E43	0,00	0,00	473,21			473,21	0,00	473,21
				2023	2010P080E46	54 838,00	0,00	139 969,40	229 838,00	-176 872,86	192 934,54	164 814,36	28 120,18
				2024	2010P080E49	290 251,43	0,00	63 420,26	60 000,00	-5 000,00	118 420,26	107 487,79	10 932,47
				2025	2010P080E50	0,00	650 000,00	0,00	883 363,87	-600 000,00	283 363,87	215 586,12	67 777,75
				Aménagement extérieur des ARD		345 089,43	650 000,00	219 486,16	1 173 201,87	-781 872,86	610 815,17	487 888,27	122 926,90

Mission	Politique	Domaine	Programme	Millésime	Code AP/EPCP	Stock AP disponible pour affectation 1erJanvier	Mouvements d'AP votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisées au 1er janvier	Flux d'AP affectées dans l'année	AP affectées annulées dans l'année	Stock d'AP affectées restant à financer	CP mandatés au budget de l'année	Reste à financer au titre des AP affectées au 31 déc.	
2 - Mission développement socio-éducatif, culturel et sportif			Moyens du parc départemental	2022	2010P084E76	386,07	0,00	0,00			0,00	0,00	0,00	
				2023	2010P084E79	77 725,04	0,00	84,07	47 533,61	-84,07	47 533,61	47 441,19	92,42	
				2024	2010P084E83	86 100,00	0,00	937 065,05	72 387,42	-72 538,41	936 914,06	909 366,54	27 547,52	
				2025	2010P084E87	0,00	3 630 000,00	0,00	6 221 903,44	-2 603 472,15	3 618 431,29	2 803 471,09	814 960,20	
			Moyens du parc départemental				164 211,11	3 630 000,00	937 149,12	6 341 824,47	-2 676 094,63	4 602 878,96	3 760 278,82	842 600,14
			Signalisation	2022	2010P085E25	0,00	0,00	0,01			0,01		0,00	0,01
				2023	2010P085E26	2 616,83	0,00	85 320,85	16 979,41	-24 362,58	77 937,68	25 238,24	52 699,44	
				2024	2010P085E28	1 588 937,93	0,00	898 195,34	838 789,37		1 736 984,71	1 282 197,09	454 787,62	
				2025	2010P085E29	0,00	2 000 000,00	0,00	131 000,00		131 000,00	82 234,01	48 765,99	
			Signalisation				1 591 554,76	2 000 000,00	983 516,20	986 768,78	-24 362,58	1 945 922,40	1 389 669,34	556 253,06
			Domaine Entretien et exploitation du réseau routier				2 100 855,30	6 280 000,00	2 140 151,48	8 501 795,12	-3 482 330,07	7 159 616,53	5 637 836,43	1 521 780,10
			Politique Routes départementales				114 155 511,07	100 449 851,75	86 692 660,71	116 507 297,47	-25 478 153,31	177 721 804,87	76 344 086,35	101 377 718,52
	Sécurité	Sécurité des biens et des personnes	Incendie et secours	2021	2010P050E70	5 076,32	-25 076,32	20 000,00	20 000,00		-40 000,00	0,00	0,00	0,00
				2023	2010P050E73	16 772,54	-14 405,29	1 632,75			1 632,75	1 632,75	0,00	
				2024	2010P050E76	2 284,36	-1 072,35	17 983,25		-0,20	17 983,05	17 983,05	0,00	
				2025	2010P050E80	0,00	4 730 000,00	0,00	4 700 000,00		4 700 000,00	4 700 000,00	0,00	
			Incendie et secours				24 133,22	4 689 446,04	39 616,00	4 720 000,00	-40 000,20	4 719 615,80	4 719 615,80	0,00
			Sécurité	2022	2010P048E86	303 953,09	-13 224,01	405 401,12	26 666,67	-35 843,26	396 224,53	329 157,69	67 066,84	
				2023	2010P048E90	15 486,53	-21 392,00	1 087 797,05		-14 672,60	1 073 124,45	643 946,55	429 177,90	
				2024	2010P048E96	1 736 192,86	-1 676,16	754 830,67	1 662 127,57	-6 942,61	2 410 015,63	977 380,73	1 432 634,90	
				2025	2010P048E101	0,00	1 500 000,00	0,00	635 244,44		635 244,44	0,00	635 244,44	
			Sécurité				2 055 632,48	1 463 707,83	2 248 028,84	2 324 038,68	-57 458,47	4 514 609,05	1 950 484,97	2 564 124,08
			Domaine Sécurité des biens et des personnes				2 079 765,70	6 153 153,87	2 287 644,84	7 044 038,68	-97 458,67	9 234 224,85	6 670 100,77	2 564 124,08
			Politique Sécurité				2 079 765,70	6 153 153,87	2 287 644,84	7 044 038,68	-97 458,67	9 234 224,85	6 670 100,77	2 564 124,08
	Transports	Transports publics	Infrastructures de transport	2014	2010P036E21	482 236,31	0,00	41 047,85	167 726,50			208 774,35	167 786,50	40 987,85
				2015	2010P036E28	4 482 711,60	0,00	425 933,02	1 866 643,00	-75 239,63	2 217 336,39	1 935 026,08	282 310,31	
				2018	2010P036E42	300 000,00	-174 175,00	103 337,50	125 825,00			129 162,50	103 336,65	125 825,85
				2019	2010P036E43	41 945,98	98 165,72	864 215,67			864 215,67	206 194,74	658 020,93	
				2020	2010P036E46	0,00	-9 143,00	223 461,54		-9 143,00	214 318,54	162 123,86	52 194,68	
				2021	2010P036E52	8 040 000,00	-1 500 000,00	59 812,00	5 368 725,09	-1 637 163,09	3 791 374,00	2 924 620,23	866 753,77	
				2022	2010P036E63	16 480 085,42	0,00	5 489 628,23	9 880 543,39	-8 188 353,43	7 181 818,19	6 768 955,90	412 862,29	
				2023	2010P036E74	269 955,90	-50 000,00	3 375 533,26	808 939,28	-773 194,40	3 411 278,14	1 995 127,89	1 416 150,25	
				2024	2010P036E79	56 244 150,56	-6 935 508,05	64 667,94	10 456 402,34	-410 329,50	10 110 740,78	6 965 772,34	3 144 968,44	
				2025	2010P036E83	0,00	16 659 312,77	0,00	15 159 471,66	-3 769 999,85	11 389 471,81	717 874,13	10 671 597,68	
				Infrastructures de transport				86 341 085,77	8 088 652,44	10 647 637,01	43 834 276,26	-14 863 422,90	39 618 490,37	21 946 818,32
			Plan de déplacement urbain.	2014	2010P040E28	871,47	0,00	0,80			0,80		0,00	0,80
				2015	2010P040E29	50 314,84	0,00	139 240,58	50 000,00		189 240,58	37 510,18	151 730,40	
				2016	2010P040E32	0,00	0,00	22 054,75			22 054,75	0,00	22 054,75	
				2017	2010P040E33	74 447,10	0,00	26 307,04			26 307,04	14 948,59	11 358,45	
				2018	2010P040E35	775,77	0,00	44 567,11			44 567,11	0,00	44 567,11	
				2019	2010P040E37	0,00	0,00	0,00			0,00	0,00	0,00	
				2020	2010P040E39	0,00	-2 000,00	249 527,75	13 000,00	-22 304,39	240 223,36	94 117,10	146 106,26	
				2021	2010P040E41	0,00	-10 666,25	68 042,61	12 000,00	-52 881,17	27 161,44	27 041,44	120,00	
				2022	2010P040E43	171 000,00	0,00	58 531,25	80 000,00		138 531,25	16 431,44	122 099,81	
				2023	2010P040E44	180 000,00	0,00	450 108,04			450 108,04	280 373,32	169 734,72	
				2024	2010P040E48	4 295 110,00	132 000,00	50 000,00	4 595 110,00	-300 000,00	4 345 110,00	513 055,45	3 832 054,55	
				2025	2010P040E55	0,00	672 113,16	0,00	15 000,00		15 000,00	12 353,16	2 646,84	
				Plan de déplacement urbain.				4 772 519,18	791 446,91	1 108 379,93	4 765 110,00	-375 185,56	5 498 304,37	995 830,68
			Points d'arrêt	2016	2010P034E45	57 522,84	0,00	357 860,79	65 000,00	-100 000,00	322 860,79	141 605,30	181 255,49	
				2019	2010P034E55	0,00	0,00	0,01		-0,01	0,00	0,00	0,00	
				2023	2010P034E67	2 907 327,00	0,00	255 340,63	939 341,82	-434 178,93	760 503,52	268 254,74	492 248,78	
				Points d'arrêt				2 964 849,84	0,00	613 201,43	1 004 341,82	-534 178,94	1 083 364,31	409 860,04
			Domaine Transports publics				94 078 454,79	8 880 099,35	12 369 218,37	49 603 728,08	-15 772 787,40	46 200 159,05	23 352 509,04	22 847 650,01
			Politique Transports				94 078 454,79	8 880 099,35	12 369 218,37	49 603 728,08	-15 772 787,40	46 200 159,05	23 352 509,04	22 847 650,01
1 - Mission aménagement et développement du territoire						238 623 679,17	158 927 491,24	204 489 768,21	230 169 228,55	-49 105 507,02	385 553 489,74	156 087 788,19	229 465 701,55	
2 - Mission développement socio-éducatif, culturel et sportif	Culture et patrimoine	Archives	Développement des publics des Archives et valorisation des collections	2021	2010P138E127	8 903,97	0,00	0,00			0,00	0,00	0,00	
				2022	2010P138E137	6 255,02	0,00	9 226,53		-9 202,00	24,53	0,00	24,53	
				2023	2010P138E140	12 896,00	0,00	10 222,08		-4 401,37	5 820,71	5 535,00	285,71	
				2024	2010P138E144	14 047,18	-1 961,00	35 571,12	5 000,00	-1 961,00	38 610,12	31 371,71	7 238,41	
				2025	2010P138E154	0,00	78 000,00	0,00	43 683,03		43 683,03	5 304,00	38 379,03	
			Développement des publics des Archives et valorisation des collections				42 102,17	76 039,00	55 019,73	48 683,03	-15 564,37	88 138,39	42 210,71	45 927,68
			Domaine Archives				42 102,17	76 039,00	55 019,73	48 683,03	-15 564,37	88 138,39	42 210,71	45 927,68

Mission	Politique	Domaine	Programme	Millésime	Code AP/EPCP	Stock AP disponible pour affectation 1erJanvier	Mouvements d'AP votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 1er janvier	Flux d'AP affectées dans l'année	AP affectées annulées dans l'année	Stock d'AP affectées restant à financer	CP mandatés au budget de l'année	Reste à financer au titre des AP affectées au 31 déc.
		Développement culturel	Actions culturelles.	2021	2010P118E84	0,00	0,00	22 000,00			22 000,00	0,00	22 000,00
				2022	2010P118E87	0,00	0,00	7 000,00			7 000,00	0,00	7 000,00
				2023	2010P118E94	0,00	0,00	20 000,00			20 000,00	20 000,00	0,00
				2024	2010P118E96	0,00	0,00	205 634,25			205 634,25	66 004,78	139 629,47
				2025	2010P118E101	0,00	62 075,00	0,00			0,00	0,00	0,00
			Actions culturelles.			0,00	62 075,00	254 634,25			254 634,25	86 004,78	168 629,47
			Enseignement artistique et pratiques amateurs	2020	2010P122E24	0,00	0,00	0,00			0,00	0,00	0,00
				2021	2010P122E26	0,00	0,00	0,00			0,00	0,00	0,00
				2023	2010P122E31	0,00	0,00	0,00			0,00	0,00	0,00
				2024	2010P122E34	0,00	0,00	83 334,00			83 334,00	82 512,00	822,00
				2025	2010P122E35	0,00	80 000,00	0,00	80 000,00		80 000,00	0,00	80 000,00
			Enseignement artistique et pratiques amateurs			0,00	80 000,00	83 334,00	80 000,00		163 334,00	82 512,00	80 822,00
		Domaine Développement culturel				0,00	142 075,00	337 968,25	80 000,00		417 968,25	168 516,78	249 451,47
	Développement de la lecture publique	Autres - développement de la lecture publique	Autres - développement de la lecture publique	2024	2010P126E71	13 300,16	0,00	0,00	13 300,16		13 300,16	11 608,74	1 691,42
				2025	2010P126E74	0,00	5 000,00	0,00	2 533,20		2 533,20	2 527,20	6,00
			Autres - développement de la lecture publique			13 300,16	5 000,00	0,00	15 833,36		15 833,36	14 135,94	1 697,42
		Développement de l'offre documentaire	Développement de l'offre documentaire	2024	2010P128E47	3 954,16	0,00	1 285,36	5 070,75	-1 322,74	5 033,37	5 033,37	0,00
				2025	2010P128E50	0,00	70 000,00	0,00	43 400,00	-3 400,00	40 000,00	36 716,54	3 283,46
			Développement de l'offre documentaire			3 954,16	70 000,00	1 285,36	48 470,75	-4 722,74	45 033,37	41 749,91	3 283,46
		Développement du réseau - Médiathèque	Développement du réseau - Médiathèque	2021	2010P129E61	3 489,36	-3 489,36	0,00			0,00	0,00	0,00
				2022	2010P129E66	46,55	-1 876,24	21 829,69		-2 529,69	19 300,00	9 300,00	10 000,00
				2024	2010P129E70	43 952,47	-43 947,47	305 544,38		-502,82	305 041,56	305 041,55	0,01
				2025	2010P129E73	0,00	73 947,47	0,00	60 045,00		60 045,00	0,00	60 045,00
			Développement du réseau - Médiathèque			47 488,38	24 634,40	327 374,07	60 045,00	-3 032,51	384 386,56	314 341,55	70 045,01
		Domaine Développement de la lecture publique				64 742,70	99 634,40	328 659,43	124 349,11	-7 755,25	445 253,29	370 227,40	75 025,89
	Musées	Développement et valorisation des collections - musées	Développement et valorisation des collections - musées	2020	2010P145E102	1 048 749,30	0,00	96 973,84	39 285,41	-31 315,80	104 943,45	92 260,15	12 683,30
				2022	2010P145E113	45 280,00	0,00	720,00		-720,00	0,00	0,00	0,00
				2023	2010P145E118	0,00	-29 690,55	29 690,55		-29 690,55	0,00	0,00	0,00
				2024	2010P145E124	0,00	-25 960,00	209 001,60	12 084,86	-153 378,28	67 708,18	42 351,84	25 356,34
				2025	2010P145E131	0,00	2 205 960,00	0,00	4 050 000,00	-2 025 000,00	2 025 000,00	2 015 162,01	9 837,99
			Développement et valorisation des collections - musées			1 094 029,30	2 150 309,45	336 385,99	4 101 370,27	-2 240 104,63	2 197 651,63	2 149 774,00	47 877,63
		Domaine Musées				1 094 029,30	2 150 309,45	336 385,99	4 101 370,27	-2 240 104,63	2 197 651,63	2 149 774,00	47 877,63
Patrimoine		Antiquités et objets d'art	Antiquités et objets d'art	2019	2010P132E38	0,00	0,00	31 763,23			31 763,23	883,13	30 880,10
				2021	2010P132E41	0,00	0,00	0,00			0,00	0,00	0,00
				2022	2010P132E43	0,00	0,00	3 614,00			3 614,00	3 614,00	0,00
				2023	2010P132E46	0,00	0,00	41 779,00			41 779,00	4 176,02	37 602,98
				2024	2010P132E49	28 303,00	-19,00	30 327,00	8 273,00		38 600,00	21 588,60	17 011,40
				2025	2010P132E51	0,00	60 000,00	0,00	58 914,00		58 914,00	0,00	58 914,00
			Antiquités et objets d'art			28 303,00	59 981,00	107 483,23	67 187,00		174 670,23	30 261,75	144 408,48
		Archéologie - recherche et valorisation	Archéologie - recherche et valorisation	2023	2010P134E51	0,00	0,00	47 100,43		-41 281,39	5 819,04	0,00	5 819,04
						0,00	0,00	47 100,43		-41 281,39	5 819,04	0,00	5 819,04
		Développement des publics du château de Blandy-les-Tours	Développement des publics du château de Blandy-les-Tours	2019	2010P135E50	0,00	0,00	333 058,73			333 058,73	11 554,51	321 504,22
				2022	2010P135E59	7,20	-7,20	8 050,80			8 050,80	8 050,80	0,00
				2023	2010P135E64	70 280,00	0,00	330 710,00	23 480,00		354 190,00	23 749,28	330 440,72
				2024	2010P135E72	313 151,77	-95,17	15 497,12	70 167,19	-4 536,92	81 127,39	32 868,29	48 259,10
				2025	2010P135E84	0,00	140 000,00	0,00			0,00	0,00	0,00
			Développement des publics du château de Blandy-les-Tours			383 438,97	139 897,63	687 316,65	93 647,19	-4 536,92	776 426,92	76 222,88	700 204,04
	Patrimoine monumental	Patrimoine monumental	Patrimoine monumental	2018	2010P136E76	0,00	0,00	0,00			0,00	0,00	0,00
				2019	2010P136E81	0,00	0,00	19,19			19,19	0,00	19,19
				2020	2010P136E82	0,00	0,00	65 941,32			65 941,32	63 401,52	2 539,80
				2021	2010P136E84	10 501,10	-23 771,10	248 857,57		-13 270,00	235 587,57	2 900,79	232 686,78
				2022	2010P136E86	0,00	-1 063,27	528 502,47		-1 063,27	527 439,20	226 432,22	301 006,98
				2023	2010P136E89	0,00	-2 628,25	723 660,25		-2 628,25	721 032,00	188 106,39	532 925,61
				2024	2010P136E93	433 965,00	-432 787,91	986 044,00		-2 787,91	983 256,09	462 890,42	520 365,67
				2025	2010P136E96	0,00	2 436 779,50	0,00	1 009 346,00	-3 220,50	1 006 125,50	137 725,30	868 400,20
			Patrimoine monumental			444 466,10	1 976 528,97	2 553 024,80	1 009 346,00	-22 969,93	3 539 400,87	1 081 456,64	2 457 944,23
		Valorisation du patrimoine	Valorisation du patrimoine	2023	2010P137E62	500 000,00	0,00	7 385,20			7 385,20	3 605,20	3 780,00
				2024	2010P137E65	11 201,60	-31 201,60	40 000,00		-20 000,00	20 000,00	9 306,47	10 693,53
				2025	2010P137E67	0,00	68 925,00	0,00	33 604,10	-8 604,10	25 000,00	4 551,95	20 448,05
			Valorisation du patrimoine			511 201,60	37 723,40	47 385,20	33 604,10	-28 604,10	52 385,20	17 463,62	34 921,58
		Domaine Patrimoine				1 367 409,67	2 214 131,00	3 442 310,31	1 203 784,29	-97 392,34	4 548 702,26	1 205 404,89	3 343 297,37
	Politique Culture et patrimoine					2 568 283,84	4 682 188,85	4 500 343,71	5 558 186,70	-2 360 816,59	7 697 713,82	3 936 133,78	3 761 580,04

Mission	Politique	Domaine	Programme	Millésime	Code AP/EPCP	Stock AP disponible pour affectation 1erJanvier	Mouvements d'AP votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 1er janvier	Flux d'AP affectées dans l'année	AP affectées annulées dans l'année	Stock d'AP affectées restant à financer	CP mandatés au budget de l'année	Reste à financer au titre des AP affectées au 31 déc.
Education formation	Education formation	Bâtiments des collèges	Acquisitions de terrains et bâtiments scolaires	2024	2010P088E33	9 999,00	-9 999,00	0,00			0,00	0,00	0,00
				2025	2010P088E35	0,00	10 000,00	0,00			0,00	0,00	0,00
			Acquisitions de terrains et bâtiments scolaires			9 999,00	1,00	0,00			0,00	0,00	0,00
			Constructions extensions réhabilitations	2002	2010P087E26	0,00	0,00	27 187,28			27 187,28	0,00	27 187,28
				2005	2010P087E33	0,00	-22,56	721,00		-22,56	698,44	697,44	1,00
				2007	2010P087E40	0,00	0,00	30 000,00			30 000,00	0,00	30 000,00
				2008	2010P087E41	0,00	-44 707,95	144 337,49		-44 707,95	99 629,54	3 523,48	96 106,06
				2009	2010P087E42	0,00	0,00	240 260,11			240 260,11	0,00	240 260,11
				2011	2010P087E44	0,00	0,00	455 473,52			455 473,52	99 189,40	356 284,12
				2013	2010P087E53	0,00	0,00	85 911,15			85 911,15	0,00	85 911,15
				2014	2010P087E54	0,00	0,00	1 041 329,50			1 041 329,50	7 457,13	1 033 872,37
				2015	2010P087E55	0,00	500 000,00	1 644 464,83	500 000,00		2 144 464,83	418 841,50	1 725 623,33
				2016	2010P087E56	0,00	0,00	3 373 547,99			3 373 547,99	3 056 429,00	317 118,99
				2017	2010P087E72	0,00	0,00	3 873 597,40			3 873 597,40	2 692 417,30	1 181 180,10
				2018	2010P087E75	0,00	3 550 000,00	6 455 331,53	3 875 912,49	-325 912,49	10 005 331,53	8 414 843,89	1 590 487,64
				2019	2010P087E81	0,00	2 000 000,00	28 894 002,71	4 000 000,00	-2 000 000,00	30 894 002,71	11 092 101,36	19 801 901,35
				2020	2010P087E87	0,00	4 995 004,77	18 820 112,35	5 000 000,00	-4 995,23	23 815 117,12	4 030 695,43	19 784 421,69
				2021	2010P087E91	0,00	0,00	2 791 082,46	30 000,00	-30 000,00	2 791 082,46	871 326,84	1 919 755,62
				2022	2010P087E93	94 873,95	0,00	25 506 184,58	81 078,29	-2 000,00	25 585 262,87	17 313 288,92	8 271 973,95
				2023	2010P087E102	0,00	254 995,23	66 388 123,40	1 954 995,23	-1 700 000,00	66 643 118,63	14 371 436,50	52 271 682,13
				2024	2010P087E104	0,00	700 000,00	34 212 725,28	700 000,00		34 912 725,28	2 149 744,10	32 762 981,18
				2025	2010P087E115	0,00	20 950 000,00	0,00	35 000 000,00	-14 050 000,00	20 950 000,00	123 689,70	20 826 310,30
			Constructions extensions réhabilitations			94 873,95	32 905 269,49	193 984 392,58	51 141 986,01	-18 157 638,23	226 968 740,36	64 645 681,99	162 323 058,37
			Entretien et grosses réparations	2016	2010P086E72	0,00	0,00	0,00			0,00	0,00	0,00
				2017	2010P086E75	0,00	-171 199,02	368 016,16	137 261,75	-308 460,78	196 817,13	196 817,13	0,00
				2018	2010P086E81	0,00	-14 405,84	890 165,69	373 224,11	-387 629,95	875 759,85	622 490,26	253 269,59
				2019	2010P086E84	0,00	0,00	2 365 582,88	1 058 277,37	-1 058 277,37	2 365 582,88	1 796 570,90	569 011,98
				2020	2010P086E90	0,00	0,00	4 825 352,19	900 430,36	-900 430,36	4 825 352,19	2 460 346,42	2 365 005,77
				2021	2010P086E96	0,00	64 645,77	10 250 098,22	1 408 301,95	-1 343 656,18	10 314 743,99	2 805 752,28	7 508 991,71
				2022	2010P086E106	229 902,00	4 070 098,00	16 658 599,34	4 320 061,35	-20 061,35	20 958 599,34	4 433 098,21	16 525 501,13
				2023	2010P086E108	0,00	9 000 000,00	23 077 227,47	9 021 475,10	-21 475,10	32 077 227,47	4 814 292,97	27 262 934,50
				2024	2010P086E112	0,00	16 050 861,09	29 260 983,57	20 666 063,75	-4 615 202,66	45 311 844,66	6 817 784,24	38 494 060,42
				2025	2010P086E116	0,00	26 020 000,00	0,00	55 224 053,56	-29 204 053,56	26 020 000,00	4 692 625,49	21 327 374,51
			Entretien et grosses réparations			229 902,00	55 020 000,00	87 696 025,52	93 109 149,30	-37 859 247,31	142 945 927,51	28 639 777,90	114 306 149,61
			Domaine Bâtiments des collèges			334 774,95	87 925 270,49	281 680 418,10	144 251 135,31	-56 016 885,54	369 914 667,87	93 285 459,89	276 629 207,98
		Enseignement supérieur et	Enseignement supérieur et recherche.	2020	2010P104E46	0,00	0,00	800 000,00			800 000,00	0,00	800 000,00
			Enseignement supérieur et recherche.			0,00	0,00	800 000,00			800 000,00	0,00	800 000,00
		Domaine Enseignement supérieur et recherche				0,00	0,00	800 000,00			800 000,00	0,00	800 000,00
		Vie des collèges	Equipement et matériel TICE	2015	2010P096E40	0,00	0,00	301 183,19			301 183,19	114 807,37	186 375,82
				2021	2010P096E70	3 121,91	-3 121,93	0,02		-0,02	0,00	0,00	0,00
				2022	2010P096E72	0,00	-2 787,96	2 787,96		-2 787,96	0,00	0,00	0,00
				2023	2010P096E75	0,00	-1 289,06	1 289,07		-1 289,06	0,01	0,00	0,01
				2024	2010P096E80	2 664 621,00	-16 342,13	148 440,42	3 316 077,70	-667 798,83	2 796 719,29	2 313 617,36	483 101,93
				2025	2010P096E84	0,00	5 584 785,92	0,00	1 503 922,42	-92 000,00	1 411 922,42	1 410 531,77	1 390,65
			Equipement et matériel TICE			2 667 742,91	5 561 244,84	453 700,66	4 820 000,12	-763 875,87	4 509 824,91	3 838 956,50	670 868,41
			Matériel et mobilier des collèges	2021	2010P090E46	4 396,43	-5 596,43	1 200,00		-1 200,00	0,00	0,00	0,00
				2022	2010P090E48	5 112,69	-5 934,47	821,78		-821,78	0,00	0,00	0,00
				2023	2010P090E49	3 527,09	-3 527,11	74 564,74		-0,02	74 564,72	74 209,01	355,71
				2024	2010P090E50	628 914,82	-10 573,17	169 084,88	670 233,81	-52 021,22	787 297,47	784 164,17	3 133,30
				2025	2010P090E51	0,00	1 035 000,00	0,00	1 097 784,23	-93 345,95	1 004 438,28	869 557,48	134 880,80
			Matériel et mobilier des collèges			641 951,03	1 009 368,82	245 671,40	1 768 018,04	-147 388,97	1 866 300,47	1 727 930,66	138 369,81
			Participation au budget des collèges privés	2022	2010P093E111	6 600,00	0,00	819 400,00	3 639,00		823 039,00	300 000,00	523 039,00
				2024	2010P093E118	3 324,00	0,00	156 676,00			156 676,00	80 000,00	76 676,00
			Participation au budget des collèges privés			9 924,00	0,00	976 076,00	3 639,00		979 715,00	380 000,00	599 715,00
			Participations au budget des EPLE	2024	2010P095E72	1 643 570,46	-0,46	110 968,57	263 269,51	-5 870,44	368 367,64	260 702,89	107 664,75
				2025	2010P095E75	0,00	0,00	0,00			0,00	0,00	0,00
			Participations au budget des EPLE			1 643 570,46	-0,46	110 968,57	263 269,51	-5 870,44	368 367,64	260 702,89	107 664,75
			Restauration scolaire	2023	2010P094E97	0,00	0,00	0,00			0,00	0,00	0,00
				2024	2010P094E102	1 492,10	-1 492,28	132 103,30		-0,18	132 103,12	132 103,12	0,00
				2025	2010P094E104	0,00	1 300 000,00	0,00	1 328 290,19	-28 533,90	1 299 756,29	1 296 195,45	3 560,84
			Restauration scolaire			1 492,10	1 298 507,72	132 103,30	1 328 290,19	-28 534,08	1 431 859,41	1 428 298,57	3 560,84
			Domaine Vie des collèges			4 964 680,50	7 869 120,92	1 918 519,93	8 183 216,86	-945 669,36	9 156 067,43	7 635 888,62	1 520 178,81
			Politique Education formation			5 299 455,45	95 794 391,41	284 398 938,03	152 434 352,17	-56 962 554,90	379 870 735,30	100 921 348,51	278 949 386,79

Mission	Politique	Domaine	Programme	Millésime	Code AP/EPCP	Stock AP disponible pour affectation 1erJanvier	Mouvements d'AP votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 1er janvier	Flux d'AP affectées dans l'année	AP affectées annulées dans l'année	Stock d'AP affectées restant à financer	CP mandatés au budget de l'année	Reste à financer au titre des AP affectées au 31 déc.		
	Jeunesse, sports et loisirs	Activités sportives	Equipements sportifs	2019	2010P117E54	0,00	0,00	0,00			0,00	0,00	0,00		
				2020	2010P117E55	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00				
				2022	2010P117E57	0,04	0,00	50 167,00		50 167,00	50 167,00	0,00			
				2023	2010P117E58	731 742,00	-753 422,25	335 214,25		-78 375,25	256 839,00	133 659,00	123 180,00		
				2024	2010P117E59	58 466,00	0,00	0,00			0,00	0,00	0,00		
				2025	2010P117E60	0,00	830 000,00	0,00	194 032,00		194 032,00	55 198,00	138 834,00		
		Equipements sportifs					790 208,04	76 577,75	385 381,25	194 032,00	-78 375,25	501 038,00	239 024,00	262 014,00	
		Domaine Activités sportives					790 208,04	76 577,75	385 381,25	194 032,00	-78 375,25	501 038,00	239 024,00	262 014,00	
		Politique Jeunesse, sports et loisirs					790 208,04	76 577,75	385 381,25	194 032,00	-78 375,25	501 038,00	239 024,00	262 014,00	
		2 - Mission développement socio-éducatif, culturel et sportif					8 657 947,33	100 553 158,01	289 284 662,99	158 186 570,87	-59 401 746,74	388 069 487,12	105 096 506,29	282 972 980,83	
3 - Mission solidarité	Habitat	Développement et amélioration de l'offre de logement	Développement et amélioration de l'offre du parc privé	2017	2010P193E37	100,00	-100,00	0,00			0,00	0,00	0,00		
				2020	2010P193E43	0,00		0,00			0,00	0,00	0,00		
				2021	2010P193E45	0,00		0,00			0,00	0,00	0,00		
				2022	2010P193E47	0,00	0,00	8 417,00			8 417,00	0,00	8 417,00		
				2023	2010P193E49	1,00	-1,00	8 799,50			8 799,50	0,00	8 799,50		
				2024	2010P193E56	44 504,00	-11,00	74 857,50	44 460,00		119 317,50	110 452,00	8 865,50		
				2025	2010P193E64	0,00	163 040,00	0,00	166 046,00	-7 833,00	158 213,00	113 057,00	45 156,00		
			Développement et amélioration de l'offre du parc privé					44 605,00	162 928,00	92 074,00	210 506,00	-7 833,00	294 747,00	223 509,00	71 238,00
			Développement et amélioration de l'offre du parc social	2023	2010P192E55			0,00			0,00	0,00	0,00		
				2024	2010P192E58	30 000,00	-30 000,00	0,00			0,00	0,00	0,00		
				2025	2010P192E61			0,00			0,00	0,00	0,00		
			Développement et amélioration de l'offre du parc social					30 000,00	-30 000,00	0,00			0,00	0,00	0,00
			Domaine Développement et amélioration de l'offre de logement					74 605,00	132 928,00	92 074,00	210 506,00	-7 833,00	294 747,00	223 509,00	71 238,00
		Insertion par le logement	Actions d'insertion par le logement	2007	2010P188E31			0,00	-69 000,00	69 000,00		-69 000,00	0,00	0,00	0,00
				2009	2010P188E04			0,00	-64 400,00	64 400,00		-64 400,00	0,00	0,00	0,00
				2024	2010P188E89	95 000,00	-95 000,00	0,00			0,00	0,00	0,00	0,00	
				2025	2010P188E97			0,00			0,00	0,00	0,00	0,00	
			Actions d'insertion par le logement					95 000,00	-228 400,00	133 400,00		-133 400,00	0,00	0,00	0,00
		Domaine Insertion par le logement					95 000,00	-228 400,00	133 400,00		-133 400,00	0,00	0,00	0,00	
		Politique Habitat					169 605,00	-95 472,00	225 474,00	210 506,00	-141 233,00	294 747,00	223 509,00	71 238,00	
	Personnes âgées	Hébergement des personnes âgées	Frais liés à l'hébergement en établissement des personnes âgées	2017	2010P175E79			0,00	0,00	50 000,00		50 000,00	40 000,00	10 000,00	
				2018	2010P175E82			0,00	0,00	50 000,00		50 000,00	50 000,00	0,00	
				2021	2010P175E94			0,00	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	
				2022	2010P175E100			0,00	0,00	174 000,00		174 000,00	174 000,00	0,00	
				2024	2010P175E111	1 200 000,00		0,00	0,00	1 200 000,00		1 200 000,00	550 000,00	650 000,00	
				2025	2010P175E117			0,00	1 916 000,00	0,00	758 837,00	-257 481,20	501 355,80	468 155,80	33 200,00
			Frais liés à l'hébergement en établissement des personnes âgées					1 200 000,00	1 916 000,00	274 000,00	1 958 837,00	-257 481,20	1 975 355,80	1 282 155,80	693 200,00
			Domaine Hébergement des personnes âgées					1 200 000,00	1 916 000,00	274 000,00	1 958 837,00	-257 481,20	1 975 355,80	1 282 155,80	693 200,00
			Politique Personnes âgées					1 200 000,00	1 916 000,00	274 000,00	1 958 837,00	-257 481,20	1 975 355,80	1 282 155,80	693 200,00
			Personnes handicapées	Hébergement des personnes handicapées	Frais liés à l'hébergement en établissement des personnes handicapées	2019	2010P169E67			0,00	303 750,00			303 750,00	303 750,00
2023	2010P169E85	60 000,00				-60 000,00	0,00			0,00	0,00	0,00	0,00		
2024	2010P169E87	330 000,00				-60 000,00	0,00			0,00	0,00	0,00	0,00		
2025	2010P169E92						0,00	570 500,00	0,00	259 000,00	-100 000,00	159 000,00	127 200,00	31 800,00	
Frais liés à l'hébergement en établissement des personnes handicapées					390 000,00	450 500,00	303 750,00	259 000,00	-100 000,00	462 750,00	430 950,00	31 800,00			
Domaine Hébergement des personnes handicapées					390 000,00	450 500,00	303 750,00	259 000,00	-100 000,00	462 750,00	430 950,00	31 800,00			
Politique Personnes handicapées					390 000,00	450 500,00	303 750,00	259 000,00	-100 000,00	462 750,00	430 950,00	31 800,00			
Santé publique	Santé publique	Démographie médicale	2022	2010P151E34			0,00	0,00			0,00	0,00	0,00		
			2024	2010P151E44	50 000,00	0,00	35 000,00			35 000,00	35 000,00	0,00			
			2025	2010P151E49			0,00	90 000,00	0,00	40 795,44		40 795,44	13 430,00	27 365,44	
		Démographie médicale					50 000,00	90 000,00	35 000,00	40 795,44		75 795,44	48 430,00	27 365,44	
		Domaine Santé publique					50 000,00	90 000,00	35 000,00	40 795,44		75 795,44	48 430,00	27 365,44	
		Politique Santé publique					50 000,00	90 000,00	35 000,00	40 795,44		75 795,44	48 430,00	27 365,44	
		3 - Mission solidarité					1 809 605,00	2 361 028,00	838 224,00	2 469 138,44	-498 714,20	2 808 648,24	1 985 044,80	823 603,44	
4 - Mission fonctionnelle	Conduite des politiques départementales	Communication	Communication.	2024	2010P197E76			0,00	2 106,25			2 106,25	0,00	2 106,25	
				2025	2010P197E78			0,00	13 218,00	0,00	13 218,00		13 218,00	12 699,75	518,25
			Communication.					0,00	13 218,00	2 106,25	13 218,00		15 324,25	12 699,75	2 624,50
			Développement des services et usages	2020	2010P021E38			0,00		0,00			0,00	0,00	0,00
		Développement des services et usages					0,00		0,00			0,00	0,00	0,00	
		Domaine Communication					0,00	13 218,00	2 106,25	13 218,00			15 324,25	12 699,75	2 624,50
		Politique Conduite des politiques départementales					0,00	13 218,00	2 106,25	13 218,00			15 324,25	12 699,75	2 624,50

Mission	Politique	Domaine	Programme	Millésime	Code AP/EPCP	Stock AP disponible pour affectation 1erJanvier	Mouvements d'AP votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 1er janvier	Flux d'AP affectées dans l'année	AP affectées annulées dans l'année	Stock d'AP affectées restant à financer	CP mandatés au budget de l'année	Reste à financer au titre des AP affectées au 31 déc.
	Direction et animation de l'action départementale	Finances	Autres opérations financières	2024	2010P200E87	1 835 956,70	-1 835 956,70	0,00			0,00	0,00	0,00
				2025	2010P200E89	0,00	1 000 000,00	0,00	2 000,00	2 000,00	0,00		
			Autres opérations financières				1 835 956,70	-835 956,70	0,00	2 000,00	2 000,00	0,00	0,00
		Dépenses/Recettes d'investissement.	2024	2010P212E38	0,00		0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
			2025	2010P212E40	0,00		0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		Dépenses/Recettes d'investissement.				0,00	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	
	Domaine Finances				1 835 956,70	-835 956,70	0,00	2 000,00	2 000,00	2 000,00	0,00		
	Politique Direction et animation de l'action départementale						1 835 956,70	-835 956,70	0,00	2 000,00	2 000,00	2 000,00	0,00
	Moyens généraux	Bâtiments départementaux	Culture et patrimoine - construction	2020	2010P235E19	0,00	-34 691,54	34 691,54		-34 691,54	0,00	0,00	0,00
				2024	2010P235E30	0,00		900 000,00			900 000,00	0,00	900 000,00
2025				2010P235E31	0,00	200 000,00	0,00	200 000,00		200 000,00	0,00	200 000,00	
Culture et patrimoine - construction				0,00	165 308,46	934 691,54	200 000,00	-34 691,54	1 100 000,00	0,00	1 100 000,00		
Culture et patrimoine - entretien et grosses réparations			2015	2010P236E29	0,01	0,00	0,00			0,00	0,00	0,00	0,00
			2019	2010P236E33	0,00	-77 309,15	77 857,71		-77 309,15	548,56	548,56	0,00	0,00
			2020	2010P236E37	0,00	-1 379,06	118 108,10		-1 379,06	116 729,04	22 145,27	94 583,77	0,00
			2021	2010P236E39	0,00	0,00	355 809,61			355 809,61	1 218,40	354 591,21	0,00
			2022	2010P236E40	0,00	0,00	229 350,81	14 248,73	-14 248,73	229 350,81	78 910,74	150 440,07	0,00
			2023	2010P236E43	0,00	0,00	313 847,83			313 847,83	105 430,33	208 417,50	0,00
			2024	2010P236E44	0,00	112 000,69	663 330,72	112 000,69		775 331,41	46 572,82	728 758,59	0,00
			2025	2010P236E45	0,00	608 750,00	0,00	950 250,00	-341 500,00	608 750,00	76 443,08	532 306,92	0,00
Culture et patrimoine - entretien et grosses réparations			0,01	642 062,48	1 758 304,78	1 076 499,42	-434 436,94	2 400 367,26	331 269,20	2 069 098,06	0,00		
Services départementaux - construction			2020	2010P229E13	0,00	-342 001,51	342 001,51		-342 001,51	0,00	0,00	0,00	0,00
			2021	2010P229E14	0,00	6 077 814,02	33 715 096,37	6 500 000,00	-422 185,98	39 792 910,39	1 775 706,03	38 017 204,36	0,00
			2023	2010P229E20	0,00	1 184 187,49	787 930,93	1 184 187,49		1 972 118,42	62 479,64	1 909 638,78	0,00
			2024	2010P229E23	300 000,00	50 000,00	100 000,00	700 000,00	-350 000,00	450 000,00	4 417,62	445 582,38	0,00
			2025	2010P229E24	0,00	450 000,00	0,00	7 450 000,00	-7 000 000,00	450 000,00	0,00	450 000,00	0,00
Services départementaux - construction				300 000,00	7 420 000,00	34 945 028,81	15 834 187,49	-8 114 187,49	42 665 028,81	1 842 603,29	40 822 425,52		
Services départementaux - entretien et grosses réparations			2014	2010P230E58	0,00	0,00	0,00			0,00	0,00	0,00	0,00
			2015	2010P230E60	0,00	-575,36	118 303,13		-575,36	117 727,77	70 671,91	47 055,86	0,00
			2016	2010P230E63	0,00	1 000 000,00	3 545 195,59	1 000 000,00		4 545 195,59	828 854,67	3 716 340,92	0,00
			2017	2010P230E68	0,00	0,00	273 190,86			273 190,86	69 130,93	204 059,93	0,00
			2018	2010P230E71	0,00	0,00	0,00			0,00	0,00	0,00	0,00
			2019	2010P230E74	0,00	-218 620,94	651 540,04		-218 620,94	432 919,10	19 650,70	413 268,40	0,00
			2020	2010P230E77	0,00	-34 574,99	385 068,85		-34 574,99	350 493,86	55 704,83	294 789,03	0,00
			2021	2010P230E79	0,00	-81 692,96	103 976,66		-81 692,96	22 283,70	4 522,95	17 760,75	0,00
			2022	2010P230E87	0,00	0,00	372 201,50			372 201,50	0,00	372 201,50	0,00
			2022	2010P230E92	0,00	668 000,00	3 286 734,34	710 000,00	-42 000,00	3 954 734,34	934 813,41	3 019 920,93	0,00
			2023	2010P230E96	0,00	-165 000,00	907 687,38		-165 000,00	742 687,38	154 472,00	588 215,38	0,00
			2024	2010P230E100	0,00	416 843,31	5 420 340,49	1 391 843,31	-975 000,00	5 837 183,80	765 899,10	5 071 284,70	0,00
2025			2010P230E104	0,00	2 782 000,00	0,00	5 229 000,00	-2 447 000,00	2 782 000,00	127 206,21	2 654 793,79	0,00	
Services départementaux - entretien et grosses réparations			0,00	4 366 379,06	15 064 238,84	8 330 843,31	-3 964 464,25	19 430 617,90	3 030 926,71	16 399 691,19	0,00		
Solidarité - construction			2019	2010P233E32	0,00	0,00	202 070,79			202 070,79	18 205,13	183 865,66	0,00
			2020	2010P233E33	0,00	-87 897,98	4 445 894,43		-87 897,98	4 357 996,45	3 631 150,48	726 845,97	0,00
			2022	2010P233E36	0,00	0,00	2 888 506,76			2 888 506,76	240 388,28	2 648 118,48	0,00
			2023	2010P233E37	0,00	20 000,00	7 073,18	20 000,00		24 000,00	3 073,18		0,00
			2024	2010P233E38	0,00	67 897,98	3 097 251,70	67 897,98		3 165 149,68	46 649,96	3 118 499,72	0,00
			2025	2010P233E41	0,00	300 000,00	0,00	300 000,00		300 000,00	0,00	300 000,00	0,00
Solidarité - construction			0,00	300 000,00	10 640 796,86	387 897,98	-87 897,98	10 940 796,86	3 960 393,85	6 980 403,01	0,00		
Solidarité - entretien et grosses réparations			2017	2010P234E51	0,00	16 567,41	16 567,41			16 567,41	7 842,40	8 725,01	0,00
			2018	2010P234E52	0,00	-16 734,11	16 734,11		-16 734,11	0,00	0,00	0,00	0,00
			2019	2010P234E59	0,00	0,00	92 295,79			92 295,79	5 989,68	86 306,11	0,00
			2020	2010P234E62	0,00	0,00	225 746,87			225 746,87	35 115,44	190 631,43	0,00
			2021	2010P234E64	0,00	0,00	243 028,52			243 028,52	38 290,43	204 738,09	0,00
			2022	2010P234E67	0,00	0,00	441 246,83	2 028,84	-2 028,84	441 246,83	165 356,53	275 890,30	0,00
			2023	2010P234E71	0,00	0,00	1 738 795,66	2 607,53	-2 607,53	1 738 795,66	631 581,68	1 107 213,98	0,00
			2024	2010P234E75	0,00	16 734,11	1 798 254,57	120 788,23	-104 054,12	1 814 988,68	639 265,29	1 175 723,39	0,00
			2025	2010P234E78	0,00	2 922 000,00	0,00	3 172 001,00	-250 001,00	2 922 000,00	209 898,61	2 712 101,39	0,00
Solidarité - entretien et grosses réparations			0,00	2 922 000,00	4 572 669,76	3 297 425,60	-375 425,60	7 494 669,76	1 733 340,06	5 761 329,70	0,00		
Voirie - construction	2021	2010P231E17	0,00	-96 004,18	136 346,49		-96 004,18	40 342,31	0,00	40 342,31	0,00		
	2022	2010P231E18	0,00	0,00	503 085,18			503 085,18	115 399,50	387 685,68	0,00		
	2023	2010P231E19	0,00	96 004,18	3 417 265,37	96 004,18		3 513 269,55	1 592 863,88	1 920 405,67	0,00		
	2024	2010P231E20	0,00	0,00	0,00			0,00	0,00	0,00	0,00		
Voirie - construction			0,00	0,00	4 056 697,04	96 004,18	-96 004,18	4 056 697,04	1 708 263,38	2 348 433,66	0,00		
Voirie - entretien et grosses réparations	2019	2010P232E41	0,00	0,00	130 382,64			130 382,64	3 513,32	126 869,32	0,00		
	2020	2010P232E43	0,00	0,00	149 131,38			149 131,38	27 739,80	121 391,58	0,00		
	2021	2010P232E45	0,00	-5 065,05	414 644,09		-5 065,05	409 579,04	80 998,17	328 580,87	0,00		
	2022	2010P232E47	0,00	0,00	323 918,66			323 918,66	52 363,36	271 555,30	0,00		
	2023	2010P232E54	0,00	0,00	706 662,73	5 265,81	-5 265,81	706 662,73	304 223,57	402 439,16	0,00		
	2024	2010P232E57	0,00	5 065,05	1 066 195,14	5 065,05		1 071 260,19	190 936,30	880 323,89	0,00		
	2025	2010P232E60	0,00	1 157 300,00	0,00	1 457 300,00	-500 000,00	957 300,00	186 478,06	770 821,94	0,00		

Mission	Politique	Domaine	Programme	Millésime	Code AP/EPCP	Stock AP disponible pour affectation 1erJanvier	Mouvements d'AP votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 1er janvier	Flux d'AP affectées dans l'année	AP affectées annulées dans l'année	Stock d'AP affectées restant à financer	CP mandatés au budget de l'année	Reste à financer au titre des AP affectées au 31 déc.	
			Voirie - entretien et grosses réparations			0,00	1 157 300,00	2 790 934,64	1 467 630,86	-510 330,86	3 748 234,64	846 252,58	2 901 982,06	
		Etude et prévention du risque	Domaine Bâtiments départementaux			300 000,01	16 973 050,00	74 763 362,27	30 690 488,84	-13 617 438,84	91 836 412,27	13 453 049,07	78 383 363,20	
			Assurances et sinistres	2023	2010P225E127	0,00	0,00	1 317,84			1 317,84	1 317,84	0,00	
				2024	2010P225E129	849,82	-75 398,12	102 584,25		-74 548,30	28 035,95	27 799,34	236,61	
				2025	2010P225E135	0,00	22 000,00	0,00	22 000,00		22 000,00	0,00	22 000,00	
				Assurances et sinistres			849,82	-53 398,12	103 902,09	22 000,00	-74 548,30	51 353,79	29 117,18	22 236,61
		Gestion du patrimoine	Domaine Etude et prévention du risque			849,82	-53 398,12	103 902,09	22 000,00	-74 548,30	51 353,79	29 117,18	22 236,61	
			Services départementaux - acquisitions et	2024	2010P237E89	2 735 464,61	0,00	4 245,68			4 245,68	0,00	4 245,68	
			Services départementaux - acquisitions et cessions			2 735 464,61	0,00	4 245,68			4 245,68	0,00	4 245,68	
		Logistique	Domaine Gestion du patrimoine immobilier			2 735 464,61	0,00	4 245,68			4 245,68	0,00	4 245,68	
			Gestion de la flotte des véhicules	2021	2010P254E99	0,00	-7 389,80	7 389,80		-7 389,80	0,00	0,00	0,00	
				2022	2010P254E103	0,00	-7 961,31	7 961,31		-7 961,31	0,00	0,00	0,00	
				2023	2010P254E108	0,00	-60,00	25 233,01		-60,00	25 173,01	25 000,48	172,53	
				2024	2010P254E116	458 219,00	-460 541,18	800 617,46	105 730,58	-108 052,76	798 295,28	724 447,22	73 848,06	
				2025	2010P254E120	0,00	1 308 000,00	0,00	1 607 376,93	-299 376,93	1 308 000,00	16 623,07	1 291 376,93	
				Gestion de la flotte des véhicules			458 219,00	832 047,71	841 201,58	1 713 107,51	-422 840,80	2 131 468,29	766 070,77	1 365 397,52
			Matériel et mobilier	2022	2010P255E77	0,00	-12 506,68	48 154,76	4 481,54	-16 988,22	35 648,08	35 645,56	2,52	
				2023	2010P255E84	0,00	-32 056,68	52 800,36	1 609,81	-33 666,49	20 743,68	20 047,26	696,42	
				2024	2010P255E85	50 000,00	-122 979,37	504 445,01	427 615,57	-534 918,58	397 142,00	312 629,03	84 512,97	
				2025	2010P255E93	0,00	716 853,00	0,00	489 716,63	-148 863,63	340 853,00	325 966,57	14 886,43	
			Matériel et mobilier			50 000,00	549 310,27	605 400,13	923 423,55	-734 436,92	794 386,76	694 288,42	100 098,34	
		Système d'information	Domaine Logistique			508 219,00	1 381 357,98	1 446 601,71	2 636 531,06	-1 157 277,72	2 925 855,05	1 460 359,19	1 465 495,86	
			Etudes et solutions logicielles	2017	2010P248E28	0,00	-4 901,03	4 901,04		-4 901,03	0,01	0,00	0,01	
				2021	2010P248E33	0,00	-214,31	214,31		-214,31	0,00	0,00	0,00	
				2022	2010P248E34	1 173,52	-5 697,63	13 300,13		-4 524,11	8 776,02	6 226,02	2 550,00	
				2023	2010P248E35	0,00	0,00	172 052,09		-170 717,69	1 334,40	0,00	1 334,40	
				2024	2010P248E36	800 862,00	7 832,37	57 347,63	410 542,00	-1 847,63	466 042,00	64 984,83	401 057,17	
				2025	2010P248E37	0,00	2 322 236,77	0,00	2 319 736,77		2 319 736,77	1 442 466,78	877 269,99	
				Etudes et solutions logicielles			802 035,52	2 319 256,17	247 815,20	2 730 278,77	-182 204,77	2 795 889,20	1 513 677,63	1 282 211,57
			Infrastructures	2017	2010P249E69	11 632,84	-11 632,84	0,00			0,00	0,00	0,00	
				2021	2010P249E89	90 000,00	0,00	25 107,18	90 000,00	-20 193,72	94 913,46	4 913,46	90 000,00	
				2022	2010P249E92	0,00	0,00	0,00			0,00	0,00	0,00	
				2023	2010P249E98	0,00	0,00	18 990,56		-18 990,56	0,00	0,00	0,00	
				2024	2010P249E101	575 442,49	-5 409,30	570 304,29	575 442,49	-61 935,59	1 083 811,19	507 964,31	575 846,88	
				2025	2010P249E102	0,00	3 872 986,28	0,00	4 545 192,00	-672 205,72	3 872 986,28	2 713 017,23	1 159 969,05	
				Infrastructures			677 075,33	3 855 944,14	614 402,03	5 210 634,49	-773 325,59	5 051 710,93	3 225 895,00	1 825 815,93
			Matériels et logiciels clients	2021	2010P251E36	0,00	0,00	0,00			0,00	0,00	0,00	
				2022	2010P251E37	0,00	0,00	0,00			0,00	0,00	0,00	
				2023	2010P251E38	0,00	-3 349,59	3 349,59		-3 349,59	0,00	0,00	0,00	
				2024	2010P251E40	270 000,00	0,00	59 034,41	270 000,00	-4 550,85	324 483,56	54 135,38	270 348,18	
				2025	2010P251E41	0,00	1 538 000,00	0,00	1 538 000,00		1 538 000,00	1 508 943,50	29 056,50	
			Matériels et logiciels clients			270 000,00	1 534 650,41	62 384,00	1 808 000,00	-7 900,44	1 862 483,56	1 563 078,88	299 404,68	
		Domaine Système d'information			1 749 110,85	7 709 850,72	924 601,23	9 748 913,26	-963 430,80	9 710 083,69	6 302 651,51	3 407 432,18		
		Politique Moyens généraux			5 293 644,29	26 010 860,58	77 242 712,98	43 097 933,16	-15 812 695,66	104 527 950,48	21 245 176,95	83 282 773,53		
	Ressources humaines	Santé, actions sociales, relations sociales	Santé	2023	2010P223E76	0,00	0,00				0,00	0,00	0,00	
				2024	2010P223E79	500,00	-45 008,22	45 508,22		-44 508,22	1 000,00	0,00	1 000,00	
				2025	2010P223E84	0,00	79 500,00	0,00	107 649,74	-28 149,74	79 500,00	36 350,42	43 149,58	
			Santé			500,00	34 491,78	45 508,22	107 649,74	-72 657,96	80 500,00	36 350,42	44 149,58	
		Domaine Santé, actions sociales, relations sociales			500,00	34 491,78	45 508,22	107 649,74	-72 657,96	80 500,00	36 350,42	44 149,58		
		Politique Ressources humaines			500,00	34 491,78	45 508,22	107 649,74	-72 657,96	80 500,00	36 350,42	44 149,58		
4 - Mission fonctionnelle						7 130 100,99	25 222 613,66	77 290 327,45	43 220 800,90	-15 885 353,62	104 625 774,73	21 296 227,12	83 329 547,61	
Somme :						256 221 332,49	287 064 290,91	571 902 982,65	434 045 738,76	-124 891 321,58	881 057 399,83	284 465 566,40	596 591 833,43	

CA 2025 - Récapitulatif par mission du montant cumulé des Autorisations d'Engagement et des crédits de paiement afférents (investissement)

Mission	Politique	Domaine	Programme	Millésime	Stock AE disponible pour affectation 1erJanvier	Mouvements d'AE votées dans l'année	AE affectées non couvertes par des CP réalisés au 1er janvier	Flux d'AE affectées dans l'année	AE affectées annulées dans l'année	Stock d'AE affectées restant à financer	CP mandatés au budget de l'année	Reste à financer au titre des AE affectées au 31 déc.	
1 - Mission aménagement et développement du territoire	Développement territorial	Agriculture	Agriculture	2024	0,00	0,00	30 000,00			30 000,00	30 000,00	0,00	
				2025	0,00	60 000,00	0,00	60 000,00	60 000,00	30 000,00	30 000,00		
		Domaine Agriculture			0,00	60 000,00	30 000,00	60 000,00		90 000,00	60 000,00	30 000,00	
		Développement local	Aménagement, urbanisme et prospective Contrats intercommunaux	2024	65 000,00	-65 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00		
				2023	17 090,00	-17 090,00	0,00		0,00	0,00	0,00		
				2024	0,00	0,00	87 500,00		-109,26	87 390,74	87 390,74	0,00	
				2025	0,00	70 000,00	0,00	70 000,00	5 000,00	65 000,00			
			Soutien au développement local - divers partenariats	2024	163 400,00	-163 400,00	0,00		0,00	0,00	0,00		
				2025	0,00	256 900,00	0,00		0,00	0,00	0,00		
		Domaine Développement local			245 490,00	81 410,00	87 500,00	70 000,00	-109,26	157 390,74	92 390,74	65 000,00	
	Politique Développement territorial			245 490,00	141 410,00	117 500,00	130 000,00	-109,26	247 390,74	152 390,74	95 000,00		
	Protection de l'environnement	Eau	Cours d'eau	2023	23 003,87	-23 003,87	0,00			0,00	0,00	0,00	
				2024	142 551,00	-43 697,00	57 449,00	98 854,00	-3 001,89	153 301,11	153 301,11	0,00	
			Eau potable	2023	15 000,00	0,00	0,00	5 790,00		5 790,00	5 790,00	0,00	
		Domaine Eau			180 554,87	-66 700,87	57 449,00	104 644,00	-3 001,89	159 091,11	159 091,11	0,00	
		Environnement	Environnement et développement durable	2023	0,01	0,00	0,00			0,00	0,00	0,00	
				2024	10 082,49	0,00	27 950,00	7 926,60	-4 460,00	31 416,60	29 921,40	1 495,20	
				2025	0,00	20 000,00	0,00	1 260,00		1 260,00	0,00	1 260,00	
			Espaces naturels sensibles - autres	2023	0,00	0,00	0,00			0,00	0,00	0,00	
				2024	6 522,60	-6 522,60	1 958,00			1 958,00	1 958,00	0,00	
				2025	0,00	13 000,00	0,00	7 648,00		7 648,00	5 361,00	2 287,00	
		Domaine Environnement			16 605,10	26 477,40	29 908,00	16 834,60	-4 460,00	42 282,60	37 240,40	5 042,20	
		Politique Protection de l'environnement			197 159,97	-40 223,47	87 357,00	121 478,60	-7 461,89	201 373,71	196 331,51	5 042,20	
		Sécurité	Sécurité des biens et des personnes	Opérations de sensibilisation à la sécurité routière	2023	27 423,63	-27 423,63	0,00			0,00	0,00	0,00
					2024	0,00	-24 228,50	47 600,00	9 600,00	-33 828,50	23 371,50	23 371,50	0,00
	2025				0,00	26 400,00	0,00	25 990,00		25 990,00	7 077,00	18 913,00	
	Domaine Sécurité des biens et des personnes			27 423,63	-25 252,13	47 600,00	35 590,00	-33 828,50	49 361,50	30 448,50	18 913,00		
	Politique Sécurité			27 423,63	-25 252,13	47 600,00	35 590,00	-33 828,50	49 361,50	30 448,50	18 913,00		
	Transports	Transports publics	Etudes Infrastructures de transport	2022	60 390,00	-10 390,00	0,00			0,00	0,00	0,00	
				2015	340 431,01	25 000,00	756,00	39 402,21	-756,00	39 402,21	39 402,17	0,04	
2017				0,00	0,00	7 000,00			7 000,00	0,00	7 000,00		
2020				106 000,00	0,00	0,00			0,00	0,00	0,00		
2021				0,00	0,00	55 586,90			55 586,90	0,00	55 586,90		
2023				20 000,00	0,00	0,00			0,00	0,00	0,00		
PAM77			2021	3 223,00	-3 223,00	0,00			0,00	0,00	0,00		
Domaine Transports publics			530 044,01	11 387,00	63 342,90	39 402,21	-756,00	101 989,11	39 402,17	62 586,94			
Transports scolaires		Transport scolaire des élèves et étudiants	2021	44 519,77	0,00	3 445,20	33 000,00	-3 445,20	33 000,00	10 929,60	22 070,40		
			2021	7 822,60	0,00	29 303,21	30 000,00	-37 303,20	22 000,01	11 748,00	10 252,01		
Domaine Transports scolaires			52 342,37	0,00	32 748,41	63 000,00	-40 748,40	55 000,01	22 677,60	32 322,41			
Politique Transports			582 386,38	11 387,00	96 091,31	102 402,21	-41 504,40	156 989,12	62 079,77	94 909,35			
1 - Mission aménagement et développement du territoire					1 052 459,98	87 321,40	348 548,31	389 470,81	-82 904,05	655 115,07	441 250,52	213 864,55	

Mission	Politique	Domaine	Programme	Millésime	Stock AE disponible pour affectation 1erJanvier	Mouvements d'AE votées dans l'année	AE affectées non couvertes par des CP réalisés au 1er janvier	Flux d'AE affectées dans l'année	AE affectées annulées dans l'année	Stock d'AE affectées restant à financer	CP mandatés au budget de l'année	Reste à financer au titre des AE affectées au 31 déc.
2 - Mission développement socio-éducatif, culturel et sportif	Culture et patrimoine	Développement culturel	Actions culturelles.	2022	63 700,00	-5 700,00	0,00	58 000,00		58 000,00	58 000,00	0,00
				2024	0,00	0,00	0,00			0,00	0,00	0,00
		Domaine Développement culturel				63 700,00	-5 700,00	0,00	58 000,00	58 000,00	58 000,00	0,00
		Patrimoine	Développement des publics du château de	2023	0,00	0,00	446 400,00			446 400,00	223 200,00	223 200,00
		Domaine Patrimoine				0,00	0,00	446 400,00		446 400,00	223 200,00	223 200,00
	Politique Culture et patrimoine				63 700,00	-5 700,00	446 400,00	58 000,00		504 400,00	281 200,00	223 200,00
	Education formation	Action éducative et Projets éducatifs: actions en faveur de la	2022	196 994,02	-197 231,02	237,00		-237,00	0,00	0,00	0,00	
		Domaine Action éducative et appui à la scolarité				196 994,02	-197 231,02	237,00	-237,00	0,00	0,00	0,00
		Enseignement supérieur et recherche	Enseignement supérieur et recherche.	2021	0,00	0,00	50 000,00			50 000,00	50 000,00	0,00
				2022	0,00	0,00	100 000,00			100 000,00	50 000,00	50 000,00
				2023	70 000,00	-70 000,00	360 000,00			360 000,00	144 000,00	216 000,00
		Domaine Enseignement supérieur et recherche				70 000,00	-70 000,00	510 000,00		510 000,00	244 000,00	266 000,00
		Vie des collèges	Autres - vie des collègues	2018	153 481,67	-153 481,67	0,00			0,00	0,00	0,00
			Equiement et suppléance des ATTEE	2022	95 441,98	-95 491,65	49,67		-49,67	0,00	0,00	0,00
	Domaine Vie des collèges				248 923,65	-248 973,32	49,67		-49,67	0,00	0,00	0,00
	Politique Education formation				515 917,67	-516 204,34	510 286,67		-286,67	510 000,00	244 000,00	266 000,00
	Jeunesse, sports et loisirs	Activités sportives	Autres - activités sportives	2024	0,00		0,00			0,00		0,00
			Domaine Activités sportives				0,00		0,00		0,00	0,00
		Politique Jeunesse, sports et loisirs				0,00		0,00		0,00		0,00
2 - Mission développement socio-éducatif, culturel et sportif					579 617,67	-521 904,34	956 686,67	58 000,00	-286,67	1 014 400,00	525 200,00	489 200,00
3 - Mission solidarité	Enfance et famille	Protection et	Soutien et Prévention en Milieu Ouvert	2025	0,00	471 000,00	0,00	471 000,00		471 000,00	0,00	471 000,00
		Domaine Protection et prévention des enfants à domicile				0,00	471 000,00	0,00	471 000,00	471 000,00	0,00	471 000,00
		Politique Enfance et famille				0,00	471 000,00	0,00	471 000,00	471 000,00	0,00	471 000,00
	Habitat	Insertion par le logement	Actions d'insertion par le logement	2022	0,00	-13 230,00	13 230,00	13 230,00	-26 460,00	0,00	0,00	0,00
				2024	15 000,00	-15 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	
				2025	0,00		0,00		0,00	0,00	0,00	
		Domaine Insertion par le logement				15 000,00	-28 230,00	13 230,00	13 230,00	-26 460,00	0,00	0,00
		Politique Habitat				15 000,00	-28 230,00	13 230,00	13 230,00	-26 460,00	0,00	0,00
	Insertion	Autres dispositifs d'insertion	Dispositifs d'insertion sociale et médico sociale	2022	0,00		0,00			0,00	0,00	0,00
				2023	610 017,00	-46 376,00	-444 441,00	563 641,00		119 200,00	119 200,00	0,00
				2024	100 000,00	0,00	63 000,00	99 750,00	-37 875,64	124 874,36	109 424,36	15 450,00
				2024	700 000,00	15 200,00	0,00	596 000,00		596 000,00	596 000,00	0,00
				2025	0,00	1 010 237,00	0,00	857 236,46		857 236,46	587 721,16	269 515,30
				2025	0,00	715 200,00	0,00			0,00	0,00	0,00
			Plans Locaux d'Insertion pour l'Emploi (PLI F)	2022	20 634,19		0,00			0,00	0,00	0,00
				2024	814 630,23	-20 000,00	385 369,77	393 742,46	-29 193,91	749 918,32	165 333,95	584 584,37
		Domaine Autres dispositifs d'insertion				2 245 281,42	1 674 261,00	3 928,77	2 510 369,92	-67 069,55	2 447 229,14	1 577 679,47

Mission	Politique	Domaine	Programme	Millésime	Stock AE disponible pour affectation 1erJanvier	Mouvements d'AE votées dans l'année	AE affectées non couvertes par des CP réalisés au 1er janvier	Flux d'AE affectées dans l'année	AE affectées annulées dans l'année	Stock d'AE affectées restant à financer	CP mandatés au budget de l'année	Reste à financer au titre des AE affectées au 31 déc.				
		Dispositifs RSA	Accompagnement des bénéficiaires du RSA	2022	0,00	0,00	0,00			0,00	0,00	0,00				
				2023	181 635,63	-205 628,63	23 993,00		-23 993,00	0,00	0,00					
				2024	31 302,00	-184 198,00	1 085 020,20		-422 514,48	662 505,72	297 602,64	364 903,08				
				2025	0,00	2 991 185,20	0,00	3 022 926,79	-79 750,00	2 943 176,79	1 917 169,47	1 026 007,32				
			Actions d'insertion par l'activité économique	2022	0,00		0,00			0,00	0,00	0,00				
				2023	33 176,92	-33 176,92	0,00			0,00	0,00	0,00				
				2024	43 400,00	-25 000,00	1 186 050,00	214 500,00	-275 607,97	1 124 942,03	982 892,03	142 050,00				
				2025	0,00	1 510 900,00	0,00	1 510 900,00		1 510 900,00	755 450,00	755 450,00				
			Dispositifs d'insertion	2021	526,42	-526,42	0,00			0,00	0,00	0,00				
				2022	128 655,83	-128 655,83	0,01		-0,01	0,00	0,00	0,00				
				2023	126 485,35	-158 581,16	1 313 523,36		-235 014,99	1 078 508,37	814 508,37	264 000,00				
				2024	2 800 517,28	-1 620 212,56	1 141 198,37	1 136 091,88	-101 972,82	2 175 317,43	1 616 821,73	558 495,70				
		2025	0,00	6 610 545,76	0,00	4 101 292,24		4 101 292,24	2 648 498,78	1 452 793,46						
		Domaine Dispositifs RSA				3 345 699,43	8 756 651,44	4 749 784,94	9 985 710,91	-1 138 853,27	13 596 642,58	9 032 943,02	4 563 699,56			
		Politique Insertion				5 590 980,85	10 430 912,44	4 753 713,71	12 496 080,83	-1 205 922,82	16 043 871,72	10 610 622,49	5 433 249,23			
		3 - Mission solidarité				5 605 980,85	10 873 682,44	4 766 943,71	12 980 310,83	-1 232 382,82	16 514 871,72	10 610 622,49	5 904 249,23			
		4 - Mission fonctionnelle	Direction et animation de l'action	Finances	Autres opérations financières	2024	1 000 000,00	0,00	0,00			0,00	0,00	0,00		
2025	0,00					1 000 000,00	0,00			0,00	0,00	0,00				
Domaine Finances				1 000 000,00		1 000 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00					
Politique Direction et animation de l'action départementale				1 000 000,00		1 000 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00					
Moyens généraux	Système		Prestations et fournitures	2023	0,00	-585,33	585,33		-585,33	0,00	0,00	0,00				
					Domaine Système d'information				0,00	-585,33	585,33		-585,33	0,00	0,00	0,00
					Politique Moyens généraux				0,00	-585,33	585,33		-585,33	0,00	0,00	0,00
4 - Mission fonctionnelle				1 000 000,00	999 414,67	585,33		-585,33	0,00	0,00	0,00					
Somme :				8 238 058,50	11 438 514,17	6 072 764,02	13 427 781,64	-1 316 158,87	18 184 386,79	11 577 073,01	6 607 313,78					

Budget Général - ETAT DES PROVISIONS CONSTITUEES - CFU 2025

Compte d'imputation	Objet de la provision	Date de la constitution de la provision (délibération)	Montant de la Provision au 1er janvier 2025	Montant des constitutions proposées en 2025	Montant des reprises proposées en 2025	Solde
6815	Provision BEA	13/11/2020	660 000,00		660 000,00	-
6815	Provision complémentaire BEA	19/11/2021	8 000 000,00		1 440 000,00	6 560 000,00
	Provision BEA		8 660 000,00	-	2 100 000,00	6 560 000,00
6815	Provision Gestion de la dette	24/11/2017	10 451,67			10 451,67
6815	Provision complémentaire Gestion de la dette	15/06/2018	9 000,00			9 000,00
6815	Provision complémentaire Gestion de la dette	16/11/2018	12 000,00			12 000,00
	Provision Gestion de la dette		31 451,67	-	-	31 451,67
6815	Provision Fermeture du Club de Prévention Marne la Vallée	15/11/2019	388 277,71	-	-	388 277,71
6815	Provision Litiges sté Régnault	19/12/2019	100 000,00	-	-	100 000,00
6815	Provision Sécurité des biens et des personnes	13/11/2020	500 000,00	-	-	500 000,00
6817	Provisions pour créances douteuses	19/11/2021	860 876,00		129 748,00	731 128,00
6817	Provision complémentaires pour créances douteuses	18/11/2022	341 046,00			341 046,00
6817	Provisions pour créances douteuses	23/06/2023	310 402,00			310 402,00
6817	Provision complémentaire pour créances douteuses (tiers41)	21/06/2024	204 938,00			204 938,00
6817	Provision complémentaire pour créances douteuses (tiers46)	21/06/2024	16 686,00			16 686,00
	Provisions pour créances douteuses		1 733 948,00	-	129 748,00	1 604 200,00
6817	Provision Indus du RSA	19/11/2021	8 715 395,28		740 000,00	7 975 395,28
6817	Provision complémentaires Indus du RSA	17/06/2022	598 359,72			598 359,72
6817	Provision complémentaires Indus du RSA	20/06/2025	-	1 428 070,00		1 428 070,00
6817	Provision complémentaires Indus du RSA	18/11/2022	426 263,00			426 263,00
6817	Provision complémentaires Indus du RSA	21/06/2024	1 808 826,00			1 808 826,00
	Provision Indus du RSA		11 548 844,00	1 428 070,00	740 000,00	12 236 914,00
6815	Provision contentieux SMACL	18/11/2022	920 000,00	-	-	920 000,00
6815	Provision régularisation des cotisations chômage (assFam)	18/11/2022	3 792 000,00	-	-	3 792 000,00
6815	Provision contentieux NBI	18/11/2022	125 000,00	-	-	125 000,00
			27 799 521,38	1 428 070,00	2 969 748,00	26 257 843,38

CFU 2025 Liste des virements sur dépenses imprévues ou entre chapitres

Un virement sur dépenses imprévues a été présenté au Conseil départemental, le 14 novembre 2025, dans le cadre du vote de la deuxième décision modificative 2025.

Dans son article 6 la délibération CD-2025/11/14-7/01A détaille les motifs de ce virement comme suit :

Article 6 : d'acter le virement des dépenses imprévues d'investissement de 2 000 €, réalisé le 1 août 2025 afin de financer un dépôt de garanties conditionnant la signature d'un nouveau bail pour le logement du Principal du collège J. Baker à Bussy Saint Georges. Cette dépense est inscrite sur l'opération 2025 de dépenses d'investissement « Dépôts de garanties ».

DECISION REGLEMENTAIRE n° 2025/104/DF/SDBP

Objet : virements entre chapitres n°1/2025

Le Président du Conseil Départemental,

VU l'article L.2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU l'article L.5217 10-6 du CGCT, « dans une limite fixée à l'occasion du vote du Budget et ne pouvant dépasser 7,5% des dépenses réelles de chacune des sections, l'assemblée délibérante peut déléguer la possibilité de procéder à des mouvements de crédits lors de sa plus proche séance » ;

VU la loi n°2015-9941 du 7 août 2015, portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe), et notamment son article 106 ;

VU l'article 242 de la loi n°2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019 et arrêté interministériel du ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales et du ministre de l'action et des comptes publics du 20 décembre 2018 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M57 applicable aux collectivités territoriales uniques ;

VU l'arrêté NOR : INTB1632673A du 21 décembre 2016 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M57 applicable aux collectivités territoriales, aux métropoles et à leurs établissements publics administratifs ;

VU la délibération du Conseil départemental n°7/01 du 21 décembre 2023, relative à la mise en œuvre de la nomenclature budgétaire et comptable M57 à compter du 1er janvier 2024 ;

VU la délibération du Conseil départemental n°7/01 du 3 avril 2025, relative au budget primitif 2025 pour le budget général et les budgets annexes ;

DECIDE

ARTICLE 1 : d'autoriser la réalisation des virements entre chapitres tels qu'ils figurent dans les tableaux ci-dessous :

En application de l'article R. 421-1 du Code de justice administrative, cet acte administratif peut faire l'objet dans un délai de deux mois à compter de sa publication :

- d'un recours gracieux adressé au Président du Conseil départemental de Seine-et-Marne,
- d'un recours contentieux adressé au Tribunal administratif de Melun.

En fonctionnement :

Date de la demande	Montant du virement	Chapitre source	Article source	Fonction source	Chapitre cible	Article cible	Fonction cible
16/05/2025	9 000,00 €	65	65811	315	61	011	315
	9 000,00 €						

Crédits réels votés BP 2025	1 347 590 298,12
limite 7,5 %	101 069 272,36
Décision N°1	9 000,00
Solde	101 060 272,36

En investissement :

Date de la demande	Montant du virement	Chapitre source	Article source	Fonction source	Chapitre cible	Article cible	Fonction cible
02/05/2025	92 306,39 €	23	238	518	204	2324	518
06/05/2025	16 570,75 €	23	238	518	204	2324	518
06/05/2025	35 000,00 €	23	238	518	204	2324	518
06/05/2025	93 987,01 €	23	238	518	204	2324	518
13/05/2025	24 513,62 €	23	238	518	204	2324	518
	262 377,77 €						

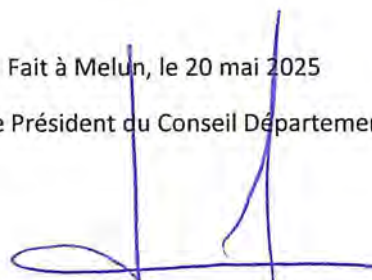
Crédits réels votés BP 2025	711 376 857,58
limite 7,5 %	53 353 264,32
Décision N°1	262 377,77
Solde	53 090 886,55

ARTICLE 2

La présente décision sera transmise au représentant de l'État dans le Département pour exercice du contrôle de légalité et publiée en les formes légales, sur le site internet du Département.

Fait à Melun, le 20 mai 2025

le Président du Conseil Départemental



Jean-François PARIGI

En application de l'article R. 421-1 du Code de justice administrative, cet acte administratif peut faire l'objet dans un délai de deux mois à compter de sa publication :

- d'un recours gracieux adressé au Président du Conseil départemental de Seine-et-Marne,
- d'un recours contentieux adressé au Tribunal administratif de Melun.

DECISION REGLEMENTAIRE n° 2025/124/DF/SDBP

Objet : virements entre chapitres n°2/2025

Le Président du Conseil Départemental,**VU** le Code général des Collectivités territoriales, notamment dans ses articles L. 3312-3 et suivants ;**VU** la délibération du Conseil départemental n°0/05 du 1^{er} juillet 2021 portant délégation de compétence au Président du Conseil départemental ; dans le cadre des Actions contentieuses – Dispositions générales – Marchés publics – Droit de préemption – FSL des articles susvisés du Code général des collectivités territoriales ;**VU** l'article L.5217 10-6 du CGCT, « dans une limite fixée à l'occasion du vote du Budget et ne pouvant dépasser 7,5% des dépenses réelles de chacune des sections, l'assemblée délibérante peut déléguer la possibilité de procéder à des mouvements de crédits lors de sa plus proche séance » ;**VU** la loi n°2015-9941 du 7 août 2015, portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe), et notamment son article 106 ;**VU** l'article 242 de la loi n°2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019 et arrêté interministériel du ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales et du ministre de l'action et des comptes publics du 20 décembre 2018 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M57 applicable aux collectivités territoriales uniques ;**VU** l'arrêté NOR : INTB1632673A du 21 décembre 2016 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M57 applicable aux collectivités territoriales, aux métropoles et à leurs établissements publics administratifs ;**VU** la délibération du Conseil départemental n°7/01 du 21 décembre 2023, relative à la mise en œuvre de la nomenclature budgétaire et comptable M57 à compter du 1^{er} janvier 2024 ;**VU** la délibération du Conseil départemental n°7/01 du 3 avril 2025, relative au budget primitif 2025 pour le budget général et les budgets annexes, notamment dans son article 6 ;**VU** la délibération du Conseil départemental n°7/03 du 20 juin 2025, relative à la première décision modificative 2025 pour le budget général et les budgets annexes ;**DECIDE****ARTICLE 1 :** d'autoriser la réalisation des virements entre chapitres tels qu'ils figurent dans les tableaux ci-dessous :

En application de l'article R. 421-1 du Code de justice administrative, cet acte administratif peut faire l'objet dans un délai de deux mois à compter de sa publication :

- d'un recours gracieux adressé au Président du Conseil départemental de Seine-et-Marne,
- d'un recours contentieux adressé au Tribunal administratif de Melun.

En fonctionnement :

Date de la demande	Montant du virement	Chapitre source	Article source	Fonction source	Chapitre cible	Article cible	Fonction cible
27/06/2025	100 000,00 €	011	60612	221	65	6585	221
	100 000,00 €						

Crédits réels votés après DM1 2025	1 390 552 843,19
limite 7,5 %	104 291 463,24
Décision N°1	9 000,00
Décision N°2	100 000,00
Solde	104 182 463,24

En investissement :

Date de la demande	Montant du virement	Chapitre source	Article source	Fonction source	Chapitre cible	Article cible	Fonction cible
02/06/2025	200 000,00 €	23	238	221	20	2031	221
10/07/2025	10 000,00 €	23	2313	221	20	2031	221
	210 000,00 €						

Crédits réels votés après DM1 2025	749 502 741,02
limite 7,5 %	56 212 705,58
Décision N°1	262 377,77
Décision N°2	210 000,00
Solde	55 740 327,81

ARTICLE 2

La présente décision sera transmise au représentant de l'État dans le Département pour exercice du contrôle de légalité et publiée en les formes légales, sur le site internet du Département.

23 JUL. 2025

Fait à Melun, le

le Président du Conseil Départemental



Jean-François PARIGI

En application de l'article R. 421-1 du Code de justice administrative, cet acte administratif peut faire l'objet dans un délai de deux mois à compter de sa publication :

- d'un recours gracieux adressé au Président du Conseil départemental de Seine-et-Marne,
- d'un recours contentieux adressé au Tribunal administratif de Melun.

DECISION REGLEMENTAIRE n° 2025/151/DGS/DF/SDBP

Objet : virements entre chapitres n°3/2025

Le Président du Conseil Départemental,

VU le Code général des Collectivités territoriales, notamment dans ses articles L. 3211-2 et suivants ;

VU la délibération du Conseil départemental n°0/05 du 1^{er} juillet 2021 portant délégation de compétence au Président du Conseil départemental ; dans le cadre des Actions contentieuses – Dispositions générales – Marchés publics – Droit de préemption – FSL des articles susvisés du Code général des collectivités territoriales ;

VU l'article L.5217 10-6 du CGCT, « dans une limite fixée à l'occasion du vote du Budget et ne pouvant dépasser 7,5% des dépenses réelles de chacune des sections, l'assemblée délibérante peut déléguer la possibilité de procéder à des mouvements de crédits lors de sa plus proche séance » ;

VU la loi n°2015-9941 du 7 août 2015, portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe), et notamment son article 106 ;

VU l'article 242 de la loi n°2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019 et arrêté interministériel du ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales et du ministre de l'action et des comptes publics du 20 décembre 2018 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M57 applicable aux collectivités territoriales uniques ;

VU l'arrêté NOR : INTB1632673A du 21 décembre 2016 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M57 applicable aux collectivités territoriales, aux métropoles et à leurs établissements publics administratifs ;

VU la délibération du Conseil départemental n°7/01 du 21 décembre 2023, relative à la mise en œuvre de la nomenclature budgétaire et comptable M57 à compter du 1er janvier 2024 ;

VU la délibération du Conseil départemental n°7/01 du 3 avril 2025, relative au budget primitif 2025 pour le budget général et les budgets annexes ;

VU la délibération du Conseil départemental n°7/03 du 20 juin 2025, relative à la première décision modificative 2025 pour le budget général et les budgets annexes ;

En application de l'article R. 421-1 du Code de justice administrative, cet acte administratif peut faire l'objet dans un délai de deux mois à compter de sa publication :

- d'un recours gracieux adressé au Président du Conseil départemental de Seine-et-Marne,
- d'un recours contentieux adressé au Tribunal administratif de Melun.

DECIDE

ARTICLE 1 : d'autoriser la réalisation des virements entre chapitres tels qu'ils figurent dans le tableau ci-dessous :

En investissement :

Date de la demande	Montant du virement	Chapitre source	Article source	Fonction source	Chapitre cible	Article cible	Fonction cible
25/07/2025	1,73 €	204	2324	843	13	1326	843
09/09/2025	88 800,00 €	23	2315	821	204	2041582	518
09/09/2025	18 013,84 €	23	2315	821	204	2041582	518
09/09/2025	644 640,00 €	23	2315	821	204	2324	518
09/09/2025	1 366 734,52 €	23	2315	821	204	2324	518
09/09/2025	632 557,18 €	23	2315	821	204	2041582	518
09/09/2025	30 107,37 €	23	2315	821	204	2324	518
09/09/2025	259 254,00 €	23	2315	821	204	2041482	518
09/09/2025	119 910,00 €	23	2315	821	204	2324	518
09/09/2025	175 067,00 €	23	2315	821	204	2041482	518
09/09/2025	664 916,09 €	23	2315	821	204	2324	518

4 000 001,73 €

Crédits réels votés après DM1 2025	749 502 741,02
limite 7,5 %	56 212 705,58
Décision N°1	262 377,77
Décision N°2	210 000,00
Décision N°3	4 000 001,73
Solde	51 740 326,08

ARTICLE 2 La présente décision sera transmise au représentant de l'État dans le Département pour exercice du contrôle de légalité et publiée en les formes légales, sur le site internet du Département.

15 SEP 2025

Fait à Melun, le

le Président du Conseil Départemental



Jean-François PARIGI

En application de l'article R. 421-1 du Code de justice administrative, cet acte administratif peut faire l'objet dans un délai de deux mois à compter de sa publication :

- d'un recours gracieux adressé au Président du Conseil départemental de Seine-et-Marne,
- d'un recours contentieux adressé au Tribunal administratif de Melun.

DECISION REGLEMENTAIRE n° 2025/170/DF/SDBP

Objet : virements entre chapitres n°4/2025

Le Président du Conseil Départemental,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment dans ses articles L. 3312-3 et suivants ;

VU la délibération du Conseil départemental n°0/05 du 1^{er} juillet 2021 portant délégation de compétence au Président du Conseil départemental ; dans le cadre des Actions contentieuses – Dispositions générales – Marchés publics – Droit de préemption – FSL des articles susvisés du Code général des collectivités territoriales ;

VU l'article L.5217 10-6 du CGCT, « dans une limite fixée à l'occasion du vote du Budget et ne pouvant dépasser 7,5% des dépenses réelles de chacune des sections, l'assemblée délibérante peut déléguer la possibilité de procéder à des mouvements de crédits lors de sa plus proche séance » ;

VU la loi n°2015-9941 du 7 août 2015, portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe), et notamment son article 106 ;

VU l'article 242 de la loi n°2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019 et arrêté interministériel du ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales et du ministre de l'action et des comptes publics du 20 décembre 2018 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M57 applicable aux collectivités territoriales uniques ;

VU l'arrêté NOR : INTB1632673A du 21 décembre 2016 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M57 applicable aux collectivités territoriales, aux métropoles et à leurs établissements publics administratifs ;

VU la délibération du Conseil départemental n°7/01 du 21 décembre 2023, relative à la mise en œuvre de la nomenclature budgétaire et comptable M57 à compter du 1er janvier 2024 ;

VU la délibération du Conseil départemental n°7/01 du 3 avril 2025, relative au budget primitif 2025 pour le budget général et les budgets annexes, notamment dans son article 6 ;

VU la délibération du Conseil départemental n°7/03 du 20 juin 2025, relative à la première décision modificative 2025 pour le budget général et les budgets annexes ;

En application de l'article R. 421-1 du Code de justice administrative, cet acte administratif peut faire l'objet dans un délai de deux mois à compter de sa publication :

- d'un recours gracieux adressé au Président du Conseil départemental de Seine-et-Marne,
- d'un recours contentieux adressé au Tribunal administratif de Melun.

Les informations recueillies peuvent être enregistrées dans les logiciels métiers et dans la base de contact du Département. Les services informatiques ont les données destinées à l'accomplissement des missions du Département. Vous pouvez exercer vos droits conformément à la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée, auprès du délégué à la protection des données du Département, par mail adressé à dpd@seine-seine-et-marne.fr ou par courrier postal adressé au Délégué à la protection des données - Hôtel du Département CS 50377 - 77010 Melun cedex.

Hôtel du Département | CS 50377 | 77010 Melun cedex | 01 64 14 77 77

Accusé de réception en préfecture
077-227700010-20251013-2025-170-DF-AR
Date de télétransmission : 13/10/2025
Date de réception préfecture : 13/10/2025

DECIDE

ARTICLE 1 : d'autoriser la réalisation des virements entre chapitres tels qu'ils figurent dans les tableaux ci-dessous :

En fonctionnement :

Date de la demande	Montant du virement	Chapitre source	Article source	Fonction source	Chapitre cible	Article cible	Fonction cible
01/10/2025	5 000,00 €	65	6541	020	67	673	020
01/10/2025	1 000,00 €	65	6542	020	67	673	020
	6 000,00 €						

Crédits réels votés après DM1 2025	1 390 552 843,19
limite 7,5 %	104 291 463,24
Décision N°1	9 000,00
Décision N°2	100 000,00
Décision N°3	-
Décision N°4	6 000,00
Solde	104 176 463,24

En investissement :

Date de la demande	Montant du virement	Chapitre source	Article source	Fonction source	Chapitre cible	Article cible	Fonction cible
22/09/2025	810 000,00 €	23	2315	843	204	2324	518
22/09/2025	254 038,50 €	23	2315	843	204	2324	518
22/09/2025	400 000,00 €	23	2315	843	204	2324	518
22/09/2025	250 000,00 €	23	2315	843	204	2324	518
22/09/2025	65 396,79 €	23	2315	843	204	2324	518
	1 779 435,29 €						

Crédits réels votés après DM1 2025	749 502 741,02
limite 7,5 %	56 212 705,58
Décision N°1	262 377,77
Décision N°2	210 000,00
Décision N°3	4 000 001,73
Décision N°4	1 779 435,29
Solde	49 960 890,79

En application de l'article R. 421-1 du Code de justice administrative, cet acte administratif peut faire l'objet dans un délai de deux mois à compter de sa publication :

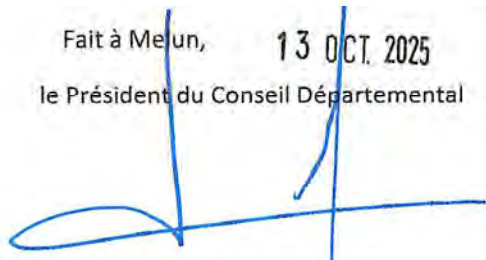
- d'un recours gracieux adressé au Président du Conseil départemental de Seine-et-Marne,
- d'un recours contentieux adressé au Tribunal administratif de Melun.

Les informations personnelles peuvent être enregistrées dans les logiciels métiers et dans la base de contact du Département. Les services s'abonnent en tant que déclarataires exclusifs. Elles sont destinées à l'accomplissement des missions du Département. Vous pouvez exercer vos droits conformément à la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée, auprès du délégué à la protection des données du Département, par mail adressé à dpd@seine-et-marne.fr ou par courrier postal adressé au Délégué à la protection des données - Hôtel du Département CS 50377 - 77010 Melun cedex.

ARTICLE 2

La présente décision sera transmise au représentant de l'État dans le Département pour exercice du contrôle de légalité et publiée en les formes légales, sur le site internet du Département.

Fait à Melun, 13 OCT. 2025
le Président du Conseil Départemental



Jean-François PARIGI

En application de l'article R. 421-1 du Code de justice administrative, cet acte administratif peut faire l'objet dans un délai de deux mois à compter de sa publication :

- d'un recours gracieux adressé au Président du Conseil départemental de Seine-et-Marne,
- d'un recours contentieux adressé au Tribunal administratif de Melun.

Les informations recueillies peuvent être enregistrées dans les logiciels métiers et dans la base de contact du Département. Les services concernés en sont les destinataires effectifs. Elles sont destinées à l'exécution des missions du Département. Vous pouvez exercer vos droits conformément à la loi informatique et libertés du 6 janvier 1978 modifiée, auprès du délégué à la protection des données du Département, par mail adressé à dpj@seine-et-marne.fr ou par courrier postal adressé au Délégué à la protection des données - Hôtel du Département CS 50377 - 77010 Melun cedex.

DECISION REGLEMENTAIRE n° 2025/185/DF/SDBP

Objet : virements entre chapitres n°5/2025

Le Président du Conseil Départemental,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment dans ses articles L. 3312-3 et suivants ;

VU la délibération du Conseil départemental n°0/05 du 1^{er} juillet 2021 portant délégation de compétence au Président du Conseil départemental ; dans le cadre des Actions contentieuses – Dispositions générales – Marchés publics – Droit de préemption – FSL des articles susvisés du Code général des collectivités territoriales ;

VU l'article L.5217 10-6 du CGCT, « dans une limite fixée à l'occasion du vote du Budget et ne pouvant dépasser 7,5% des dépenses réelles de chacune des sections, l'assemblée délibérante peut déléguer la possibilité de procéder à des mouvements de crédits lors de sa plus proche séance » ;

VU la loi n°2015-9941 du 7 août 2015, portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe), et notamment son article 106 ;

VU l'article 242 de la loi n°2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019 et arrêté interministériel du ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales et du ministre de l'action et des comptes publics du 20 décembre 2018 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M57 applicable aux collectivités territoriales uniques ;

VU l'arrêté NOR : INTB1632673A du 21 décembre 2016 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M57 applicable aux collectivités territoriales, aux métropoles et à leurs établissements publics administratifs ;

VU la délibération du Conseil départemental n°7/01 du 21 décembre 2023, relative à la mise en œuvre de la nomenclature budgétaire et comptable M57 à compter du 1^{er} janvier 2024 ;

VU la délibération du Conseil départemental n°7/01 du 3 avril 2025, relative au budget primitif 2025 pour le budget général et les budgets annexes, notamment dans son article 6 ;

VU la délibération du Conseil départemental n°7/03 du 20 juin 2025, relative à la première décision modificative 2025 pour le budget général et les budgets annexes ;

En application de l'article R. 421-1 du Code de justice administrative, cet acte administratif peut faire l'objet dans un délai de deux mois à compter de sa publication :

- d'un recours gracieux adressé au Président du Conseil départemental de Seine-et-Marne,
- d'un recours contentieux adressé au Tribunal administratif de Melun.

Accusé de réception en préfecture
077-227700010-20251107-2025-185-SDBP-AR
Date de télétransmission : 07/11/2025
Date de réception préfecture : 07/11/2025



DECIDE

ARTICLE 1 : d'autoriser la réalisation des virements entre chapitres tels qu'ils figurent dans le tableau ci-dessous :

En investissement :

Date de la demande	Montant du virement	Chapitre source	Article source	Fonction source	Chapitre cible	Article cible	Fonction cible
21/10/2025	50 000,00 €	204	204112	020 23	2313		221
21/10/2025	15 795,66 €	204	2041482	221 23	2313		221
21/10/2025	60 000,00 €	20	2031	020 23	2313		221
21/10/2025	50 000,00 €	20	2031	020 23	2313		221
21/10/2025	114 204,34 €	20	2031	221 23	2313		221
21/10/2025	50 000,00 €	20	2031	020 23	2313		221
21/10/2025	30 000,00 €	20	2031	221 23	2313		221
21/10/2025	50 000,00 €	20	2031	221 23	2313		221
21/10/2025	15 000,00 €	20	2031	221 23	2313		221
21/10/2025	49 000,00 €	20	2031	221 23	2313		221
21/10/2025	129 000,00 €	20	2031	221 23	2313		221
21/10/2025	98 000,00 €	20	2031	221 23	2313		221
21/10/2025	108 000,00 €	20	2031	221 23	2313		221
21/10/2025	44 000,00 €	20	2031	221 23	2313		221
21/10/2025	2 000,00 €	20	2031	221 23	2313		221
21/10/2025	150 000,00 €	20	2031	221 23	2313		221
21/10/2025	90 000,00 €	20	2031	221 23	2313		221
21/10/2025	200 000,00 €	20	2031	221 23	2313		221
21/10/2025	50 000,00 €	20	2031	221 23	2313		221
21/10/2025	8 000,00 €	20	2031	221 23	2313		221
21/10/2025	25 632,00 €	20	2031	221 23	2313		221
21/10/2025	24 368,00 €	20	2051	221 23	2313		221
21/10/2025	80 000,00 €	20	2031	420 23	2313		221
21/10/2025	6 000,00 €	20	2031	221 23	2313		221
21/10/2025	1 000,00 €	20	2031	221 23	2313		221
22/10/2025	5 000,00 €	23	2313	221 20	2031		221
1 505 000,00 €							

Crédits réels votés après DM1 2025	749 502 741,02
limite 7,5 %	56 212 705,58
Décision N°1	262 377,77
Décision N°2	210 000,00
Décision N°3	4 000 001,73
Décision N°4	1 779 435,29
Décision N°5	1 505 000,00
Solde	48 455 890,79

En application de l'article R. 421-1 du Code de justice administrative, cet acte administratif peut faire l'objet dans un délai de deux mois à compter de sa publication :

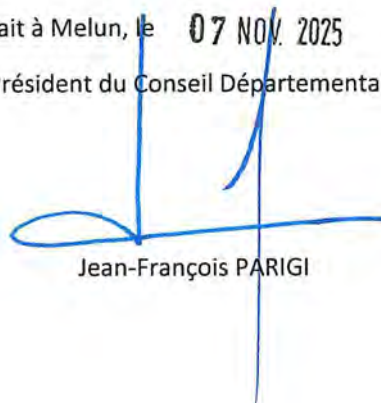
- d'un recours gracieux adressé au Président du Conseil départemental de Seine-et-Marne,
- d'un recours contentieux adressé au Tribunal administratif de Melun.

ARTICLE 2

La présente décision sera transmise au représentant de l'État dans le Département pour exercice du contrôle de légalité et publiée en les formes légales, sur le site internet du Département.

Fait à Melun, le 07 NOV. 2025

le Président du Conseil Départemental



Jean-François PARIGI

En application de l'article R. 421-1 du Code de justice administrative, cet acte administratif peut faire l'objet dans un délai de deux mois à compter de sa publication :

- d'un recours gracieux adressé au Président du Conseil départemental de Seine-et-Marne,
- d'un recours contentieux adressé au Tribunal administratif de Melun.

Le présent document est une reproduction de l'acte administratif en vigueur. Il est susceptible d'être modifié sans préavis. Pour en savoir plus, consultez le site internet du Département de Seine-et-Marne : www.seine-et-marne.fr. Le présent document est publié en vertu de l'article 15 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'accès à l'information.

DECISION REGLEMENTAIRE n° 2025/191/DF/SDBP

Objet : virements entre chapitres n°6/2025

Le Président du Conseil Départemental,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment dans ses articles L. 3312-3 et suivants ;

VU la délibération du Conseil départemental n°0/05 du 1^{er} juillet 2021 portant délégation de compétence au Président du Conseil départemental ; dans le cadre des Actions contentieuses – Dispositions générales – Marchés publics – Droit de préemption – FSL des articles susvisés du Code général des collectivités territoriales ;

VU l'article L.5217 10-6 du CGCT, « dans une limite fixée à l'occasion du vote du Budget et ne pouvant dépasser 7,5% des dépenses réelles de chacune des sections, l'assemblée délibérante peut déléguer la possibilité de procéder à des mouvements de crédits lors de sa plus proche séance » ;

VU la loi n°2015-9941 du 7 août 2015, portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe), et notamment son article 106 ;

VU l'article 242 de la loi n°2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019 et arrêté interministériel du ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales et du ministre de l'action et des comptes publics du 20 décembre 2018 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M57 applicable aux collectivités territoriales uniques ;

VU l'arrêté NOR : INTB1632673A du 21 décembre 2016 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M57 applicable aux collectivités territoriales, aux métropoles et à leurs établissements publics administratifs ;

VU la délibération du Conseil départemental n°7/01 du 21 décembre 2023, relative à la mise en œuvre de la nomenclature budgétaire et comptable M57 à compter du 1er janvier 2024 ;

VU la délibération du Conseil départemental n°7/01 du 3 avril 2025, relative au budget primitif 2025 pour le budget général et les budgets annexes, notamment dans son article 6 ;

VU la délibération du Conseil départemental n°7/03 du 20 juin 2025, relative à la première décision modificative 2025 pour le budget général et les budgets annexes ;

Accusé de réception en préfecture
077-227700010-20251114-2025-191-SDBP-AR
Date de télétransmission : 14/11/2025
Date de réception préfecture : 14/11/2025

En application de l'article R. 421-1 du Code de justice administrative, cet acte administratif peut faire l'objet dans un délai de deux mois à compter de sa publication :

- d'un recours gracieux adressé au Président du Conseil départemental de Seine-et-Marne,
- d'un recours contentieux adressé au Tribunal administratif de Melun.

DECIDE

ARTICLE 1 : d'autoriser la réalisation des virements entre chapitres tels qu'ils figurent dans le tableau ci-dessous :

En investissement :

Date de la demande	Montant du virement	Chapitre source	Article source	Fonction source	Chapitre cible	Article cible	Fonction cible
30/10/2025	475 617,42 €	23	2313	221 204	2041582		518
30/10/2025	104 251,85 €	23	2313	221 204	2324		518
30/10/2025	209 810,84 €	23	2313	221 204	2324		518
30/10/2025	128 231,42 €	23	2313	221 204	2324		518
30/10/2025	398 414,16 €	23	2313	221 204	2324		518
30/10/2025	481 238,10 €	23	2313	221 204	2324		518
30/10/2025	191 027,58 €	23	2313	221 204	2324		518
30/10/2025	11 408,63 €	23	2313	221 204	2041482		518
04/11/2025	6 358,86 €	20	2031	020 23	238		221
04/11/2025	657,08 €	20	2031	020 23	238		221
04/11/2025	7 933,98 €	20	2031	020 23	238		221
04/11/2025	10 000,00 €	20	2031	020 23	238		221
04/11/2025	2 920,58 €	20	2031	020 23	238		221
04/11/2025	7 448,89 €	20	2031	020 23	238		221
04/11/2025	7 934,28 €	20	2031	020 23	238		221
04/11/2025	2 354,87 €	20	2031	420 23	238		221
04/11/2025	52 171,51 €	20	2031	420 23	238		221
04/11/2025	4 550,04 €	20	2031	420 23	238		221
04/11/2025	1 790,40 €	20	2031	420 23	238		221
04/11/2025	3 500,00 €	20	2031	420 23	238		221
04/11/2025	420,00 €	20	2031	420 23	238		221
04/11/2025	3 246,80 €	20	2031	420 23	238		221
04/11/2025	6 046,24 €	20	2031	420 23	238		221
04/11/2025	3 553,47 €	20	2031	420 23	238		221
04/11/2025	1 910,12 €	20	2031	420 23	238		221
04/11/2025	5 000,00 €	20	2031	420 23	238		221
04/11/2025	7 185,86 €	20	2031	843 23	238		221
04/11/2025	33 906,72 €	20	2031	843 23	238		221
04/11/2025	3 961,79 €	20	2031	843 23	238		221
04/11/2025	772,19 €	20	2031	843 23	238		221
04/11/2025	3 500,00 €	20	2031	843 23	238		221
04/11/2025	1 193,65 €	20	2031	843 23	238		221
04/11/2025	4 918,73 €	20	2031	843 23	238		221
04/11/2025	500,00 €	20	2031	843 23	238		221
04/11/2025	9 864,96 €	20	2031	221 23	238		221
04/11/2025	4 083,21 €	20	2031	221 23	238		221
04/11/2025	14 298,89 €	20	2031	221 23	238		221
04/11/2025	37 770,52 €	20	2031	221 23	238		221
04/11/2025	7 905,83 €	20	2031	221 23	238		221

En application de l'article R. 421-1 du Code de justice administrative, cet acte administratif peut faire l'objet dans un délai de deux mois à compter de sa publication :

- d'un recours gracieux adressé au Président du Conseil départemental de Seine-et-Marne,
- d'un recours contentieux adressé au Tribunal administratif de Melun.

Date de la demande	Montant du virement	Chapitre source	Article source	Fonction source	Chapitre cible	Article cible	Fonction cible
05/11/2025	4 265,17 € 20		2031	221 23		238	221
05/11/2025	9 619,52 € 20		2031	221 23		231	221
05/11/2025	5 393,89 € 20		2031	221 23		238	221
05/11/2025	43 830,62 € 20		2031	221 23		238	221
05/11/2025	20 000,00 € 20		2031	221 23		238	221
05/11/2025	12 590,41 € 20		2031	221 23		238	221
05/11/2025	14 389,24 € 20		2031	221 23		238	221
05/11/2025	38 028,21 € 20		2031	221 23		238	221
05/11/2025	59 189,12 € 20		2031	221 23		238	221
05/11/2025	23 385,29 € 20		2031	221 23		238	221
05/11/2025	740,53 € 20		2031	221 23		238	221
05/11/2025	8 719,94 € 20		2031	221 23		238	221
05/11/2025	30 720,82 € 20		2031	221 23		238	221
05/11/2025	10 451,54 € 20		2031	221 23		238	221
05/11/2025	20 347,06 € 20		2031	221 23		238	221
05/11/2025	16 167,68 € 20		2031	221 23		238	221
05/11/2025	48 741,90 € 20		2031	221 23		238	221
05/11/2025	30 000,00 € 20		2031	020 23		238	221
05/11/2025	25 000,00 € 20		2031	221 23		238	221
05/11/2025	8 389,96 € 20		2031	221 23		238	221

2 687 630,37 €

Crédits réels votés après DM1 2025	749 502 741,02
limite 7,5 %	56 212 705,58
Décision N°1	262 377,77
Décision N°2	210 000,00
Décision N°3	4 000 001,73
Décision N°4	1 779 435,29
Décision N°5	1 505 000,00
Décision N°6	2 687 630,37
Solde	45 768 260,42

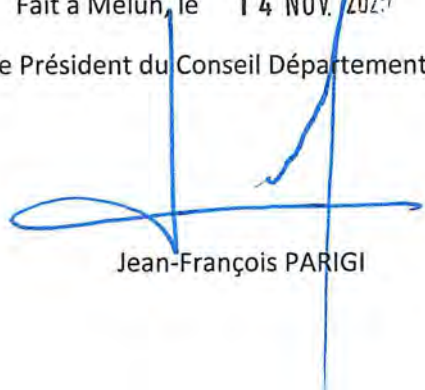
En application de l'article R. 421-1 du Code de justice administrative, cet acte administratif peut faire l'objet dans un délai de deux mois à compter de sa publication :

- d'un recours gracieux adressé au Président du Conseil départemental de Seine-et-Marne,
- d'un recours contentieux adressé au Tribunal administratif de Melun.

ARTICLE 2

La présente décision sera transmise au représentant de l'État dans le Département pour exercice du contrôle de légalité et publiée en les formes légales, sur le site internet du Département.

Fait à Melun, le 14 NOV. 2025
le Président du Conseil Départemental



Jean-François PARIGI

En application de l'article R. 421-1 du Code de justice administrative, cet acte administratif peut faire l'objet dans un délai de deux mois à compter de sa publication :

- d'un recours gracieux adressé au Président du Conseil départemental de Seine-et-Marne,
- d'un recours contentieux adressé au Tribunal administratif de Melun.

Les informations relatives aux décisions sont enregistrées dans les logiciels métiers et dans la base de contact du Département. Les services concernés en sont informés en temps réel. Elles sont diffusées à l'ensemble des services du Département. Les décisions sont également diffusées sur le site internet du Département. Les décisions sont également diffusées sur le site internet du Département. Les décisions sont également diffusées sur le site internet du Département.



DECISION REGLEMENTAIRE n° 2025/199/DF/SDBP

Objet : virements entre chapitres n°7/2025

Le Président du Conseil Départemental,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment dans ses articles L. 3312-3 et suivants ;

VU la délibération du Conseil départemental n°0/05 du 1^{er} juillet 2021 portant délégation de compétence au Président du Conseil départemental ; dans le cadre des Actions contentieuses – Dispositions générales – Marchés publics – Droit de préemption – FSL des articles susvisés du Code général des collectivités territoriales ;

VU l'article L.5217 10-6 du CGCT, « dans une limite fixée à l'occasion du vote du Budget et ne pouvant dépasser 7,5% des dépenses réelles de chacune des sections, l'assemblée délibérante peut déléguer la possibilité de procéder à des mouvements de crédits lors de sa plus proche séance » ;

VU la loi n°2015-9941 du 7 août 2015, portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe), et notamment son article 106 ;

VU l'article 242 de la loi n°2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019 et arrêté interministériel du ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales et du ministre de l'action et des comptes publics du 20 décembre 2018 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M57 applicable aux collectivités territoriales uniques ;

VU l'arrêté NOR : INTB1632673A du 21 décembre 2016 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M57 applicable aux collectivités territoriales, aux métropoles et à leurs établissements publics administratifs ;

VU la délibération du Conseil départemental n°7/01 du 21 décembre 2023, relative à la mise en œuvre de la nomenclature budgétaire et comptable M57 à compter du 1er janvier 2024 ;

VU la délibération du Conseil départemental n°7/01 du 3 avril 2025, relative au budget primitif 2025 pour le budget général et les budgets annexes, notamment dans son article 6 ;

VU la délibération du Conseil départemental n°7/03 du 20 juin 2025, relative à la première décision modificative 2025 pour le budget général et les budgets annexes ;

En application de l'article R. 421-1 du Code de justice administrative, cet acte administratif peut faire l'objet dans un délai de deux mois à compter de sa publication :

- d'un recours gracieux adressé au Président du Conseil départemental de Seine-et-Marne,
- d'un recours contentieux adressé au Tribunal administratif de Melun.

Accusé de réception en préfecture
077-227700010-20251120-2025-199-SDBP-AR
Date de télétransmission : 20/11/2025
Date de réception préfecture : 20/11/2025

En investissement :

189 957,82 €

Crédits réels votés après DM1 2025	749 502 741,02
limite 7,5 %	56 212 705,58
Décision N°1	262 377,77
Décision N°2	210 000,00
Décision N°3	4 000 001,73
Décision N°4	1 779 435,29
Décision N°5	1 505 000,00
Décision N°6	2 687 630,37
Décision N°7	189 957,82
Solde	45 578 302,60

[illegible]

ARTICLE 2

La présente décision sera transmise au représentant de l'État dans le Département pour exercice du contrôle de légalité et publiée en les formes légales, sur le site internet du Département.

Fait à Melun, le 20 NOV. 2025
Le Président du Conseil Départemental



Jean-François PARIGI

En application de l'article R. 421-1 du Code de justice administrative, cet acte administratif peut faire l'objet dans un délai de deux mois à compter de sa publication :

- d'un recours gracieux adressé au Président du Conseil départemental de Seine-et-Marne,
- d'un recours contentieux adressé au Tribunal administratif de Melun.

Les informations recueillies peuvent être enregistrées, saisies, lognées, mises et dans la base de contact du Département. Les services concernés en sont les destinataires exclusifs. Elles sont destinées à l'exécution de missions du Département. Vous pouvez exercer vos droits conformément à la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée, auprès du délégué à la protection des données du Département, par mail adressé à dpo@seine-et-marne.fr ou par courrier postal adressé au Délégué à la protection des données - Hôtel du Département CS 50377 - 77010 Melun cedex.

DECISION REGLEMENTAIRE n° 2025/226/DGS/DF

Objet : virements entre chapitres n°8/2025

Le Président du Conseil Départemental,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment dans ses articles L. 3312-3 et suivants ;

VU la délibération du Conseil départemental n°0/05 du 1^{er} juillet 2021 portant délégation de compétence au Président du Conseil départemental ; dans le cadre des Actions contentieuses – Dispositions générales – Marchés publics – Droit de préemption – FSL des articles susvisés du Code général des collectivités territoriales ;

VU l'article L.5217 10-6 du CGCT, « dans une limite fixée à l'occasion du vote du Budget et ne pouvant dépasser 7,5% des dépenses réelles de chacune des sections, l'assemblée délibérante peut déléguer la possibilité de procéder à des mouvements de crédits lors de sa plus proche séance » ;

VU la loi n°2015-9941 du 7 août 2015, portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe), et notamment son article 106 ;

VU l'article 242 de la loi n°2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019 et arrêté interministériel du ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales et du ministre de l'action et des comptes publics du 20 décembre 2018 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M57 applicable aux collectivités territoriales uniques ;

VU l'arrêté NOR : INTB1632673A du 21 décembre 2016 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M57 applicable aux collectivités territoriales, aux métropoles et à leurs établissements publics administratifs ;

VU la délibération du Conseil départemental n°7/01 du 21 décembre 2023, relative à la mise en œuvre de la nomenclature budgétaire et comptable M57 à compter du 1er janvier 2024 ;

VU la délibération du Conseil départemental n°7/01 du 3 avril 2025, relative au budget primitif 2025 pour le budget général et les budgets annexes, notamment dans son article 6 ;

VU la délibération du Conseil départemental n°7/03 du 20 juin 2025, relative à la première décision modificative 2025 pour le budget général et les budgets annexes ;

VU la délibération du Conseil départemental n°7/01 du 14 novembre 2025, relative à la deuxième décision modificative 2025 pour le budget général et les budgets annexes ;

En application de l'article R. 421-1 du Code de justice administrative, cet acte administratif peut faire l'objet dans un délai de deux mois à compter de sa publication :

- d'un recours gracieux adressé au Président du Conseil départemental de Seine-et-Marne,
- d'un recours contentieux adressé au Tribunal administratif de Melun.

Accusé de réception en préfecture
077-227700010-20251212-2025-226-DF-AR
Date de télétransmission : 12/12/2025
Date de réception préfecture : 12/12/2025

DECIDE

ARTICLE 1 : d'autoriser la réalisation des virements entre chapitres tels qu'ils figurent dans les tableaux ci-dessous :

En fonctionnement :

Date de la demande	Montant du virement	Chapitre source	Article source	Fonction source	Chapitre cible	Article cible	Fonction cible
28/11/2025	273 418,75 €	65	65242	425	016	6511411/3	431
28/11/2025	140 035,50 €	65	65242	425	016	6511411/3	431
	413 454,25 €						

Crédits réels votés après DM2 2025	1 391 561 527,79
limite 7,5 %	104 367 114,58
Décision N°1	9 000,00
Décision N°2	100 000,00
Décision N°3	-
Décision N°4	6 000,00
Décision N°5	-
Décision N°6	-
Décision N°7	-
Décision N°8	413 454,25
Solde	103 838 660,33

En application de l'article R. 421-1 du Code de justice administrative, cet acte administratif peut faire l'objet dans un délai de deux mois à compter de sa publication :

- d'un recours gracieux adressé au Président du Conseil départemental de Seine-et-Marne,
- d'un recours contentieux adressé au Tribunal administratif de Melun.

Le présent arrêté est publié sur le site internet du département de Seine-et-Marne, accessible à l'adresse suivante : www.seine-et-marne.fr.
Le présent arrêté est également publié sur le site internet du Tribunal administratif de Melun, accessible à l'adresse suivante : www.ta-melun.fr.
Le présent arrêté est également publié sur le site internet du Conseil départemental de Seine-et-Marne, accessible à l'adresse suivante : www.cds5937.fr.

En investissement :

Date de la demande	Montant du virement	Chapitre source	Article source	Fonction source	Chapitre cible	Article cible	Fonction cible
17/11/2025	1 800,00 €	21	21838	313	20	2051	313
27/11/2025	31 038,68 €	21	2152	821	23	2315	821
27/11/2025	304 320,04 €	21	2111	821	23	2315	821
27/11/2025	355 497,66 €	21	2111	821	23	2315	821
27/11/2025	59 371,89 €	23	2315	821	204	2041482	518
27/11/2025	1 040,32 €	23	2315	821	204	2041582	518
01/12/2025	43 840,00 €	23	2313	020	204	2041481	518
796 908,59 €							

Crédits réels votés après DM2 2025	756 993 978,39
limite 7,5 %	56 774 548,38
Décision N°1	262 377,77
Décision N°2	210 000,00
Décision N°3	4 000 001,73
Décision N°4	1 779 435,29
Décision N°5	1 505 000,00
Décision N°6	2 687 630,37
Décision N°7	189 957,82
Décision N°8	796 908,59
Solde	45 343 236,81

ARTICLE 2

La présente décision sera transmise au représentant de l'État dans le Département pour exercice du contrôle de légalité et publiée en les formes légales, sur le site internet du Département.

Fait à Melun, le **12 DEC. 2025**

le Président du Conseil Départemental

Jean-François PARIGI



En application de l'article R. 421-1 du Code de justice administrative, cet acte administratif peut faire l'objet dans un délai de deux mois à compter de sa publication :

- d'un recours gracieux adressé au Président du Conseil départemental de Seine-et-Marne,
- d'un recours contentieux adressé au Tribunal administratif de Melun.

DECISION REGLEMENTAIRE n° 2025/229/DF/SDBP

Objet : virements entre chapitres n°9/2025

Le Président du Conseil Départemental,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment dans ses articles L. 3312-3 et suivants ;

VU la délibération du Conseil départemental n°0/05 du 1^{er} juillet 2021 portant délégation de compétence au Président du Conseil départemental ; dans le cadre des Actions contentieuses – Dispositions générales – Marchés publics – Droit de préemption – FSL des articles susvisés du Code général des collectivités territoriales ;

VU l'article L.5217 10-6 du CGCT, « dans une limite fixée à l'occasion du vote du Budget et ne pouvant dépasser 7,5% des dépenses réelles de chacune des sections, l'assemblée délibérante peut déléguer la possibilité de procéder à des mouvements de crédits lors de sa plus proche séance » ;

VU la loi n°2015-9941 du 7 août 2015, portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe), et notamment son article 106 ;

VU l'article 242 de la loi n°2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019 et arrêté interministériel du ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales et du ministre de l'action et des comptes publics du 20 décembre 2018 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M57 applicable aux collectivités territoriales uniques ;

VU l'arrêté NOR : INTB1632673A du 21 décembre 2016 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M57 applicable aux collectivités territoriales, aux métropoles et à leurs établissements publics administratifs ;

VU la délibération du Conseil départemental n°7/01 du 21 décembre 2023, relative à la mise en œuvre de la nomenclature budgétaire et comptable M57 à compter du 1er janvier 2024 ;

VU la délibération du Conseil départemental n°7/01 du 3 avril 2025, relative au budget primitif 2025 pour le budget général et les budgets annexes, notamment dans son article 6 ;

VU la délibération du Conseil départemental n°7/03 du 20 juin 2025, relative à la première décision modificative 2025 pour le budget général et les budgets annexes ;

VU la délibération du Conseil départemental n°7/01 du 14 novembre 2025, relative à la deuxième décision modificative 2025 pour le budget général et les budgets annexes ;

En application de l'article R. 421-1 du Code de justice administrative, cet acte administratif peut faire l'objet dans un délai de deux mois à compter de sa publication :

- d'un recours gracieux adressé au Président du Conseil départemental de Seine-et-Marne,
- d'un recours contentieux adressé au Tribunal administratif de Melun.

DECIDE

ARTICLE 1 : d'autoriser la réalisation des virements entre chapitres tels qu'ils figurent dans les tableaux ci-dessous :

En fonctionnement :

Date de la demande	Montant du virement	Chapitre source	Article source	Fonction source	Chapitre cible	Article cible	Fonction cible
03/12/2025	859,98 €	65	65818	312	011	611	312
04/12/2025	10 000,00 €	011	611	020	65	657358	020
04/12/2025	6,50 €	65	6514	4238	016	6511411/3	431
04/12/2025	27 971,01 €	65	65181	4232	016	6511411/3	431
04/12/2025	41 700,64 €	65	651122	425	016	6511411/3	431
04/12/2025	46 244,21 €	65	651122	425	016	6511411/3	431
04/12/2025	1 229,12 €	65	6511211	425	016	6511411/3	431
05/12/2025	2 622,94 €	011	611	4238	65	6511211	425
05/12/2025	2 664,62 €	65	65818	312	011	6378	312
08/12/2025	23 505,00 €	011	6245	4213	67	673	4213
08/12/2025	2 386,23 €	65	65888	843	011	611	843
08/12/2025	5 035,00 €	011	6245	4213	67	673	4213
10/12/2025	33 185,69 €	011	611	425	65	65242	425
10/12/2025	2 000,00 €	011	62878	4238	65	65242	425
10/12/2025	720,13 €	011	6183	4238	65	65242	425
10/12/2025	1 000,00 €	011	611	4238	65	65242	425
10/12/2025	1 475,61 €	011	62878	425	65	65242	425
10/12/2025	2 000,00 €	011	611	425	65	65242	425
10/12/2025	1 000,00 €	011	6183	425	65	65242	425
10/12/2025	2 125,92 €	011	62878	425	65	65242	425
10/12/2025	9 851,50 €	011	611	4238	67	673	4238
217 584,10 €							

Crédits réels votés après DM2 2025	1 391 561 527,79
limite 7,5 %	104 367 114,58
Décision N°1	9 000,00
Décision N°2	100 000,00
Décision N°3	-
Décision N°4	6 000,00
Décision N°5	-
Décision N°6	-
Décision N°7	-
Décision N°8	413 454,25
Décision N°9	217 584,10
Solde	103 621 076,23

En application de l'article R. 421-1 du Code de justice administrative, cet acte administratif peut faire l'objet dans un délai de deux mois à compter de sa publication :

- d'un recours gracieux adressé au Président du Conseil départemental de Seine-et-Marne,
- d'un recours contentieux adressé au Tribunal administratif de Melun.

En investissement :

Date de la demande	Montant du virement	Chapitre source	Article source	Fonction source	Chapitre cible	Article cible	Fonction cible
04/12/2025	19 357,78 € 20		2051	✓	314 204	2324	✓ 311
04/12/2025	5 950,00 € 20		2031	✓	314 204	2041482	✓ 312
04/12/2025	41 323,24 € 21		21622	✓	314 204	2324	✓ 312
04/12/2025	9 777,99 € 20		2031	✓	314 204	2324	✓ 312
04/12/2025	12 000,00 € 20		2051	✓	314 204	2324	✓ 312
04/12/2025	3 457,00 € 20		2031	✓	314 204	2324	✓ 312
04/12/2025	16 054,62 € 21		21838	✓	314 204	2041482	✓ 312
05/12/2025	34 796,52 € 23		2315	✓	843 20	2031	✓ 843
05/12/2025	34 796,52 € 20		2031	✓	843 23	2315	✓ 843
09/12/2025	1 000,00 € 20		2051	✓	314 21	2188	✓ 314
10/12/2025	10 402,22 € 20		2051	✓	314 204	2324	✓ 312
10/12/2025	3 266,40 € 20		2031	✓	314 204	2324	✓ 312
10/12/2025	5 348,61 € 20		2031	✓	314 204	2324	✓ 312
10/12/2025	12 742,38 € 21		21838	✓	314 204	2324	✓ 312
10/12/2025	171,11 € 21		21578	✓	314 204	2324	✓ 312
10/12/2025	20 528,06 € 21		21578	✓	843 20	2031	✓ 843
10/12/2025	79 471,94 € 21		21578	✓	843 23	2315	✓ 843
10/12/2025	30 000,00 € 21		2111	✓	843 23	2315	✓ 843
10/12/2025	21 555,58 € 21		2111	✓	843 23	2315	✓ 843
10/12/2025	10 102,90 € 21		2111	✓	843 23	2315	✓ 843
10/12/2025	10 000,00 € 21		2111	✓	843 23	2315	✓ 843
10/12/2025	12 452,58 € 21		2111	✓	843 23	2315	✓ 843

394 555,45 €

Crédits réels votés après DM2 2025	756 993 978,39
limite 7,5 %	56 774 548,38
Décision N°1	262 377,77
Décision N°2	210 000,00
Décision N°3	4 000 001,73
Décision N°4	1 779 435,29
Décision N°5	1 505 000,00
Décision N°6	2 687 630,37
Décision N°7	189 957,82
Décision N°8	796 908,59
Décision N°9	394 555,45
Solde	44 948 681,36

En application de l'article R. 421-1 du Code de justice administrative, cet acte administratif peut faire l'objet dans un délai de deux mois à compter de sa publication :

- d'un recours gracieux adressé au Président du Conseil départemental de Seine-et-Marne,
- d'un recours contentieux adressé au Tribunal administratif de Melun.

Le département de Seine-et-Marne est une collectivité territoriale à statut particulier. Ses compétences sont définies par la loi n° 72-619 du 28 juillet 1972 relative au statut de la collectivité départementale. Le département de Seine-et-Marne est une collectivité territoriale à statut particulier. Ses compétences sont définies par la loi n° 72-619 du 28 juillet 1972 relative au statut de la collectivité départementale. Le département de Seine-et-Marne est une collectivité territoriale à statut particulier. Ses compétences sont définies par la loi n° 72-619 du 28 juillet 1972 relative au statut de la collectivité départementale.

ARTICLE 2

La présente décision sera transmise au représentant de l'État dans le Département pour exercice du contrôle de légalité et publiée en les formes légales, sur le site internet du Département.

Fait à Melun, le 17 DEC. 2025
le Président du Conseil Départemental



Jean-François PARIGI

En application de l'article R. 421-1 du Code de justice administrative, cet acte administratif peut faire l'objet dans un délai de deux mois à compter de sa publication :

- d'un recours gracieux adressé au Président du Conseil départemental de Seine-et-Marne,
- d'un recours contentieux adressé au Tribunal administratif de Melun.

Les documents recueillis peuvent être enregistrés dans les logiciels métiers et dans la base de contact du Département. Les données concernées en sont les destinataires exclusifs. Elles sont destinées à l'exécution des missions du Département. Vous pouvez exercer vos droits d'accès, de rectification, de suppression ou d'opposition en écrivant au : « information et libertés », du 5 janvier 1972, 114000, avenue du délégué à la protection des données du Département, 77010 Melun cedex ou par courrier postal adressé au Délégué à la protection des données - Hôtel du Département CS 50377 - 77010 Melun cedex.

Accusé de réception en préfecture
077-227700010-20260108-2025-234-SDBP-AR
Date de télétransmission : 08/01/2026
Date de réception préfecture : 08/01/2026



DECISION REGLEMENTAIRE n° 2025/234/DF/SDBP

Objet : virements entre chapitres n°10/2025

Le Président du Conseil Départemental,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment dans ses articles L. 3312-3 et suivants ;

VU la délibération du Conseil départemental n°0/05 du 1^{er} juillet 2021 portant délégation de compétence au Président du Conseil départemental ;

VU l'article L.5217 10-6 du CGCT, « dans une limite fixée à l'occasion du vote du Budget et ne pouvant dépasser 7,5% des dépenses réelles de chacune des sections, l'assemblée délibérante peut déléguer la possibilité de procéder à des mouvements de crédits lors de sa plus proche séance » ;

VU la loi n°2015-9941 du 7 août 2015, portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe), et notamment son article 106 ;

VU l'article 242 de la loi n°2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019 et arrêté interministériel du ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales et du ministre de l'action et des comptes publics du 20 décembre 2018 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M57 applicable aux collectivités territoriales uniques ;

VU l'arrêté NOR : INTB1632673A du 21 décembre 2016 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M57 applicable aux collectivités territoriales, aux métropoles et à leurs établissements publics administratifs ;

VU la délibération du Conseil départemental n°7/01 du 21 décembre 2023, relative à la mise en œuvre de la nomenclature budgétaire et comptable M57 à compter du 1er janvier 2024 ;

VU la délibération du Conseil départemental n°7/01 du 3 avril 2025, relative au budget primitif 2025 pour le budget général et les budgets annexes, notamment dans son article 6 ;

VU la délibération du Conseil départemental n°7/03 du 20 juin 2025, relative à la première décision modificative 2025 pour le budget général et les budgets annexes ;

VU la délibération du Conseil départemental n°7/01 du 14 novembre 2025, relative à la deuxième décision modificative 2025 pour le budget général et les budgets annexes ;

En application de l'article R. 421-1 du Code de justice administrative, cet acte administratif peut faire l'objet dans un délai de deux mois à compter de sa publication :

- d'un recours gracieux adressé au Président du Conseil départemental de Seine-et-Marne,
- d'un recours contentieux adressé au Tribunal administratif de Melun.

Les informations relatives à la publication de cet acte administratif sont disponibles sur le site internet du Département de Seine-et-Marne : www.seine-et-marne.fr. Elles sont également disponibles sur le site internet du Tribunal administratif de Melun : www.ta-melun.fr. Les informations relatives à la publication de cet acte administratif sont également disponibles sur le site internet du Conseil départemental de Seine-et-Marne : www.cseine-et-marne.fr.

DECIDE

ARTICLE 1 : d'autoriser la réalisation des virements entre chapitres tels qu'ils figurent dans les tableaux ci-dessous :

En fonctionnement :

Date de la demande	Montant du virement	Chapitre source	Article source	Fonction source	Chapitre cible	Article cible	Fonction cible
11/12/2025	3 094,75 €	011	60662	411	67	673	411
12/12/2025	15 293,68 €	65	6511212	425	016	6511411/3	431
12/12/2025	1 000,00 €	65	6511212	425	011	611	4238
15/12/2025	10 000,00 €	011	62268	4213	65	652416	4213
15/12/2025	221 442,97 €	011	6251	4213	65	652416	4213
15/12/2025	1 000,00 €	011	62261	4213	65	652416	4213
15/12/2025	30 000,00 €	011	6184	4213	65	6524716	4213
15/12/2025	24 940,75 €	011	6227	4213	65	652416	4213
15/12/2025	49 082,33 €	011	6227	4214	65	652416	4213
15/12/2025	4 688,00 €	011	6288	4213	65	652416	4213
15/12/2025	4 732,86 €	011	6068	4213	65	652416	4213
15/12/2025	1 000,00 €	011	6068	4214	65	652416	4213
15/12/2025	18 371,15 €	011	611	4213	65	652416	4213
15/12/2025	3 802,40 €	011	611	4214	65	652416	4213
15/12/2025	74,00 €	011	6354	4213	65	652416	4213
15/12/2025	100,00 €	011	6354	4214	65	652416	4213
15/12/2025	166 954,65 €	011	62261	4213	65	652416	4213
15/12/2025	60,00 €	011	62261	4214	65	652416	4213
15/12/2025	3 257,00 €	011	60661	4213	65	652416	4213
15/12/2025	1 000,00 €	011	60661	4214	65	652416	4213
15/12/2025	1 000,00 €	011	62878	4213	65	652416	4213
15/12/2025	211 978,03 €	011	6245	4213	65	652416	4213
15/12/2025	84 789,29 €	011	6245	4213	65	652416	4213
15/12/2025	1 000,00 €	011	6245	4214	65	652416	4213
15/12/2025	100,00 €	011	6245	4214	65	652416	4213
15/12/2025	1 000,00 €	011	6245	4213	65	652416	4213
15/12/2025	100,00 €	011	6245	4214	65	652416	4213
15/12/2025	5 676,43 €	011	6245	4213	65	652416	4213

En application de l'article R. 421-1 du Code de justice administrative, cet acte administratif peut faire l'objet dans un délai de deux mois à compter de sa publication :

- d'un recours gracieux adressé au Président du Conseil départemental de Seine-et-Marne,
- d'un recours contentieux adressé au Tribunal administratif de Melun.

Le présent arrêté est publié sur le site internet du Département de Seine-et-Marne (www.seine-et-marne.fr) et sur le site internet de la Direction départementale de l'équipement de Seine-et-Marne (www.dde-seine-et-marne.fr). Les services de l'Etat de Seine-et-Marne sont informés de la publication de cet arrêté. Les services de l'Etat de Seine-et-Marne sont informés de la publication de cet arrêté. Les services de l'Etat de Seine-et-Marne sont informés de la publication de cet arrêté.

15/12/2025	2 500,00 €	011	6245	4214	65	652416	4213
15/12/2025	500,00 €	011	6068	4213	65	652416	4213
15/12/2025	5 000,00 €	011	617	4213	65	652416	4213
15/12/2025	1 000,00 €	011	6245	4213	65	652416	4213
15/12/2025	17 818,57 €	65	65888	843	011	60622	843
15/12/2025	3 900,00 €	65	657358	843	011	60622	843
15/12/2025	566,97 €	65	65888	843	011	611	843
15/12/2025	25 000,00 €	65	65113	4238	016	6511411/3	431
15/12/2025	140 000,00 €	65	6511211	425	016	6511411/3	431
15/12/2025	40 000,00 €	65	6511212	425	016	6511411/3	431
15/12/2025	35 000,00 €	65	657381	221	011	60612	221
15/12/2025	5 130,00 €	011	6184	4238	65	65242	425
15/12/2025	5 000,00 €	011	611	4238	65	65242	425
15/12/2025	21 856,00 €	011	611	4238	65	65242	425
15/12/2025	3 129,16 €	011	611	4238	65	65242	425
15/12/2025	4 000,00 €	011	611	4238	65	65242	425
15/12/2025	3 000,00 €	016	6577/3	430	65	65242	425

1 178 938,99 €

Crédits réels votés après DM2 2025	1 391 561 527,79
limite 7,5 %	104 367 114,58
Décision N°1	9 000,00
Décision N°2	100 000,00
Décision N°3	-
Décision N°4	6 000,00
Décision N°5	-
Décision N°6	-
Décision N°7	-
Décision N°8	413 454,25
Décision N°9	217 584,10
Décision N°10	1 178 938,99
Solde	102 442 137,24

En investissement :

En application de l'article R. 421-1 du Code de justice administrative, cet acte administratif peut faire l'objet dans un délai de deux mois à compter de sa publication :

- d'un recours gracieux adressé au Président du Conseil départemental de Seine-et-Marne,
- d'un recours contentieux adressé au Tribunal administratif de Melun.

Le présent arrêté est publié en ligne sur le site internet du Département de Seine-et-Marne. Les décisions prises par le Conseil départemental de Seine-et-Marne sont publiées en ligne sur le site internet du Département de Seine-et-Marne. Les décisions prises par le Conseil départemental de Seine-et-Marne sont publiées en ligne sur le site internet du Département de Seine-et-Marne. Les décisions prises par le Conseil départemental de Seine-et-Marne sont publiées en ligne sur le site internet du Département de Seine-et-Marne.

Date de la demande	Montant du virement	Chapitre source	Article source	Fonction source	Chapitre cible	Article cible	Fonction cible
11/12/2025	30 886,46 €	204	20415341	843 23		2315	843
11/12/2025	20 161,52 €	204	2324	843 23		2315	843
11/12/2025	3 379,50 €	21	21351	221 23		2313	221
11/12/2025	39 011,69 €	21	2111	843 23		2315	843
11/12/2025	24 732,13 €	20	2031	843 23		2315	843
11/12/2025	13 384,08 €	20	2031	843 23		2315	843
12/12/2025	4 744,37 €	21	2111	843 23		2315	843
12/12/2025	8 870,35 €	21	2111	843 23		2315	843
12/12/2025	6 247,52 €	21	2111	843 23		2315	843
12/12/2025	4 203,08 €	21	2111	843 23		2315	843
12/12/2025	7 828,65 €	20	2031	843 23		2315	843
12/12/2025	305,45 €	20	2031	843 23		2315	843
12/12/2025	2 269,52 €	20	2033	843 23		2315	843
12/12/2025	7 000,00 €	21	21828	843 23		2315	843
12/12/2025	116,69 €	20	2031	843 23		2315	843
12/12/2025	12 550,00 €	20	2031	80 23		2315	821
12/12/2025	2 434,03 €	21	2111	843 23		2315	843
12/12/2025	1 636,60 €	21	2111	843 23		2315	843
12/12/2025	25,46 €	20	2031	843 23		2315	843
12/12/2025	81,38 €	20	2031	843 23		2315	843
12/12/2025	516,02 €	20	2031	843 23		2315	843
12/12/2025	562,85 €	20	2031	843 23		2315	843
12/12/2025	345,60 €	20	2031	843 23		2315	843
12/12/2025	1 709,25 €	20	2031	843 23		2315	843
12/12/2025	705,38 €	20	2031	843 23		2315	843
12/12/2025	1 214,09 €	20	2031	843 23		2315	843
12/12/2025	166,76 €	20	2031	843 23		2315	843
15/12/2025	4 000,00 €	21	21578	843 23		2315	843
15/12/2025	4 568,71 €	21	215731	843 23		2315	843

203 657,14 €

Crédits réels votés après DM2 2025	756 993 978,39
limite 7,5 %	56 774 548,38
Décision N°1	262 377,77
Décision N°2	210 000,00
Décision N°3	4 000 001,73
Décision N°4	1 779 435,29
Décision N°5	1 505 000,00
Décision N°6	2 687 630,37
Décision N°7	189 957,82
Décision N°8	796 908,59
Décision N°9	394 555,45
Décision N°10	203 657,14
Solde	44 745 024,22

En application de l'article R. 421-1 du Code de justice administrative, cet acte administratif peut faire l'objet dans un délai de deux mois à compter de sa publication :

- d'un recours gracieux adressé au Président du Conseil départemental de Seine-et-Marne,
- d'un recours contentieux adressé au Tribunal administratif de Melun.

Ces informations sont destinées à être utilisées à titre de référence. Elles ne constituent pas un document officiel. Les données sont susceptibles d'être modifiées sans préavis. Les informations sont fournies à titre d'information et ne constituent pas une garantie. Les informations sont fournies à titre d'information et ne constituent pas une garantie. Les informations sont fournies à titre d'information et ne constituent pas une garantie.

ARTICLE 2

La présente décision sera transmise au représentant de l'État dans le Département pour exercice du contrôle de légalité et publiée en les formes légales, sur le site internet du Département.

Fait à Melun, le 08 JAN. 2025

le Président du Conseil Départemental

Jean-François PARIGI

En application de l'article R. 421-1 du Code de justice administrative, cet acte administratif peut faire l'objet dans un délai de deux mois à compter de sa publication :

- d'un recours gracieux adressé au Président du Conseil départemental de Seine-et-Marne,
- d'un recours contentieux adressé au Tribunal administratif de Melun.

Les informations recueillies parvenant ainsi enregistrées dans les fichiers 2020 et dans la base de constat du Département. Les services concernés envoient les données actualisées. Elles sont destinées à l'accomplissement des missions du Département. Vous pouvez consulter vos données conformément à la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée, auprès du délégué à la protection des données du Département. Pour mail adresser à del@ledepartement.fr ou par courrier postal à adresse du Député à la protection des données - Hôtel du Département 631 570 - 63075 Melun cedex.

Accusé de réception en préfecture
077-227700010-20260115-2026-005-DF-AR
Date de télétransmission : 15/01/2026
Date de réception préfecture : 15/01/2026



DECISION REGLEMENTAIRE n° 2026/005/DF/SDBP

Objet : virements entre chapitres n°11/2025

Le Président du Conseil Départemental,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment dans ses articles L. 3312-3 et suivants ;

VU la délibération du Conseil départemental n°0/05 du 1^{er} juillet 2021 portant délégation de compétence au Président du Conseil départemental ; dans le cadre des Actions contentieuses – Dispositions générales – Marchés publics – Droit de préemption – FSL des articles susvisés du Code général des collectivités territoriales ;

VU l'article L.5217 10-6 du CGCT, « dans une limite fixée à l'occasion du vote du Budget et ne pouvant dépasser 7,5% des dépenses réelles de chacune des sections, l'assemblée délibérante peut déléguer la possibilité de procéder à des mouvements de crédits lors de sa plus proche séance » ;

VU la loi n°2015-9941 du 7 août 2015, portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe), et notamment son article 106 ;

VU l'article 242 de la loi n°2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019 et arrêté interministériel du ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales et du ministre de l'action et des comptes publics du 20 décembre 2018 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M57 applicable aux collectivités territoriales uniques ;

VU l'arrêté NOR : INTB1632673A du 21 décembre 2016 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M57 applicable aux collectivités territoriales, aux métropoles et à leurs établissements publics administratifs ;

VU la délibération du Conseil départemental n°7/01 du 21 décembre 2023, relative à la mise en œuvre de la nomenclature budgétaire et comptable M57 à compter du 1^{er} janvier 2024 ;

VU la délibération du Conseil départemental n°7/01 du 3 avril 2025, relative au budget primitif 2025 pour le budget général et les budgets annexes, notamment dans son article 6 ;

VU la délibération du Conseil départemental n°7/03 du 20 juin 2025, relative à la première décision modificative 2025 pour le budget général et les budgets annexes ;

VU la délibération du Conseil départemental n°7/01 du 14 novembre 2025, relative à la deuxième décision modificative 2025 pour le budget général et les budgets annexes ;

En application de l'article R. 421-1 du Code de justice administrative, cet acte administratif peut faire l'objet dans un délai de deux mois à compter de sa publication :

- d'un recours gracieux adressé au Président du Conseil départemental de Seine-et-Marne,
- d'un recours contentieux adressé au Tribunal administratif de Melun.

Les 05 pages annexes de cette délibération sont déposées dans la base de données de la Direction départementale de l'équipement de Seine-et-Marne. Elles sont consultables sur le site internet de la Direction départementale de l'équipement de Seine-et-Marne. La délibération est également consultable sur le site internet de la Direction départementale de l'équipement de Seine-et-Marne. La délibération est également consultable sur le site internet de la Direction départementale de l'équipement de Seine-et-Marne. La délibération est également consultable sur le site internet de la Direction départementale de l'équipement de Seine-et-Marne.

DECIDE

ARTICLE 1 : d'autoriser la réalisation des virements entre chapitres tels qu'ils figurent dans les tableaux ci-dessous :

En fonctionnement :

Date de la demande	Montant du virement	Chapitre source	Article source	Fonction source	Chapitre cible	Article cible	Fonction cible
16/12/2025	27 114,09 €	011	611	4238	65	65242	425
16/12/2025	5 000,00 €	011	611	4238	65	65242	425
16/12/2025	15 994,20 €	011	6068	4238	65	65242	425
16/12/2025	1 240,86 €	011	611	4238	65	65242	425
16/12/2025	3 400,00 €	011	6132	4238	65	65242	425
16/12/2025	433,60 €	011	611	4238	65	65242	425
16/12/2025	11 170,00 €	011	6184	425	65	65242	425
16/12/2025	1 120,00 €	011	611	425	65	65242	425
16/12/2025	12 445,78 €	67	673	425	65	65242	425
16/12/2025	200 000,00 €	65	6568	4238	016	6511411/3	431
16/12/2025	10 000,00 €	011	611	4238	65	6511211	425
16/12/2025	359 062,72 €	65	6511213	425	016	6511411/3	431
17/12/2025	160 000,00 €	65	6568	4238	016	6511411/3	431
17/12/2025	6 360,00 €	65	6568	4238	011	611	4238
17/12/2025	5,00 €	011	611	4238	016	6511411/3	431
17/12/2025	9 640,00 €	65	6568	4238	016	6511411/3	431
18/12/2025	12 000,00 €	011	611	4238	016	6511411/3	431
18/12/2025	148 000,00 €	016	651144/3	433	65	65242	425
18/12/2025	15 180,00 €	011	611	4238	65	65242	425
18/12/2025	126 023,66 €	011	611	4238	65	65242	425
18/12/2025	1 176,00 €	011	6231	4238	65	65242	425
18/12/2025	94 350,00 €	011	611	4238	65	65242	425
18/12/2025	8 281,04 €	65	65133	4213	011	6251	4213
19/12/2025	49,60 €	65	6585	843	011	6156	843
19/12/2025	511 608,59 €	016	6511411/3	431	65	65242	425
19/12/2025	53 145,43 €	016	651144/3	433	65	65242	425
19/12/2025	81,00 €	011	60662	411	67	673	411
19/12/2025	81 874,46 €	016	6511412/3	431	65	65242	425
19/12/2025	91,77 €	016	6511411/3	431	65	65242	425
19/12/2025	45 249,35 €	67	673	4238	65	65242	425
19/12/2025	2 016,05 €	011	6227	4238	65	65242	425
19/12/2025	50,00 €	011	62878	4238	65	652421	425
19/12/2025	50,00 €	011	6288	4238	65	65242	425
19/12/2025	3 377,91 €	67	673	4238	65	65242	425

En application de l'article R. 421-1 du Code de justice administrative, cet acte administratif peut faire l'objet dans un délai de deux mois à compter de sa publication :

- d'un recours gracieux adressé au Président du Conseil départemental de Seine-et-Marne,
- d'un recours contentieux adressé au Tribunal administratif de Melun.

Tous les renseignements relatifs à la présente loi peuvent être obtenus auprès des bureaux de l'Assemblée législative du Québec ou auprès du Service de l'accès à l'information, 600, rue Saint-Jacques, 9^e étage, Montréal, Québec H3A 2B4.

19/12/2025	1 755,92 €	016	673/3	430	65	65242	425
19/12/2025	3 362,17 €	016	6511411/3	431	65	6511211	425
19/12/2025	188,86 €	011	611	4238	65	6511211	425
19/12/2025	56,50 €	65	65133	4213	011	6068	4213
19/12/2025	525,85 €	65	65133	4213	011	6068	4213
19/12/2025	3 342,41 €	65	65133	4213	011	6251	4213
19/12/2025	525,85 €	011	6068	4213	65	65211	4213
22/12/2025	1 897,11 €	011	611	4213	65	652416	4213
22/12/2025	1 000,00 €	011	611	4213	65	652416	4213
22/12/2025	2 504,00 €	011	62261	4214	65	652416	4213
23/12/2025	2 604,01 €	016	651144/3	433	65	65242	425
1 943 353,79 €							

Crédits réels votés après DM2 2025	1 391 561 527,79
limite 7,5 %	104 367 114,58
Décision N°1	9 000,00
Décision N°2	100 000,00
Décision N°3	-
Décision N°4	6 000,00
Décision N°5	-
Décision N°6	-
Décision N°7	-
Décision N°8	413 454,25
Décision N°9	217 584,10
Décision N°10	1 178 938,99
Décision N°11	1 943 353,79
Solde	100 498 783,45

En application de l'article R. 421-1 du Code de justice administrative, cet acte administratif peut faire l'objet dans un délai de deux mois à compter de sa publication :

- d'un recours gracieux adressé au Président du Conseil départemental de Seine-et-Marne,
- d'un recours contentieux adressé au Tribunal administratif de Melun.

Les crédits réels votés ont été intégrés dans les logiciels métiers et mis à disposition des services concernés en tant que destinataires communs. Elles sont destinées à l'accompagnement des missions du Département. Nous vous remercions de votre confiance et vous invitons à nous contacter en cas de besoin. Le présent arrêté est publié en ligne sur le site internet du Département de Seine-et-Marne (www.seine-et-marne.fr) et par courrier postal adressé au Mairie de Melun (77010 Melun cedex) - Hôtel du Département CS 50377 - 77010 Melun cedex.

En investissement :

Date de la demande	Montant du virement	Chapitre source	Article source	Fonction source	Chapitre cible	Article cible	Fonction cible
17/12/2025	12 449,75 €	204	2324	821	20	2031	221
	12 449,75 €						

Crédits réels votés après DM2 2025	756 993 978,39
limite 7,5 %	56 774 548,38
Décision N°1	262 377,77
Décision N°2	210 000,00
Décision N°3	4 000 001,73
Décision N°4	1 779 435,29
Décision N°5	1 505 000,00
Décision N°6	2 687 630,37
Décision N°7	189 957,82
Décision N°8	796 908,59
Décision N°9	394 555,45
Décision N°10	203 657,14
Décision N°11	12 449,75
Solde	44 732 574,47

ARTICLE 2

La présente décision sera transmise au représentant de l'État dans le Département pour exercice du contrôle de légalité et publiée en les formes légales, sur le site internet du Département.

Fait à Melun, le 15 JAN. 2026

le Président du Conseil Départemental



Jean-François PARIGI

En application de l'article R. 421-1 du Code de justice administrative, cet acte administratif peut faire l'objet dans un délai de deux mois à compter de sa publication :

- d'un recours gracieux adressé au Président du Conseil départemental de Seine-et-Marne,
- d'un recours contentieux adressé au Tribunal administratif de Melun.

Les informations nécessaires peuvent être intégrées dans les fichiers mis à disposition de la base de données du Département. Les services concernés en sont destinataires. Elles sont destinées à l'accomplissement des missions du Département. Elles peuvent être utilisées conformément à la loi n° 62-510 du 5 janvier 1962 relative à la protection des données du Département, par mail adressé à dsd@departement77.fr ou par courrier postal adressé à : Délégé à la protection des données - Hôtel du Département CS 50377 - 77010 Melun cedex.

Département de Seine-et-Marne
Présentation Synthétique du CFU 2025

Sommaire

Introduction.....	1
Les réalisations du budget principal 2025 et son équilibre.....	1
Les engagements pluriannuels en Investissement.....	5
L'évolution de la structure des comptes administratifs depuis 2021 :	5
Les ratios obligatoires du CFU 2025 :	5
Les budgets annexes CFU 2025	6
En synthèse.....	7

Introduction

L'article L. 2313-1 du code général des collectivités territoriales impose une présentation brève et synthétique retraçant les informations financières essentielles devant être annexée au compte financier unique.

La présente note répond à cette obligation. Pour mémoire, le compte financier unique 2025, établi en fin d'exercice par le Président du Conseil Départemental en collaboration avec le comptable, est le bilan financier du Département. Il rend compte des opérations budgétaires exécutées, rapproche les prévisions budgétaires inscrites sur l'exercice 2025, des réalisations effectives, en dépenses et en recettes, pour les deux sections, se présente de la même manière que le budget pour permettre la comparaison et présenter les résultats comptables de l'exercice.

Le compte financier unique comporte deux grandes sections bien distinctes :

- La section de fonctionnement qui concerne la gestion courante,
- La section d'investissement qui retrace les opérations non courantes, ponctuelles, de nature à modifier le patrimoine du Département.

Contrairement à un budget qui doit être équilibré (dépenses = recettes pour chaque section), le compte financier unique fait ressortir des écarts entre les dépenses et les recettes de chaque section. Son objectif est de dégager les résultats de l'exercice.

Les réalisations du budget principal 2025 et son équilibre

En mouvements réels, les dépenses de fonctionnement 2025 se sont élevées à 1 370,3 M€ et les recettes de fonctionnement à 1 482,1 M€. Le résultat de gestion 2025 est donc un excédent de 111,7 M€ en section de fonctionnement.

En investissement, les dépenses 2025 se sont élevées à 380,8 M€ hors déficit, et les recettes de 284,4 M€ hors excédent, soit un besoin de financement de 96,3 M€.

Au total, l'excédent de 2025 de 15,4 M€, se cumule avec l'excédent antérieur de 30,9 M€ pour conduire au résultat net disponible repris au budget supplémentaire 2026 à hauteur de 46,3 M€ soit 45,2 M€ après couverture des reports de 1,1 M€.

en €	Dépenses	Recettes	Résultats
Fonctionnement	1 370 337 786,95	1 482 076 415,70	111 738 628,75
Investissement	380 769 692,68	284 449 739,81	-96 319 952,87
Résultat de la gestion 2025			15 418 675,88
Excédent cumulé à fin 2024			30 903 776,65
Excédent global cumulé à fin 2025			46 322 452,53

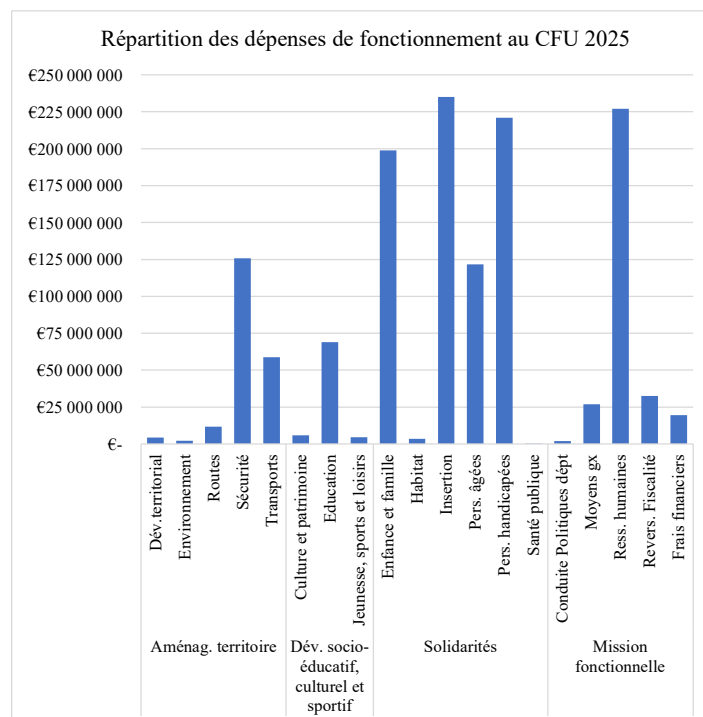
Les taux d'exécution 2025 (rapport entre les crédits ouverts et les crédits réalisés) en dépenses et en recettes et pour chaque section sont les suivants :

Mouvements réels et hors opérations financières en investissement et fonctionnement (comptes 76.66 et 16)	2025			2024	2023	2022
	Crédits ouverts	Crédits réalisés	% réalisation	% réalisation	% réalisation	% réalisation
Fonctionnement						
Dépenses	1 370 191 527,79	1 350 784 149,23	98,6%	98,5%	98,3%	96,4%
Recettes (avec cessions)	1 461 407 002,04	1 481 522 997,72	101,4%	100,9%	102,9%	102,9%
Investissement						
Dépenses	287 875 000,23	284 465 566,40	98,8%	96,4%	93,0%	77,0%
Recettes (hors cessions)	72 362 254,05	71 056 198,81	98,2%	95,0%	94,2%	97,6%

Les dépenses réelles de fonctionnement du CFU 2025 (1 370,3 M€) se composent des :

- Dépenses de gestion qui s'élèvent à 1 318,3 M€ (+ 2,4 % par rapport au CA 2024),
- Frais financiers d'un montant de 19,6 M€ (+ 4,1 % par rapport au CA 2024),
- Prélèvements sur fiscalité (fonds de péréquation) qui s'élèvent à 32,5 M€ (+ 11,4 % par rapport au CA 2024).

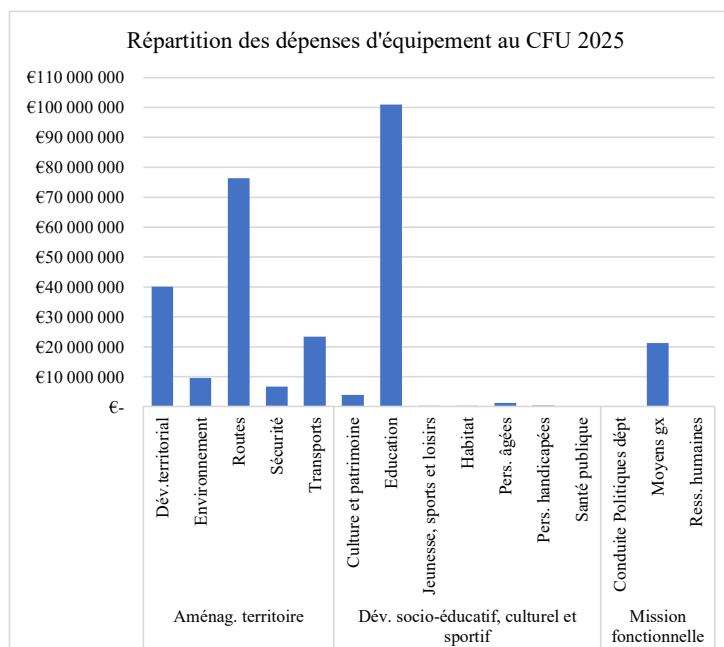
La répartition des dépenses réelles de fonctionnement par politique sectorielle peut être représentée de la façon suivante :



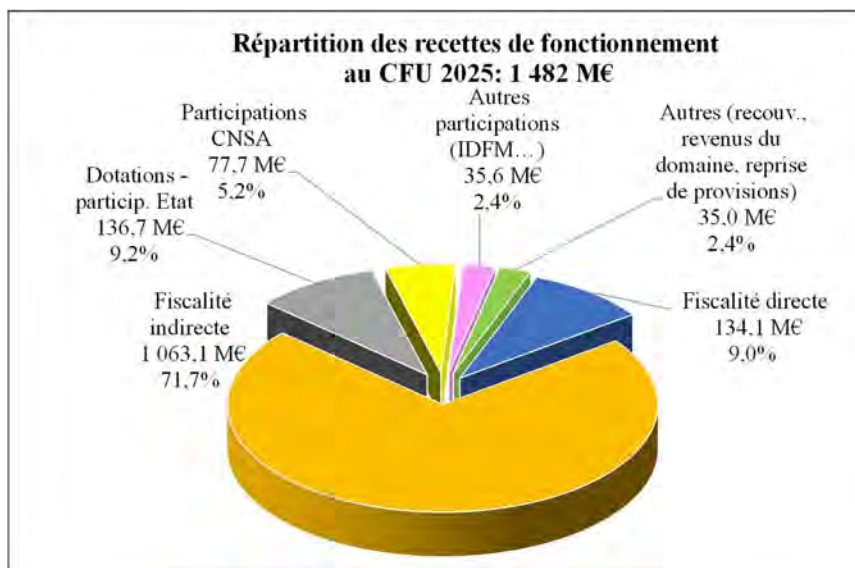
Les dépenses d'investissement (365,3 M€) se décomposent en :

- Dépenses d'équipement réalisées pour 284,5 M€ (-7,2 % / au CA 2024),
- Dépenses financières (dette en capital et subventions en annuités) qui mobilisent 80,8 M€ de crédits (+ 7,7 % / au CA 2024).

La répartition des dépenses d'investissement par politique est la suivante :

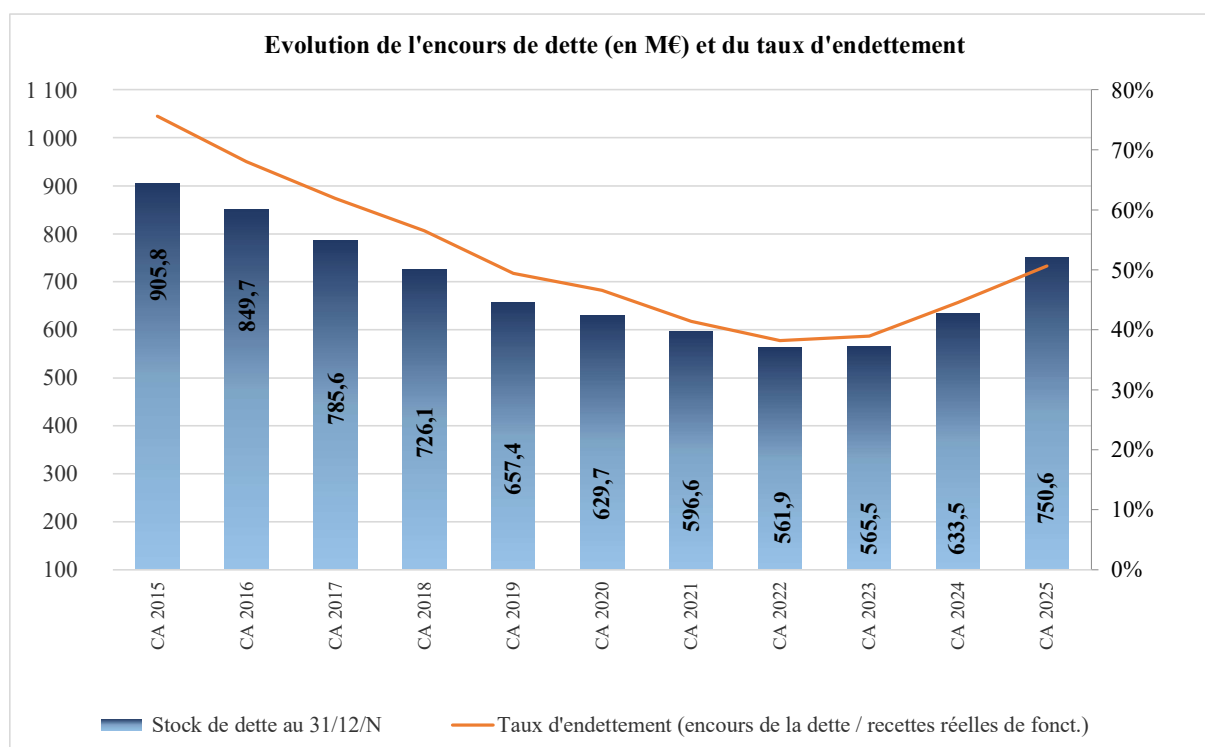


Les recettes de fonctionnement s'élèvent à 1 482,1 M€ en fonctionnement, soit + 4,3 % par rapport à celles du CA 2024.



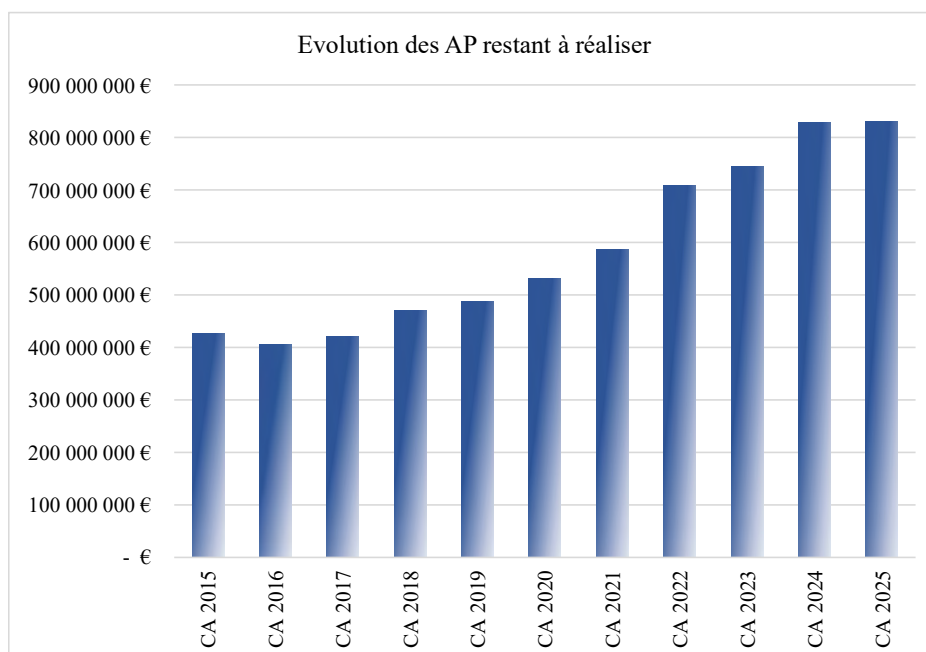
Les recettes définitives d'investissement s'élèvent à 71,1 M€ (-16,4 % par rapport à celles du CA 2024) et l'emprunt d'équilibre s'établit à 210,5 M€ (+ 31,6 % par rapport à l'emprunt du CA 2024).

L'évolution de l'encours de dette depuis 2015 est présentée ci-dessous.



Les engagements pluriannuels en Investissement

Les ouvertures d'Autorisations de Programme (AP) 2025 s'élèvent à 263,8 M€. Les AP restant à réaliser s'élèvent à 830,7 M€ à fin 2025.



L'évolution de la structure des comptes administratifs depuis 2021 :

en M€	CA 2021	CA 2022	CA 2023	CA 2024	CA 2025
Imposition directe	221,7	208,2	130,8	133,0	134,1
Imposition indirecte	968,8	1 019,2	1 037,2	1 004,5	1 063,1
Autres recettes réelles de fonctionnement	249,5	242,9	283,1	284,1	284,9
Total des recettes de fonctionnement	1 440,0	1 470,2	1 451,1	1 421,6	1 482,1
Dépenses de personnel	198,7	198,8	244,5	233,4	227,0
Frais financiers	11,2	11,3	16,5	18,8	19,6
Reversements de fiscalité	33,0	35,6	36,9	29,2	32,5
Autres dépenses de fonctionnement	919,4	930,3	1 008,9	1 054,5	1 091,3
Total des dépenses de fonctionnement	1 162,4	1 175,9	1 306,9	1 335,9	1 370,3
Total dépenses de fonct (hors frais Fin.)	1 151,2	1 164,6	1 290,4	1 317,1	1 350,8
Epargne brute	277,6	294,3	144,3	85,7	111,7
Epargne nette	173,6	196,4	70,9	-6,3	18,3
Recettes d'investissement (hors emprunt)	71,2	62,8	70,4	85,0	71,1
Dépenses d'équipement	267,8	219,5	296,0	306,5	284,5
Amortissement de la dette +autres mvts financiers	104,0	97,9	73,3	92,0	93,4
Total dépenses d'investissement	371,8	317,4	369,4	398,5	377,9
Emprunt d'équilibre	70,8	63,2	77,0	160,0	210,5

Les ratios obligatoires du CFU 2025 :

Ratio 1	Dépenses réelles de fonctionnement	909,74 €
	population	
Ratio 2	Recettes réelles de fonctionnement	1 004,34 €
	Population	
Ratio 3	Dépenses d'équipement brut	151,98 €
	Population	
Ratio 4	Encours de la dette propre (au 01-01-00)	511,11 €
	Population	
Ratio 5	Dotation globale de fonctionnement	64,26 €
	Population	
Ratio 6	Dépenses de personnel	18,83%
	Dépenses réelles de fonctionnement	
Ratio 7	Dépenses réelles de fonctionnement & Capital remboursement dette propre	96,91%
	Recettes réelles de fonctionnement	
Ratio 8	Epargne brute	7,72%
	Recettes réelles de fonctionnement	
Ratio 9	Epargne nette	1,39%
	Recettes réelles de fonctionnement	
Ratio 10	Encours de la dette propre (au 01-01)	50,89%
	Recettes réelles de fonctionnement	
Ratio 11	Encours de la dette propre (au 01-01)	658,96%
	Epargne brute	

Les budgets annexes CFU 2025

Le Budget du département comporte un budget principal et 3 budget annexes :

- **Budget « Equipement culturels »** : Ce budget annexe a été créé en 2005, à l'occasion de la reprise par le Département du Musée de l'Ecole de Barbizon dont les activités commerciales sont assujetties à la TVA. Il enregistre, en 2025, pour l'ensemble des boutiques des musées départementaux et du Château de Blandy-les-Tours, une réalisation de dépenses de fonctionnement de 0,5 M€, dont 0,23 M€ de charges de personnel complétées de dépenses d'acquisitions d'objets et d'ouvrages destinés à la vente ou d'organisation d'événements. Ce budget est financé par les droits d'entrée et les ventes d'ouvrages d'un montant de 0,65 M€ en 2025.
- **Budget « Service Départemental d'Accueil d'Urgence de l'Enfance (SDAUE) »** : Ce Service a été créé par le Département au 1^{er} janvier 2023 par l'unification et la reprise en régie de l'activité de deux foyers publics autonomes : Alizé et le Foyer de Meaux. Il réalise en 2025 20,5 M€ en dépenses de fonctionnement (dont 17,6 M€ en charges de personnel et 2,7 M€ en dépenses d'exploitation) qui sont financées essentiellement par une participation du budget général. Les dépenses d'investissement s'élèvent à 0,15 M€ afin de faire face à des dépenses d'urgence de remplacement de matériel defectueux ou usagé et d'acquérir du matériel et du mobilier mais aussi de pourvoir au remboursement de la dette.
- **Budget « Restauration scolaire »** : Ce budget annexe a été créé en 2024 dans le cadre d'une refonte du système de restauration, motivée par la volonté du Département de valoriser les producteurs locaux, de privilégier les circuits courts et de permettre une montée en gamme des repas. Pour l'exercice 2025, les dépenses de fonctionnement ont été réalisées à hauteur de

40,6 M€ dont 17,5 M€ de charges de personnel et 18,4 M€ de dépenses à caractère général (achats de denrées ou de matériels, dépenses d'énergies...). Les dépenses d'investissement pour 2025 ont représenté 0,69 M€ principalement pour l'acquisition de logiciel et de matériel informatique. Les recettes de ce budget annexe proviennent essentiellement des participations, d'une part, des familles (18,3 M€) et d'autre part du budget principal qui prend en charge le déficit restant (27,8 M€).

En synthèse

CFU 2025	Budget principal	BA SDAUE	BA Restauration scolaire	BA Equipements culturels	Total
Recettes de fonctionnement	1 482,1	20,4	47,0	1,0	1 550,4
Dépenses de personnel	251,6	17,6	17,5	0,2	286,9
Autres dépenses de fonctionnement	1 118,8	2,9	23,2	0,3	1 145,1
Total des dépenses de fonctionnement	1 370,3	20,5	40,6	0,5	1 432,0
Recettes d'investissement (hors emprunt)	71,1	0,0	0,1		71,2
Dépenses d'équipement	284,5	0,0	0,7		285,2
Amortissement de la dette et autres mvts financiers	93,4	0,1	0,0		93,5
Total dépenses d'investissement	377,9	0,1	0,7		378,7
Epargne brute	111,7	-0,1	6,4	0,5	118,4
Epargne nette	18,3	-0,3	6,4	0,5	24,9
Emprunt d'équilibre	210,5				210,5